



PAR COURRIEL

Québec, le 17 septembre 2026

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

N/Réf. DA18-20260818

Objet : Demande d'accès à l'information

[REDACTED]

Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1), ci-après « la Loi », je donne suite à votre demande d'accès reçue le 18 août 2026 et modifiée le 7 septembre dernier, laquelle se lit comme suit :

« [...] La présente demande amendée d'accès à l'information porte sur la Charte de la langue française, RLRQ, c C-11, telle que modifiée le 1er juin 2022 par la Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français, LQ 2022, c 14 (la « Loi 14 »), dont le projet de loi a été présenté le 13 mai 2021 (« Projet de loi 96 »).

Les documents demandés portent en grande partie sur les mesures réglementaires ou administratives relatives aux exigences linguistiques applicables aux études collégiales des étudiants inuits ou cris provenant des écoles de Kativik Ilisarniliriniq ou de la Commission scolaire crie. [...] »

Dans un premier temps, je vous informe que plusieurs des documents demandés ont déjà été publiés dans le cadre d'une demande d'accès précédente. En conséquence, en vertu de l'article 13 de la Loi, voici le lien pour les consulter :

N° DA10-20260520

[Obtenir les documents relatifs à la solution évoquée par le ministre de la Langue française lors de l'étude des crédits budgétaires 2026-2027 portant sur la mise en application du PL 96 au regard des Premières Nations et tout document attestant des démarches pour évaluer si cette solution répond véritablement aux enjeux constitutionnels soulevés, notamment dans le cadre du pourvoi en contrôle judiciaire déposé par le Conseil en éducation des Premières Nations \(CEPN\) et l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador \(APNQL\) depuis 2023 \(PDF 1,60 Mo\).](#)

Date de transmission : 2025-06-19

Date de diffusion : 2026-06-22

Je vous transmets également une copie des documents détenus par le Ministère concernant votre demande dont la communication est conforme aux dispositions de la Loi. Toutefois, conformément à l'article 14 de la Loi, certains documents ne vous sont pas communiqués étant donné qu'ils contiennent, en substance, des renseignements qui sont visés par certaines restrictions prévues à la Loi.

En ce sens, nous appuyons notre décision sur les articles suivants de la Loi, pour lesquels vous trouverez le texte complet en annexe :

- 9 – Notes personnelles, esquisses, ébauches, etc.
- 31 - Opinion juridique
- 33(4°) - les recommandations d'un ou de plusieurs membres du Conseil exécutif au Conseil exécutif, au Conseil du trésor ou à un comité ministériel, à moins que l'auteur ou, le cas échéant, les auteurs, ou encore le destinataire, n'en décident autrement
- 33(5°) - les analyses, avis et recommandations préparés au sein du ministère du Conseil exécutif ou du secrétariat du Conseil du trésor, ou au sein d'un autre organisme public
- 33(6°) - les mémoires ou les comptes rendus des délibérations du Conseil exécutif ou d'un comité ministériel
- 34 – Documents d'un membre de l'Assemblée nationale et de leurs cabinets
- 37 – Avis ou recommandation faits depuis moins de dix ans

De plus, d'autres documents ne peuvent vous être transmis parce qu'ils ont été produits ou parce qu'ils relèvent davantage de la compétence d'un autre organisme public. Tel que le prévoit l'article 48 de la Loi, nous vous invitons à adresser votre demande à la personne responsable de l'accès à l'information des organismes publics suivants, détenteurs des documents au sens de l'article 1 de cette loi, dont les coordonnées sont les suivantes :

Ministère de l'Enseignement supérieur

Ingrid Barakatt
 Direction de l'accès à l'information, de la
 protection des renseignements personnels et
 de l'éthique 1035, rue De La Chevrotière,
 27e étage Québec (QC) G1R 5A5
 Tél. : 418 646-5324 #6020
 Téléc. : 418 643-1602
acces@education.gouv.qc.ca

Ministère de la Justice

Me Marie-Claude Daraiche
 Responsable de l'accès à l'information et de
 la protection des renseignements personnels
 1200, rte de l'Église, 9e étage
 Québec (QC) G1V 4M1
 Tél. : 418 643-4090
 Téléc. : 418 643-3877
demande_acces@justice.gouv.qc.ca

Ministère du Conseil exécutif

Julie Boucher
 Responsable de l'accès à l'information
 835, boul. René-Lévesque E.
 Québec (QC) G1A 1B4
 Tél. : 418 643-7355
mce.accesmce@mce.gouv.qc.ca

Enfin, certains documents ne peuvent vous être transmis parce qu'ils sont visés par l'article 34 de la Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32).

Conformément à l'article 51 de la Loi, vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information du Québec de réviser cette décision, et ce, dans les trente jours suivant la date de la présente lettre. Vous trouverez de plus amples informations à l'adresse suivante :

[Citoyens | Commission d'accès à l'information du Québec](#)

Je vous prie d'agréer, [REDACTED], mes sincères salutations.

Pour la responsable de l'accès aux documents,

Maxime Vézina p.i.

Maxime Vézina, p.i.

ANNEXE

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

Chapitre A-2.1

[...]

9. Toute personne qui en fait la demande a droit d'accès aux documents d'un organisme public.

Ce droit ne s'étend pas aux notes personnelles inscrites sur un document, ni aux esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature.

[...]

31. Un organisme public peut refuser de communiquer une opinion juridique portant sur l'application du droit à un cas particulier ou sur la constitutionnalité ou la validité d'un texte législatif ou réglementaire, d'une version préliminaire ou d'un projet de texte législatif ou réglementaire.

[...]

33. Ne peuvent être communiqués avant l'expiration d'un délai de 25 ans de leur date :

[...]

4° les recommandations d'un ou de plusieurs membres du Conseil exécutif au Conseil exécutif, au Conseil du trésor ou à un comité ministériel, à moins que l'auteur ou, le cas échéant, les auteurs, ou encore le destinataire, n'en décident autrement;

5° les analyses, avis et recommandations préparés au sein du ministère du Conseil exécutif ou du secrétariat du Conseil du trésor, ou au sein d'un autre organisme public dans la mesure où ils sont communiqués au ministère du Conseil exécutif, et portant sur une recommandation ou une demande faite par un ou plusieurs ministres, un comité ministériel ou un organisme public, ou sur un document visé à l'article 36;

6° les mémoires ou les comptes rendus des délibérations du Conseil exécutif ou d'un comité ministériel;

[...]

34. Un document du bureau d'un membre de l'Assemblée nationale ou un document produit pour le compte de ce membre par les services de l'Assemblée n'est pas accessible à moins que le membre ne le juge opportun.

Il en est de même d'un document du cabinet du président de l'Assemblée, d'un membre de celle-ci visé dans le premier alinéa de l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale ([chapitre A-23.1](#)) ou d'un ministre visé dans l'article 11.5 de la Loi sur l'exécutif ([chapitre E-18](#)), ainsi que d'un document du cabinet ou du bureau d'un membre d'un organisme municipal ou scolaire.

[...]

37. Un organisme public peut refuser de communiquer un avis ou une recommandation faits depuis moins de dix ans, par un de ses membres, un membre de son personnel, un membre d'un autre organisme public ou un membre du personnel de cet autre organisme, dans l'exercice de leurs fonctions.

Il peut également refuser de communiquer un avis ou une recommandation qui lui ont été faits, à sa demande, depuis moins de dix ans, par un consultant ou par un conseiller sur une matière de sa compétence.

[...]

48. Lorsqu'il est saisi d'une demande qui, à son avis, relève davantage de la compétence d'un autre organisme public ou qui est relative à un document produit par un autre organisme public ou pour son compte, le responsable doit, dans le délai prévu par le premier alinéa de l'article 47, indiquer au requérant le nom de l'organisme compétent et celui du responsable de l'accès aux documents de cet organisme, et lui donner les renseignements prévus par l'article 45 ou par le deuxième alinéa de l'article 46, selon le cas.

Lorsque la demande est écrite, ces indications doivent être communiquées par écrit.

[...]



PAR COURRIEL

gpicard@apnql.com

john.martin@gespapegiag.ca

Monsieur Ghislain Picard
Chef de l'APNQL

Monsieur John Martin
Chef porteur du dossier de l'éducation
Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador
Conseil en Éducation des Premières Nations
95, rue de l'Ours
Wendake (Québec) G0A 4V0

Messieurs,

Le 11 mai 2021, vous avez écrit au premier ministre, M. François Legault, relativement au projet de réforme de la *Charte de la langue française* et vous avez joint à cette lettre un document comportant un certain nombre de propositions d'amendements à cette loi. Le premier ministre nous a confié le soin de vous répondre.

D'abord, nous tenons à réitérer l'importance que nous accordons aux droits des peuples autochtones, dont celui de maintenir et de développer leur langue et leur culture d'origine et qui, comme vous le mentionnez dans votre lettre, est reconnu par le préambule de la *Charte de la langue française*. Notre gouvernement a d'ailleurs appuyé une motion le 9 juin dernier dans laquelle l'Assemblée nationale reconnaît le droit que les onze nations autochtones au Québec ont de vivre dans leurs langues ainsi que de les promouvoir et de les protéger.

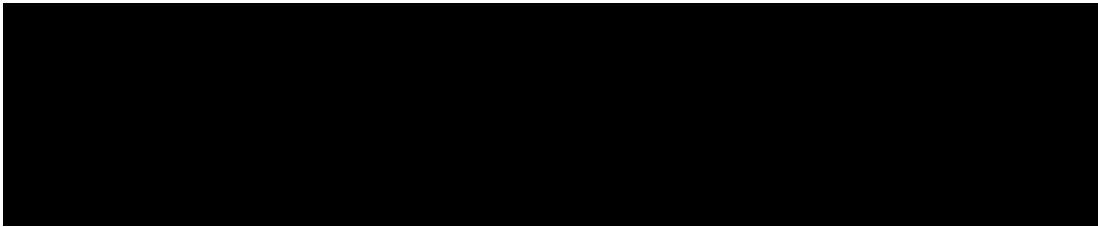
Nous désirons également vous assurer que nous sommes sensibles aux préoccupations qui sont exposées dans votre lettre, dont celles qui touchent plus particulièrement à la langue des communications avec les communautés autochtones et aux enjeux liés à la réussite scolaire des élèves des Premières Nations. Nous avons pris bonne note des propositions d'amendements à la *Charte de la langue française* qui ont été soumises par le Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN).

... 2

Un membre du personnel de notre cabinet communiquera par ailleurs avec M^{me} Sophie Guérard, adjointe à la direction du CEPN, afin d'entamer un dialogue et obtenir de plus amples précisions au sujet des positions qui sont mises de l'avant relativement à la *Charte de la langue française*.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

Le ministre de la Justice et
procureur général,



SIMON JOLIN-BARRETTE

PAR COURRIEL

Le 13 juillet 2021

Monsieur Pita Aatami, président
Société Makivik
C. P. 179
Kuujuuaq (Québec) J0M 1C0

Monsieur le Président,

Le 1^{er} juin 2021, vous nous avez adressé une lettre relativement au projet de loi 96, intitulé *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français*. Nous avons pris connaissance avec attention des propos contenus dans cette lettre.

D'abord, nous tenons à réitérer l'importance que nous accordons aux droits des peuples autochtones, dont celui de maintenir et de développer leur langue et leur culture d'origine, droit qui est reconnu par le préambule de la *Charte de la langue française* (CLF). Notre gouvernement a d'ailleurs appuyé une motion le 9 juin dernier dans laquelle l'Assemblée nationale reconnaît le droit que les onze nations autochtones au Québec ont de vivre dans leurs langues ainsi que de les promouvoir et de les protéger.

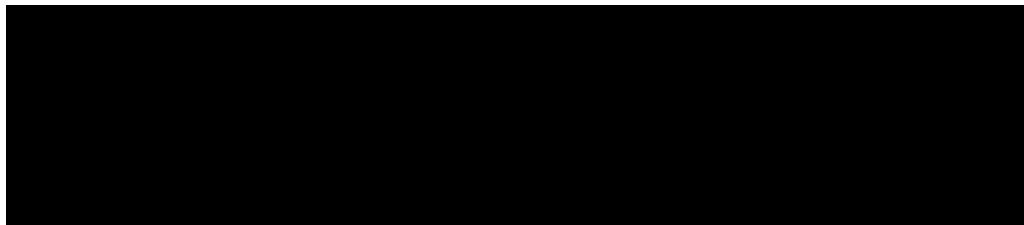
Nous sommes sensibles à la volonté que vous manifestez de préserver l'inuktitut de même qu'à l'importance d'en favoriser l'apprentissage, notamment auprès des enfants, et de disposer des moyens nécessaires pour que davantage d'enseignants inuits intègrent le marché du travail. Nous avons également pris bonne note des propositions que vous nous faites.

Soyez assuré que le projet de loi 96 n'affecte aucun des droits reconnus actuellement par la *Charte de la langue française* au bénéfice des peuples autochtones. Pour que nous puissions poursuivre le dialogue, un membre de votre équipe est invité à communiquer avec M. Éric Poirier, conseiller au sein de notre cabinet, par courriel à : eric.poirier@justice.gouv.qc.ca.

... 2

Nous vous remercions de l'intérêt que vous portez au projet de loi 96 et nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, nos salutations distinguées.

Le ministre de la Justice et
ministre responsable de la Langue française,



SIMON JOLIN-BARRETTE

Nitassinan, Mashteuiatsh, le 7 juillet 2021

Monsieur Simon Jolin-Barrette
Ministre de la Justice du Québec
Ministre responsable de la Langue française
ministre@justice.gouv.qc.ca

Objet : Réforme de la *Charte de la Langue française* : Travailler ensemble dans le respect de nos langues, nos cultures et notre identité dans le but commun d'éliminer les barrières systémiques à la réussite éducative des jeunes des Premières Nations

Monsieur le Ministre,

Notre communauté, la Première Nation des Pekuakamiulnuatsh (Mashteuiatsh), est l'une des 22 communautés membres du Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN), une organisation représentant huit Premières Nations du Québec dans l'exercice de leur compétence en éducation.

Le 24 novembre 2020, vous avez annoncé lors d'une conférence de presse, au nom du Gouvernement du Québec, « une importante réforme de la *Charte de la langue française* ». En vous adressant aux membres des Nations autochtones, vous avez précisé que « *cette loi ne touchera en rien votre droit inaliénable d'assurer le maintien et le développement de vos langues et de vos cultures traditionnelles* ».

Dans le cadre de cette réforme de la *Charte de la langue française*, je sollicite votre collaboration et votre appui afin de trouver des solutions aux barrières systémiques à la réussite éducative des jeunes des Premières Nations. Nous souhaitons saisir cette occasion qui s'offre devant nous afin de travailler ensemble à réaliser nos objectifs communs dans le respect d'une relation de Nation à Nation.

Je comprends que la *Charte de la langue française* a été adoptée et mise en place afin d'affirmer le caractère distinct du Québec et la primauté du français. La survie de la langue française, de la culture et de l'identité québécoise repose sur cette loi. Le Préambule de la *Charte de la langue française* reconnaît également des droits linguistiques aux Premières Nations du Québec :

L'Assemblée nationale reconnaît aux Amérindiens et aux Inuit du Québec, descendants des premiers habitants du pays, le droit qu'ils ont de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine.

...2

Toutefois, je ne peux passer sous silence certains impacts négatifs de cette loi auprès des Premières Nations qui, elles-aussi, repoussent depuis des décennies les mesures assimilatrices sur leurs langues ancestrales et leurs cultures respectives. À l'image de ce que le Premier Ministre Legault nous a dit le 19 mars dernier lors du lancement officiel de la table politique Québec-APNQL, la Nation québécoise est vulnérable dans un Canada anglais. J'ajoute à cela que les Premières Nations sont toutes autant vulnérables au Québec quand nos jeunes se butent à des barrières systémiques linguistiques qui briment leur réussite scolaire. Dans son plan d'action sur le racisme et la discrimination¹, l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador a d'ailleurs proposé l'« intervention 58 » visant à « *éliminer les obstacles systémiques à la réussite éducative, dont l'épreuve unique en français qui émane de la Charte de langue française* », et ce, dans le but de réduire les écarts entre les Autochtones et les Allochtones en matière de réussite scolaire.

Notre Première Nation ne vit pas la même situation linguistique que certaines Premières Nations du Québec. Notre langue ancestrale, le nehlueun, nous a été enlevée, arrachée. Elle est en perdition depuis plusieurs décennies mais toujours vivante car nous avons déployé tous nos efforts et de nombreuses actions afin de maintenir son usage dans nos familles et dans nos institutions. Elle a dû subir des circonstances assez complexes qui ont impacté la fierté voire la conscience linguistique.

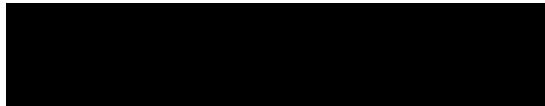
Les jeunes d'aujourd'hui font des efforts incommensurables pour revitaliser cette langue, c'est un combat de tous les jours. À ce titre, depuis plusieurs années, notre organisation a mis en place plusieurs initiatives afin que celle-ci soit vitalisée, valorisée, enseignée et protégée dans son intégrité et favoriser ainsi son épanouissement. Ces actions résultent d'une vaste consultation initiée au début des années 2000 qui nous ont permis d'adopter notre Politique d'affirmation culturelle en 2005 et qui guide nos actions autant au niveau de la langue, que de la culture et du patrimoine sur Nitassinan (territoire ancestral). Nous admirons les Premières Nations qui ont gardé bien vivante leur langue, c'est une richesse indéfinissable. Nous appuyons haut et fort les Premières Nations du Québec qui vivent de la discrimination en ne pouvant diplômer leurs jeunes dans leur langue ancestrale ou encore dans leur langue seconde. Les jeunes des Premières Nations vont construire nos communautés de demain, ils doivent avoir les mêmes chances de réussite. L'éducation est la fondation de nos communautés, elle réduit les inégalités et promet un avenir prometteur. Il est temps de s'adapter aux réalités des Premières Nations.

...3

¹ Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, « Plan d'action de l'APNQL sur le racisme et la discrimination – S'engager avec les Premières Nations contre le racisme et la discrimination », 29 septembre 2020.

Les tribunaux canadiens² ont réitéré à maintes reprises que la langue n'est pas un simple moyen de communication, mais plutôt une partie intégrante de l'identité et de la culture. Ainsi, la langue d'enseignement est indissociable et intrinsèquement liée à la culture qu'elle véhicule³. Les Premières Nations membres du CEPN représentent huit Nations qui s'expriment dans leur langue ancestrale et vivent selon une culture bien à elles. Nos langues sont notre patrimoine millénaire non cédé et constituent une richesse pour la mosaïque culturelle du Québec. Je souhaite m'entretenir avec vous des contraintes mentionnées ci-haut qui compromettent sérieusement le maintien de notre culture par l'éducation.

Je vous invite à rencontrer les chefs des Premières Nations afin d'échanger sur cet enjeu fondamental pour notre communauté et les Premières Nations membres du CEPN. Dans la lignée de la motion de l'Assemblée nationale datant de 1985 portant sur la reconnaissance des droits des Autochtones, soyons partenaires dans notre ambition de donner à chaque enfant tous les outils pour atteindre son plein potentiel. Soyons ambitieux, réécrivons l'histoire, ensemble, dans le respect de nos langues, nos cultures, notre identité et notre héritage.



Clifford Moar
Chef de la Première Nation des Pekuakamiulnuatsh

c.c. : M. Ghislain Picard, Chef de l'APNQL
M. Denis Gros-Louis, directeur général, CEPN

² Récemment, le juge en chef de la Cour suprême dans *Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique c. Colombie-Britannique*, 2020 CSC 13, paragr. 14.

³ Idem.



Kuujuuaq, June 1st, 2021

By regular mail and email:
ministre@justice.gouv.qc.ca

M. Simon Jolin-Barrette
Ministre de la Justice
Édifice Louis-Philippe-Pigeon
1200, route de l'Église
9e étage
Québec (Québec) G1V 4M1

OBJECT: Bill 96 - *An Act respecting French, the official and common language of Québec*

Dear minister Jolin-Barrette:

As a follow-up to our recent phone conversation on the Bill 96 - *An Act respecting French, the official and common language of Québec*, I wish to reiterate some important concerns we have with regards to said bill.

As you know, the Inuit Beneficiaries of the James-Bay and Northern Quebec Agreement are exempted from the application of the Charter of the French Language. The organizations created by virtue of the JBNQA are exempted as well and so are the bodies of which the members are in the majority the Inuit Beneficiaries of the JBNQA. I am seeking for reassurance from you that these exemptions will be maintained and not be affected by Bill 96. The exemptions mentioned above all come with important limitations as they all apply solely within the territories envisaged by the JBNQA. By the present, I request that those exemptions apply to the Nunavik Inuit wherever they are and not only in Nunavik. As you will understand, we are still Inuit when we travel outside of our territory.

The Charter of the French Language also contain important sections about the use of Inuktitut as a language of instruction. I cannot stress enough the importance for Québec to give Kativik Iisarniliriniq the required flexibility and means to ensure that our kids learn our language and that more Inuit teachers join in the workforce. As more and more of our youth further their education and attend post-secondary institutions, I want to ensure that our youth are able to choose in

www.makivik.org

○ Head Office • Siège Social
C.P. 179
Kuujuuaq QC J0M 1C0
Tél. (819) 964-2925
Fax (819) 964-2613

○ Montréal
1111, boul. D^r Frederik-Philips 3^e étage
St-Laurent QC H4M 2X6
Tél. (514) 745-8880
Fax (514) 745-3700

○ Québec
580, Grande-Allée E.
Suite 500
Québec QC G1R 2K2
Tél. (418) 522.2224

○ Ottawa
75 Albert St
Suite 1006
Ottawa ON K1P 5E5
Tél. (613) 695-2529

which language they do so wherever they are in the Quebec. This is fundamental for us and for the success of our youth.

As Inuit we also face challenges with our own language. As such, we understand what Québec is trying to achieve for its own people by moving forward with Bill 96. As a Nation, we too aspire to maintain and ensure that our language not only survives but thrives. Inuktitut is a core component of our culture and of who we are.

I look forward to hearing back from you and I sincerely hope you will understand and respect the legitimate aspirations we have for Nunavik.

Best regards,



Pita Aatami, President

Cc. Ian Lafrenière, Minister responsible for Native Affairs

TRADUCTION DE COURTOISIE

Kuuujuaq, le 1^{er} juin 2021

Par courrier ordinaire et courriel :
ministre@justice.gouv.qc.ca

M. Simon Jolin-Barrette
Ministre de la Justice
Édifce Louis-Philippe-Pigeon
1200, route de l'Église
9^e étage
Québec (Québec) G1V 4M1

OBJET : *Projet de loi n° 96 – Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français*

Monsieur le ministre,

À la suite de notre récente conversation téléphonique concernant le projet de loi n° 96 - *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français*, je tiens à réitérer certaines préoccupations importantes que nous avons à l'égard de ce projet de loi.

Comme vous le savez, les bénéficiaires Inuit de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois sont exemptés de l'application de la *Charte de la langue française*. Les organismes créés en vertu de la CBJNQ sont également exemptés, tout comme les entités dont les membres sont majoritairement des Inuit bénéficiaires de la CBJNQ. Je souhaite obtenir de votre part l'assurance que ces exemptions seront maintenues et ne seront pas affectées par le projet de loi n° 96. Les exemptions mentionnées ci-dessus comportent toutes des limitations importantes puisqu'elles s'appliquent uniquement dans les territoires visés par la CBJNQ. Je demande par la présente que ces exemptions s'appliquent aux Inuit du Nunavik où qu'ils soient, et non seulement au Nunavik. Comme vous le comprenez certainement, nous sommes toujours des Inuit lorsque nous voyageons à l'extérieur de notre territoire.

La *Charte de la langue française* contient également des dispositions importantes concernant l'usage de l'inuktitut comme langue d'enseignement. Je ne saurais trop insister sur l'importance pour le Québec de donner à Kativik Ilisarniliriniq la souplesse et les moyens nécessaires pour que nos enfants apprennent notre langue et que davantage d'enseignants inuit intègrent le marché du travail. Alors que de plus en plus de nos jeunes poursuivent leurs études et fréquentent des établissements postsecondaires, je veux m'assurer que nos jeunes puissent choisir dans quelle

langue ils poursuivent leurs études où qu'ils soient au Québec. Cela est fondamental pour nous et pour assurer la réussite de nos jeunes.

En tant qu'Inuit, nous sommes également confrontés à des défis concernant notre propre langue. À ce titre, nous comprenons ce que le Québec tente d'accomplir pour sa population en allant de l'avant avec le projet de loi n° 96. En tant que nation, nous aspirons nous aussi à maintenir notre langue et à faire en sorte que non seulement elle survive, mais qu'elle demeure vigoureuse. L'inuktitut est une composante essentielle de notre culture et de notre identité.

Je prendrai connaissance de votre réponse avec grand intérêt, et j'espère sincèrement que vous comprendrez et respecterez les aspirations légitimes que nous avons pour le Nunavik.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Pita Aatami, Président

Cc. Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones

PAR COURRIEL

Le 2 septembre 2021

Monsieur Clifford Moar
Chef de la Première Nation des Pekuakamiulnuatsh
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan
Bureau politique
1671, rue Ouiatchouan
Mashteuiatsh (Québec) G0W 2H0

Monsieur,

Le 7 juillet 2021, vous nous avez adressé une lettre relativement au projet de réforme de la *Charte de la langue française* et aux enjeux liés à la réussite éducative des jeunes des Premières Nations. Nous avons pris connaissance avec attention des propos contenus dans cette lettre.

D'abord, nous tenons à réitérer l'importance que nous accordons aux droits des peuples autochtones, dont celui de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine et qui, tel que vous le mentionnez dans votre lettre, est reconnu par le préambule de la *Charte de la langue française*. Notre gouvernement a d'ailleurs appuyé une motion, le 9 juin dernier, dans laquelle l'Assemblée nationale reconnaît le droit que les onze nations autochtones au Québec ont de vivre dans leurs langues ainsi que de les promouvoir et de les protéger.

Nous désirons également vous assurer que nous sommes sensibles aux préoccupations qui sont exposées dans votre lettre, dont celles qui touchent plus particulièrement la revitalisation de votre langue et les enjeux liés à la réussite scolaire des élèves des Premières Nations.

... 2

À la demande du chef de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, M. Ghislain Picard, et de M. John Martin, chef porteur du dossier de l'éducation au sein de cet organisme, un membre du personnel de notre cabinet communiquera avec le Conseil en Éducation des Premières Nations, dont votre communauté est membre.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le ministre de la Justice et
ministre responsable de la Langue française,



PAR COURRIEL

Le 13 juillet 2021

Monsieur Pita Aatami, président
Société Makivik
C. P. 179
Kuujuuaq (Québec) J0M 1C0

Monsieur le Président,

Le 1^{er} juin 2021, vous nous avez adressé une lettre relativement au projet de loi 96, intitulé *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français*. Nous avons pris connaissance avec attention des propos contenus dans cette lettre.

D'abord, nous tenons à réitérer l'importance que nous accordons aux droits des peuples autochtones, dont celui de maintenir et de développer leur langue et leur culture d'origine, droit qui est reconnu par le préambule de la *Charte de la langue française* (CLF). Notre gouvernement a d'ailleurs appuyé une motion le 9 juin dernier dans laquelle l'Assemblée nationale reconnaît le droit que les onze nations autochtones au Québec ont de vivre dans leurs langues ainsi que de les promouvoir et de les protéger.

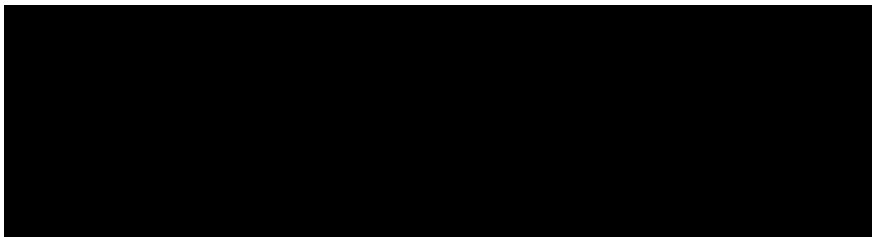
Nous sommes sensibles à la volonté que vous manifestez de préserver l'inuktitut de même qu'à l'importance d'en favoriser l'apprentissage, notamment auprès des enfants, et de disposer des moyens nécessaires pour que davantage d'enseignants inuits intègrent le marché du travail. Nous avons également pris bonne note des propositions que vous nous faites.

Soyez assuré que le projet de loi 96 n'affecte aucun des droits reconnus actuellement par la *Charte de la langue française* au bénéfice des peuples autochtones. Pour que nous puissions poursuivre le dialogue, un membre de votre équipe est invité à communiquer avec M. Éric Poirier, conseiller au sein de notre cabinet, par courriel à : eric.poirier@justice.gouv.qc.ca.

... 2

Nous vous remercions de l'intérêt que vous portez au projet de loi 96 et nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, nos salutations distinguées.

Le ministre de la Justice et
ministre responsable de la Langue française,



SIMON JOLIN-BARRETTE

PAR COURRIEL

Le 2 septembre 2021

Monsieur Clifford Moar
Chef de la Première Nation des Pekuakamiulnuatsh
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan
Bureau politique
1671, rue Ouiatchouan
Mashteuiatsh (Québec) G0W 2H0

Monsieur,

Le 7 juillet 2021, vous nous avez adressé une lettre relativement au projet de réforme de la *Charte de la langue française* et aux enjeux liés à la réussite éducative des jeunes des Premières Nations. Nous avons pris connaissance avec attention des propos contenus dans cette lettre.

D'abord, nous tenons à réitérer l'importance que nous accordons aux droits des peuples autochtones, dont celui de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine et qui, tel que vous le mentionnez dans votre lettre, est reconnu par le préambule de la *Charte de la langue française*. Notre gouvernement a d'ailleurs appuyé une motion, le 9 juin dernier, dans laquelle l'Assemblée nationale reconnaît le droit que les onze nations autochtones au Québec ont de vivre dans leurs langues ainsi que de les promouvoir et de les protéger.

Nous désirons également vous assurer que nous sommes sensibles aux préoccupations qui sont exposées dans votre lettre, dont celles qui touchent plus particulièrement la revitalisation de votre langue et les enjeux liés à la réussite scolaire des élèves des Premières Nations.

... 2

À la demande du chef de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, M. Ghislain Picard, et de M. John Martin, chef porteur du dossier de l'éducation au sein de cet organisme, un membre du personnel de notre cabinet communiquera avec le Conseil en Éducation des Premières Nations, dont votre communauté est membre.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le ministre de la Justice et
ministre responsable de la Langue française,

A large black rectangular box used to redact the signature of the Minister of Justice and Minister responsible for the French Language.

SIMON JOLIN-BARRETTE

PAR COURRIEL

Monsieur Rémy Vincent
Grand Chef de la Nation huronne-wendat
Nation huronne-wendat
255, place Chef Michel Laveau
Wendake (Québec) G0A 4V0

Monsieur,

Le 15 juillet 2021, vous nous avez adressé une lettre relativement au projet de réforme de la *Charte de la langue française* et aux enjeux liés à la réussite éducative des jeunes des Premières Nations. Nous avons pris connaissance avec attention des propos contenus dans cette lettre.

D'abord, nous tenons à réitérer l'importance que nous accordons aux droits des peuples autochtones, dont celui de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine et qui, tel que vous le mentionnez dans votre lettre, est reconnu par le préambule de la *Charte de la langue française*. Notre gouvernement a d'ailleurs appuyé une motion, le 9 juin dernier, dans laquelle l'Assemblée nationale reconnaît le droit que les onze nations autochtones au Québec ont de vivre dans leurs langues ainsi que de les promouvoir et de les protéger.

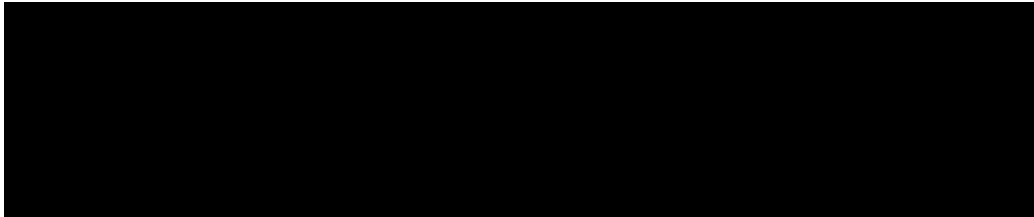
Nous désirons également vous assurer que nous sommes sensibles aux préoccupations qui sont exposées dans votre lettre, dont celles qui touchent plus particulièrement la revitalisation et la protection de votre langue et les enjeux liés à la réussite scolaire des élèves des Premières Nations.

... 2

À la demande du chef de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, M. Ghislain Picard, et de M. John Martin, chef porteur du dossier de l'éducation au sein de cet organisme, un membre du personnel de notre cabinet communiquera avec le Conseil en Éducation des Premières Nations, dont votre communauté est membre.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le ministre de la Justice et
ministre responsable de la Langue française,



SIMON JOLIN-BARRETTE



NATION
huronne-wendat

255, place Chef Michel Laveau
Wendake (Québec) G0A 4V0
Téléphone : (418) 843-3767
Ligne sans frais : 1-877-712-3767
Télécopieur : (418) 842-1108

RÉMY VINCENT

GRAND CHEF DE LA NATION HURONNE-WENDAT
GRAND CHIEF HURON WENDAT NATION

Wendake, le 15 juillet 2021

Monsieur Simon Jolin-Barrette
Ministre de la Justice du Québec
Ministre responsable de la Langue française
ministre@justice.gouv.qc.ca

Objet : Réforme de la *Charte de la Langue française* : Travailler ensemble dans le respect de nos langues, nos cultures et notre identité dans le but commun d'éliminer les barrières systémiques à la réussite éducative des jeunes des Premières Nations

Monsieur le Ministre, Kwe,

Je suis le Grand Chef de la Nation huronne-wendat. Wendake est l'une des 22 communautés membres du Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN), une organisation représentant huit Premières Nations du Québec dans l'exercice de leur compétence en éducation.

Le 24 novembre 2020, vous avez annoncé lors d'une conférence de presse, au nom du Gouvernement du Québec, « une importante réforme de la *Charte de la langue française* ». En vous adressant aux membres des Nations autochtones, vous avez précisé que « *cette loi ne touchera en rien votre droit inaliénable d'assurer le maintien et le développement de vos langues et de vos cultures traditionnelles* ».

Dans le cadre de cette réforme de la *Charte de la langue française*, je sollicite votre collaboration et votre appui afin de trouver des solutions aux barrières systémiques à la réussite éducative des jeunes des Premières Nations et ceux de ma communauté de Wendake. Nous souhaitons saisir cette occasion qui s'offre devant nous afin de travailler ensemble à réaliser nos objectifs communs dans le respect d'une relation de Nation à Nation.

Je comprends que la *Charte de la langue française* a été adoptée et mise en place afin d'affirmer le caractère distinct du Québec et la primauté du français. La survie de la langue française, de la culture et de l'identité québécoise repose sur cette loi. Le Préambule de la *Charte de la langue française* reconnaît également des droits linguistiques aux Premières Nations du Québec :

L'Assemblée nationale reconnaît aux Amérindiens et aux Inuits du Québec, descendants des premiers habitants du pays, le droit qu'ils ont de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine.

Toutefois, je ne peux passer sous silence certains impacts négatifs de cette loi auprès des Premières Nations qui, elles aussi, repoussent depuis des décennies les mesures assimilatrices sur leurs langues ancestrales et leurs cultures respectives. À l'image de ce que le premier ministre François Legault nous a dit le 19 mars dernier lors du lancement officiel de la table politique Québec-APNQL, la Nation québécoise est vulnérable dans un Canada anglais. J'ajoute à cela que les Premières Nations sont tout autant vulnérables au Québec quand nos jeunes se butent à des barrières systémiques linguistiques qui briment leur réussite scolaire. Dans son plan d'action sur le racisme et la discrimination¹, l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador a d'ailleurs proposé l'« intervention 58 » visant à « *éliminer les obstacles systémiques à la réussite éducative dont l'épreuve unique en français qui émane de la Charte de langue française* », et ce, dans le but de réduire les écarts entre les Autochtones et les Allochtones en matière de réussite scolaire.

Wendake est une communauté huronne-wendat située dans la région de Québec. Le wendat est la langue ancestrale que nous tentons de protéger et de transmettre à nos membres. Les jeunes apprennent cette langue riche à l'école primaire mais doivent poursuivre leurs études en français à compter du secondaire ce qui nuit au maintien et à l'enseignement de la langue wendat. Notre histoire fait en sorte que nous parlons le français comme première langue, cependant nous tentons par tous les moyens de rendre vivante notre langue et la transmettre.

Les tribunaux canadiens² ont réitéré à maintes reprises que la langue n'est pas un simple moyen de communication, mais plutôt une partie intégrante de l'identité et de la culture. Ainsi, la langue d'enseignement est indissociable et intrinsèquement liée à la culture qu'elle véhicule³. Les Premières Nations membres du CEPN représentent huit Nations qui s'expriment dans leur langue ancestrale et vivent selon une culture bien à elles. Nos langues sont notre patrimoine millénaire non cédé et constituent une richesse pour la mosaïque culturelle du Québec. Je souhaite m'entretenir avec vous des contraintes mentionnées ci-haut qui compromettent sérieusement le maintien de notre culture par l'éducation.

Dans la lignée de la motion de l'Assemblée nationale datant de 1985 portant sur la reconnaissance des droits des Autochtones, soyons partenaires dans notre ambition de donner à chaque enfant tous les outils pour atteindre son plein potentiel. Soyons ambitieux, réécrivons l'histoire, ensemble, dans le respect de nos langues, nos cultures, notre identité et notre héritage.


Rémy Vincent
Grand Chef

c.c. : M. Ghislain Picard, Chef de l'APNQL
M. Denis Gros-Louis, directeur général, CEPN

¹ Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, « Plan d'action de l'APNQL sur le racisme et la discrimination – S'engager avec les Premières Nations contre le racisme et la discrimination », 29 septembre 2020.

² Récemment, le juge en chef de la Cour suprême dans *Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique c. Colombie-Britannique*, 2020 CSC 13, paragr. 14.

³ Idem.



Par courriel

Le 19 juillet 2021

Monsieur Simon Jolin-Barrette
Ministre de la Justice du Québec
Ministre responsable de la Langue française
ministre@justice.gouv.qc.ca

Objet : Réforme de la *Charte de la Langue française* : Travailler ensemble dans le respect de nos langues, nos cultures et notre identité dans le but commun d'éliminer les barrières systémiques à la réussite éducative des jeunes des Premières Nations

Monsieur le Ministre,

Je suis le Chef de la communauté w8banaki (abénakise) d'Odanak. Notre communauté est l'une des 22 communautés membres du Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN), une organisation représentant huit Premières Nations du Québec dans l'exercice de leur compétence en éducation.

Le 24 novembre 2020, vous avez annoncé lors d'une conférence de presse, au nom du Gouvernement du Québec, « une importante réforme de la *Charte de la langue française* ». En vous adressant aux membres des Nations autochtones, vous avez précisé que « *cette loi ne touchera en rien votre droit inaliénable d'assurer le maintien et le développement de vos langues et de vos cultures traditionnelles* ».

Dans le cadre de cette réforme de la *Charte de la langue française*, je sollicite votre collaboration et votre appui afin de trouver des solutions aux barrières systémiques à la réussite éducative des jeunes des Premières Nations. Nous souhaitons saisir cette occasion qui s'offre devant nous afin de travailler ensemble à réaliser nos objectifs communs dans le respect d'une relation de Nation à Nation.

Je comprends que la *Charte de la langue française* a été adoptée et mise en place afin d'affirmer le caractère distinct du Québec et la primauté du français. La survie de la langue française, de la culture et de l'identité québécoise repose sur cette loi. Le Préambule de la *Charte de la langue française* reconnaît également des droits linguistiques aux Premières Nations du Québec :

L'Assemblée nationale reconnaît aux Amérindiens et aux Inuits du Québec, descendants des premiers habitants du pays, le droit qu'ils ont de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine.

Toutefois, je ne peux passer sous silence certains impacts négatifs de cette loi auprès des Premières Nations qui, elles-aussi, repoussent depuis des décennies les mesures assimilatrices sur leurs langues ancestrales et leurs cultures respectives. À l'image de ce que le Premier Ministre Legault nous a dit le 19 mars dernier lors du lancement officiel de la table politique Québec-APNQL, la Nation québécoise est vulnérable dans un Canada anglais. J'ajoute à cela que les Premières Nations sont tout autant vulnérables au Québec. Dans son plan d'action sur le racisme et la discrimination¹, l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador a d'ailleurs proposé l'«intervention 58» visant à « éliminer les obstacles systémiques à la réussite éducative dont l'épreuve unique en français qui émane de la Charte de langue française », et ce, dans le but de réduire les écarts entre les Autochtones et les Allochtones en matière de réussite scolaire.

La communauté d'Odanak est une communauté w8banaki située sur le Ndakina (son territoire ancestral), dans la région du Centre-du-Québec. Notre histoire fait en sorte que nous parlons le français comme langue première et que l'utilisation de langue abénakise a drastiquement baissé au courant des dernières décennies au sein de notre Nation. Toutefois, l'ensemble de notre communauté s'affaire à revitaliser notre langue ancestrale dans le but de se réapproprier cette partie de notre culture. En effet, les membres de notre communauté peuvent apprendre cette langue riche grâce à des cours du soir et même, lors de classes collégiales offertes à l'Institution Kiuna. L'une des manières utilisées pour se réapproprier notre langue est d'utiliser des mots en langue abénakise pour l'affichage, comme pour les noms de rues ou d'édifices par exemple. À noter que nous nous assurons également de ne jamais négliger la langue officielle du Québec en affichant aussi en français. Nous désirons garder et poursuivre cette manière de faire puisque ce sont grâce à des gestes comme ceux-ci que nous réussissons à nous réapproprier notre langue-maternelle.

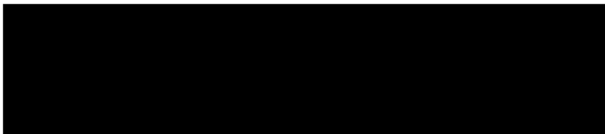
Les tribunaux canadiens² ont réitéré à maintes reprises que la langue n'est pas un simple moyen de communication, mais plutôt une partie intégrante de l'identité et de la culture. Les Premières Nations membres du CEPN représentent huit Nations qui s'expriment dans leur langue ancestrale et vivent selon une culture bien à elles. Nos langues sont notre patrimoine millénaire non cédé et constituent une richesse pour la mosaïque culturelle du Québec. Je souhaite m'entretenir avec vous des contraintes mentionnées ci-haut qui compromettent sérieusement le maintien de notre culture par l'éducation.

¹ Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, « Plan d'action de l'APNQL sur le racisme et la discrimination – S'engager avec les Premières Nations contre le racisme et la discrimination », 29 septembre 2020.

² Récemment, le juge en chef de la Cour suprême dans *Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique c. Colombie-Britannique*, 2020 CSC 13, paragr. 14.

Je vous invite à nous rencontrer afin d'échanger sur cet enjeu fondamental pour notre communauté et les Premières Nations membres du CEPN. Dans la lignée de la motion de l'Assemblée nationale datant de 1985 portant sur la reconnaissance des droits des Autochtones, soyons partenaires dans notre ambition de donner à chaque membre de nos communautés tous les outils pour atteindre son plein potentiel. Soyons ambitieux, réécrivons l'histoire, ensemble, dans le respect de nos langues, nos cultures, notre identité et notre héritage.

J'invite votre personnel à communiquer avec Daniel G. Nolett, directeur général au Conseil des Abénakis d'Odanak (dgnolett@caodanak.com) afin d'entamer ce dialogue.



Chef Rick O'Bomsawin
Chef de la communauté d'Odanak

c.c. : Ghislain Picard, Chef de l'APNQL
M. Denis Gros-Louis, directeur général, CEPN



WOLF LAKE FIRST NATION
Hunter's Point, P. O. Box 998
Temiscaming, Quebec
J0Z 3R0

Tel: 819-627-3628 Fax: 819-627-1109
E-mail: lisarobinson@wolflakefirstnation.com

July 26, 2021

Mr. Simon Jolin-Barrette
Minister of Justice
Minister Responsible for the French Language
ministre@justice.gouv.qc.ca

By email

Dear Sir:

Subject: *Charter of the French Language* reform: Working together in keeping with our respective identity, language, and culture to eliminate systemic barriers to First Nations student success

I am Chief of Wolf Lake First, which is one of the 22 member communities of the First Nations Education Council (FNEC). This organization represents eight First Nations in Quebec, and supports them in exercising their jurisdiction over education.

On November 24 of last year, you issued a public statement on behalf of the Government of Quebec announcing that a major reform of the *Charter of the French Language* would be conducted. You also promised Indigenous nations that this legislation would not in any way affect our inalienable right to ensure the revitalization and preservation of our Indigenous languages and cultures.

As part of this reform, I am asking for your cooperation and support in finding ways to break down systemic barriers to student success on behalf of children in Wolf Lake First Nation and other First Nations communities in Quebec. We hope we can work together to achieve our common goals through a respectful nation-to-nation relationship.

...2

I understand that the purpose of the *Charter of the French Language* is to assert Quebec's distinct identity and ensure French language predominance in the province. The survival of the French language, and the preservation of Quebec culture and identity is founded on this legislation. The language rights of Quebec First Nations are also acknowledged in the preamble:

The National Assembly of Québec recognizes the right of the Amerinds and the Inuit of Québec, the first inhabitants of this land, to preserve and develop their original language and culture.

Nonetheless, I cannot remain silent about the negative impact this legislation has on First Nations, who have also been fending off linguistic and cultural assimilation measures for decades. Echoing Premier Legault's comment to us on March 19th at the official launch of Quebec -AFNQL political table, about Quebec being a vulnerable nation within English-speaking Canada, I would add that Quebec First Nations are just as vulnerable when their children run into systemic linguistic barriers that hinder their academic success. One of the recommendations the Assembly of First Nations Quebec-Labrador made in its Action Plan on Racism and Discrimination to reduce the education gap between Indigenous and non-Indigenous peoples is to "eliminate systemic obstacles to academic success, including the required French test under the French Language Charter."¹

Wolf Lake is a community located in Abiti-Temiscamingue. The revitalization of our indigenous language is a priority of our community. Our community is primarily English speaking and is challenged by the limited resources provided to the Western School Board. This manifests a challenge in the success of our students in pursuit of their academic studies. Our learners struggle to obtain their high school diploma due to the French language requirements. We acknowledge the importance of the French language, however given the limited Anishinabemowin speakers, the learning of our ancestral language is of the utmost priority to protect and maintain. The French language is alive and thriving and there is no possibility of the French language to become extinct. Our students often end up leaving Quebec to pursue studies in other provinces nearby like Ontario. A lot of our human resources capacity is lost because of this language barrier. This negatively impacts the vitality of our community, and the preservation of our identity and culture.

Canadian courts have repeatedly ruled that language is more than a mere means of communication, it is part and parcel of identity and culture.² Therefore, language of instruction cannot be separated from the culture associated with the language.³ FNEC-member First Nations represent eight nations that speak their Indigenous language and live according to their own unique culture and traditions. Our languages are our age-old unyielded heritage, and are a valuable part of Quebec's cultural mosaic.

I would like to further address the above-mentioned constraints that considerably compromise our cultural preservation through education. We ask that you meet with us to discuss this fundamental issue for our community and FNEC-member First Nations. In keeping with the 1985 National Assembly resolution on Aboriginal rights, we hope you will be a contributing partner to

¹ Assembly of First Nations Quebec-Labrador, AFNQL Action Plan on Racism and Discrimination: Engaging with First Nations Against Racism and Discrimination, September 29, 2020.

² Chief Justice of the Supreme Court in *Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique v. British Columbia*, 2020 SCC 13, para 14.

³ Ibid.

our goal of giving all children the tools they need to reach their full potential. We must take advantage of this opportunity to make history for the safeguard of our languages, cultures, identity, and heritage.

Your staff can communicate with myself, by email to begin this dialogue.

Sincerely,

A solid black rectangular box used to redact the signature of the sender.

c.c.: Ghislain Picard, Chief, AFNQL
Denis Gros-Louis, Director General, FNEC



Conseil de la Première Nation Abitibiwininni

45, rue Migwan Pikogan (Québec) J9T 3A3

Par courriel

Le 10 août 2021

Monsieur Simon Jolin-Barrette
Ministre de la Justice du Québec
Ministre responsable de la Langue française
ministre@justice.gouv.qc.ca

Objet : Réforme de la *Charte de la Langue française* : Travailler ensemble dans le respect de nos langues, nos cultures et notre identité dans le but commun d'éliminer les barrières systémiques à la réussite éducative des jeunes des Premières Nations

Monsieur le Ministre,

Je suis le Vice-Chef du Conseil de la Première Nation Abitibiwininni. Notre communauté est l'une des 22 communautés membres du Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN), une organisation représentant huit Premières Nations du Québec dans l'exercice de leur compétence en éducation.

Le 24 novembre 2020, vous avez annoncé lors d'une conférence de presse, au nom du Gouvernement du Québec, « une importante réforme de la *Charte de la langue française* ». En vous adressant aux membres des Nations autochtones, vous avez précisé que « *cette loi ne touchera en rien votre droit inaliénable d'assurer le maintien et le développement de vos langues et de vos cultures traditionnelles* ».

Dans le cadre de cette réforme de la *Charte de la langue française*, je sollicite votre collaboration et votre appui afin de trouver des solutions aux barrières systémiques à la réussite éducative des jeunes des Premières Nations et ceux de ma communauté de Pikogan. Nous souhaitons saisir cette occasion qui s'offre devant nous afin de travailler ensemble à réaliser nos objectifs communs dans le respect d'une relation de Nation à Nation.

Je comprends que la *Charte de la langue française* a été adoptée et mise en place afin d'affirmer le caractère distinct du Québec et la primauté du français. La survie de la langue française, de la culture et de l'identité québécoise repose sur cette loi. Le Préambule de la *Charte de la langue française* reconnaît également des droits linguistiques aux Premières Nations du Québec :

L'Assemblée nationale reconnaît aux Amérindiens et aux Inuits du Québec, descendants des premiers habitants du pays, le droit qu'ils ont de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine.

Toutefois, je ne peux passer sous silence certains impacts négatifs de cette loi auprès des Premières Nations qui, elles-aussi, repoussent depuis des décennies les mesures assimilatrices sur leurs langues ancestrales et leurs cultures respectives. À l'image de ce que le Premier Ministre Legault nous a dit le 19 mars dernier lors du lancement officiel de la table politique Québec-APNQL, la Nation québécoise est vulnérable dans un Canada anglais. J'ajoute à cela que les Premières Nations sont tout autant vulnérables au Québec quand nos jeunes se butent à des barrières systémiques linguistiques qui briment leur réussite scolaire. Dans son plan d'action sur le racisme et la discrimination¹, l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador a d'ailleurs proposé l'« intervention 58 » visant à « *éliminer les obstacles systémiques à la réussite éducative dont l'épreuve unique en français qui émane de la Charte de langue française* », et ce, dans le but de réduire les écarts entre les Autochtones et les Allochtones en matière de réussite scolaire.

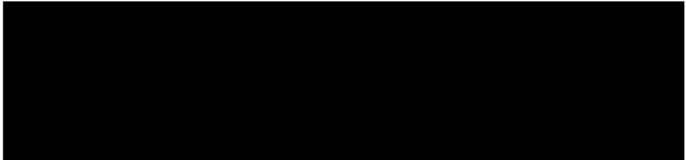
La communauté de Pikogan est une communauté algonquine située en Abitibi-Témiscamingue. L'algonquin est la langue ancestrale qui est bien vivante dans notre communauté. En effet, les jeunes apprennent cette langue riche, à l'école. Notre histoire fait en sorte que nous parlons le français comme langue seconde. Dans certaines familles, l'anglais et la langue Crie sont davantage utilisées que le français. Pour poursuivre leurs études, les jeunes de la communauté de Pikogan doivent faire l'école secondaire à la Ville d'Amos qui offre un enseignement en français. Tous les jours, nos jeunes déploient les efforts nécessaires pour apprendre dans une langue seconde, et même dans une langue tierce mais enseignée comme langue primaire. Les élèves doivent obtenir leurs crédits de langue primaire en français, en plus de réussir les examens d'épreuve unique du MEES pour l'obtention du diplôme d'études secondaires. Malheureusement, l'apprentissage de l'enseignement du français cause beaucoup d'abandon et encourage les jeunes à étudier dans d'autres provinces, telle que l'Ontario. Cette barrière sacrifie plusieurs de nos jeunes talents et, par conséquent, nuit à la vitalité de notre communauté et au maintien de son identité et de sa culture.

¹ Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, « Plan d'action de l'APNQL sur le racisme et la discrimination – S'engager avec les Premières Nations contre le racisme et la discrimination », 29 septembre 2020.

Les tribunaux canadiens² ont réitéré à maintes reprises que la langue n'est pas un simple moyen de communication, mais plutôt une partie intégrante de l'identité et de la culture. Ainsi, la langue d'enseignement est indissociable et intrinsèquement liée à la culture qu'elle véhicule³. Les Premières Nations membres du CEPN représentent huit Nations qui s'expriment dans leur langue ancestrale et vivent selon une culture bien à elles. Nos langues sont notre patrimoine millénaire non cédé et constituent une richesse pour la mosaïque culturelle du Québec. Je souhaite m'entretenir avec vous des contraintes mentionnées ci-haut qui compromettent sérieusement le maintien de notre culture par l'éducation.

Je vous invite à nous rencontrer afin d'échanger sur cet enjeu fondamental pour notre communauté et les Premières Nations membres du CEPN. Dans la lignée de la motion de l'Assemblée nationale datant de 1985 portant sur la reconnaissance des droits des Autochtones, soyons partenaires dans notre ambition de donner à chaque enfant tous les outils pour atteindre son plein potentiel. Soyons ambitieux, réécrivons l'histoire, ensemble, dans le respect de nos langues, nos cultures, notre identité et notre héritage.

J'invite votre personnel à communiquer avec Amy Kistabish-Jerome, attachée politique à l'adresse courriel suivante amy.kistabish-jerome@pikogan.com, afin d'entamer ce dialogue.



James Cananasso
Vice-Chef de la communauté de Pikogan

c.c. : Ghislain Picard, Chef de l'APNQL
Denis Gros-Louis, directeur général, CEPN
Jovette Kistabish, directrice de l'éducation, CPNA
Manon Tremblay, conseillère, CPNA

² Récemment, le juge en chef de la Cour suprême dans *Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique c. Colombie-Britannique*, 2020 CSC 13, paragr. 14.

³ Idem.



December 17, 2021

The Honourable François Legault,
Premier of Québec
Édifice Honoré-Mercier
3rd Floor, 835 René-Lévesque Boul Est
Québec, QC G1A 1B4
Sent via email: premierministre@quebec.ca

The Honourable Simon Jolin-Barrette,
Minister Responsible for the French Language
Minister of Justice
Louis-Philippe-Pigeon Building
9th Floor, 1200 de l'Église Street
Québec, QC G1V 4M1
Sent via email: ministre@justice.gouv.qc.ca

RE: Bill 96 and its impact on the Constitutional Rights of First Nations in Quebec

Dear Premier Legault and Minister Jolin-Barrette,

I am writing to share my concerns with respect to Bill 96, *An Act respecting French, the official and common language of Québec*. This legislative process negatively affects the languages, cultures, and lives of First Nations in Quebec.

First Nations in Quebec have repeatedly expressed their outright rejection to the provisions presented in the *Charter of the French Language*, as well as those proposed in Bill 96. Both the Charter and Bill 96 infringe on First Nations' inherent, Treaty and constitutional rights as it relates to First Nations' languages and First Nations' control of First Nations education.

Two recent First Nations-in-Assembly Resolutions of the Assembly of First Nations Quebec-Labrador (AFNQL) have called for:

- The non-application of Bill 96 to First Nations; and
- The creation of a special commission of Quebec's National Assembly.

The above requests made by the AFNQL are both reasonable and fair and I wholeheartedly support them.

.../2



ASSEMBLY OF FIRST NATIONS / ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS
OFFICE OF THE NATIONAL CHIEF / BUREAU DE LA CHEFFE NATIONALE

Both the *Act respecting the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples* in 2021, and the *Act respecting Indigenous Languages* in 2019, provides that federal and provincial legislation must respect First Nations' sovereignty and jurisdiction over First Nations languages.

I support the AFNQL Chiefs' Assembly in their requests for:

- The establishment of a special joint commission of the National Assembly of Quebec, which would allow for dialogue between First Nations and the Government of Quebec on decisions affecting First Nations;
- The Minister Responsible for the French Language to include provisions in Bill 96 that would promote Indigenous languages through the integration of proposed amendments into Bill 96; and,
- First Nations exemption from the second language credit requirements and the language and literature standardized exam, allowing First Nations students to continue to study in their maternal and second language and protecting the language rights of any First Nations student living on and off-reserve.

Ninanaskamon!

Wishing you Peace beyond all understanding,

National Chief RoseAnne Archibald

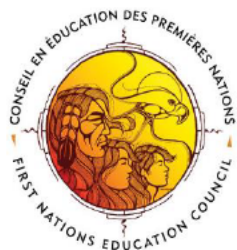
Copy: Chief Ghislain Picard, Assembly of First Nations Quebec-Labrador
Chiefs-in-Assembly, Assembly of First Nations Quebec-Labrador
Ian Lafrenière, Minister Responsible for Indigenous Affairs
Denis Gros-Louis, General Director, First Nations Education Council

Attachment (1)

21.09.27 - Document Concerning Bill 96- AFNQL and RCOs

DOCUMENT REGARDING BILL 96

ASSEMBLY OF FIRST NATIONS
QUEBEC-LABRADOR



FIRST NATIONS
EDUCATION COUNCIL

FIRST NATIONS OF QUEBEC
AND LABRADOR ECONOMIC
DEVELOPMENT COMMISSION

FIRST NATIONS HUMAN
RESOURCES DEVELOPMENT
COMMISSION OF QUEBEC

FIRST NATIONS OF
QUEBEC AND LABRADOR
SUSTAINABLE DEVELOPMENT
INSTITUTE

FIRST NATIONS OF QUEBEC
AND LABRADOR HEALTH
AND SOCIAL SERVICES
COMMISSION

TABLE OF CONTENTS

Table of contents	ii
SUMMARY	5
Proposed amendments	7
Recommendations	9
1 Introduction of the Organizations	11
1.1 The AFNQL and its Regional Commissions and Organizations (RCOs)	11
2 Linguistic And Educational Context of Québec First Nations	11
2.1 First Nations of Québec	11
2.1.1 Indigenous Languages	12
2.1.2 Self-Determination and Language Rights	12
2.1.3 Approved Studies and Language Credits	12
2.2 Demographic and Socioeconomic Profile	13
2.2.1 Population According to Place of Residence (on or off reserve)	14
2.2.2 Median Age According to Geographic Zone	14
2.2.3 Income and Low Household Income	14
2.2.4 Employment	15
2.3 The Importance of Indigenous Languages in Ensuring the Continuity, Revitalization, Maintenance, and Thriving of First Nations Languages and Culture in Québec	15
2.3.1 Indigenous Languages and First Nations Cultures in Québec	16
2.4 Literature Review: First Nations Student Success, Cultural Pride and First Nations Control of First Nation Education	16
2.4.1 Factors Inhibiting First Nations Student Success	17
2.4.2 Key Enablers of First Nations Student Success	19
3 Recognition of First Nations Constitutional Language Rights	21
3.1 Existing Legislation	21
3.2 Constitutional Language Rights and First Nations Student Success	21
3.3 Off-Reserve	23
4 Proposed Amendments to Bill 96 Concerning Constitutional Language Rights And First Nations School Success	24
4.1 Proposed Amendment # 1: Modernization of the preamble to the Charter of the French Language and descriptive terminology applicable to First Nations and Inuit of Québec	25
4.1.1 Proposed Amendment # 1	25

4.2	Proposed Amendment # 2: Exemption of First Nations members from the application of Chapter VIII and Chapter VIII.1 of the Charter of the French Language	25
4.2.1	Exemption from the Application of Chapter VIII for Members of First Nations	25
4.2.2	Exemption from the Application of Chapter VIII.1 to Members of First Nations	26
4.3	Proposed Amendment # 3: Allow Indigenous students to receive instruction in their mother tongue or second language	27
4.4	Proposed Amendment # 4: Allow Indigenous students to study in their maternal language to promote their academic success at the secondary level	27
4.4.1	Proposed Amendment # 4	27
4.4.2	Additional Corresponding Changes	28
4.4.3	Explanatory Notes to Proposed Amendment # 4	29
5	Adaptation of the Standards Applicable to Professional Orders to the Linguistic Context of First Nations	31
5.1	Background	31
5.2	Proposed Amendment to Adapt the Standards Applicable to Professional Orders to the Linguistic Context of First Nations	33
5.2.1	Proposed Amendment # 5	33
5.3	Recommendation # 1: Exemption from the requirement for second-language units for Indigenous students at the college level	34
5.3.1	Recommendation # 1	34
5.3.2	Explanatory Notes to Proposed Amendment #5	34
5.4	Recommendation # 2: Exemption from the uniform language of instruction and literature test for Indigenous students at the college level	35
5.5	Recommendation # 3: Creating sustainable Indigenous language protection solutions in a constitutional context	35
6	Issues Related to Continuing Education and Equivalency Recognition	35
6.1	Context	35
6.2	Recommendations	37
6.2.1	Recommendation # 4	37
6.2.2	Recommendation # 5	37
6.2.3	Recommendation # 6	37
6.2.4	Recommendation # 7	37
7	Issues Regarding Governmental Communications and Access to Information in English and French	37
7.1	Recommendations	38
7.1.1	Recommendation # 8	38
7.1.2	Recommendation # 9	38

7.1.3 Recommendation # 10	38
Conclusion	39
Annex 1	40
A-1.1 Assembly of First Nations Québec-Labrador Secretariat	40
A-1.2 First Nations Education Council	40
A-1.3 First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission	40
A-1.4 First Nations of Québec and Labrador Economic Development Commission (FNQLEDC)	41
A-1.5 First Nations Human Resources Development Commission of Québec (FNHRDCQ)	41
A-1.6 First Nations of Québec and Labrador Sustainable Development Institute (FNQLSDI)	42
Annex 2	43
Bibliography	49

SUMMARY

The *Canadian Constitution Act, 1982*, recognizes and affirms the right of First Nations to self-determination and the right to sustain their ways of life, cultures, and languages. Appropriately so, First Nations aspire to protect, promote, and uphold their heritage in high esteem, including their rich Indigenous languages.

After decades of advocacy on behalf of First Nations, the federal government at last enacted legislation that commits to respecting Indigenous languages by adopting the *Indigenous Languages Act* on June 21, 2019. This federal law establishes appropriate, coherent, sustainable, and long-term approaches to support First Nations in their efforts to reclaim, revitalize, maintain, and normalize their languages.

Through our languages, we communicate and pass on our culture, worldviews, knowledge systems, values, traditions, customs, history, spirituality, and social and political identities to future generations. Our languages are living; they come from the land, are integral to our identity, and are a key aspect of our self-determination.

Furthermore, First Nations have, time and time again, expressed their visions and concerns at the provincial level. By virtue of the right to self-government, First Nations have also emphasized their willingness to be an integral part of everyday decision-making processes that directly affect our rights to freely exercise the right to education.

The Government of Québec therefore has the responsibility to recognize the particular and specific character of First Nations, because First Nations are interlocutors unlike any other. In accordance with their status, First Nations have the right to participate directly in any decision-making process that may affect them or their rights.

The Assembly of First Nations Québec-Labrador (“**AFNQL**”) and the regional commissions and organizations (“**RCOs**”) cannot dismiss the repercussions that persist in the new draft of the *Charter of the French Language* (“**Charter**”) proposed by the government of Québec with Bill no. 96: *An Act respecting French, the official and common language of Québec* (“**Bill 96**”), on First Nations, who have been fending off assimilative measures concerning their Indigenous languages and cultures for decades.

The Government of Québec cannot claim ignorance of our ancestral and constitutional rights and the devastating effects that the policy of linguistic assimilation contained in the Charter has on our children, our languages, our culture, and our communities. The exemptions that are currently provided for in sections 95 to 97 are not broad enough to ensure the full exercise of constitutional language rights for First Nations or the educational success of their students.

To ensure that Québec takes account of the constitutional rights of First Nations, the AFNQL Chiefs’ Assembly recently adopted Resolution No. 08/2021 demanding the establishment of a special joint commission of the National Assembly. This special commission would allow

for a true government-to-government dialogue between First Nations elected officials and Québec's elected officials on decisions affecting the First Peoples.

In its current version and despite the proposals contained in Bill 96, the Charter creates systemic language barriers that hinder the academic success of First Nations students. There are multiple socioeconomic determinants that are detrimental to the educational success of First Nations students in Québec, both in the short and long-term. Québec's legislation must not in any way hinder their academic success or Indigenous language learning.

Today, more than half of First Nations students are sent to school off reserve (or "**outside of their community**"). For example, many students are forced to go to schools where they are taught in French, whereas their maternal language may be an Indigenous language or English. Many are unable to obtain secondary and college degrees because of second-language credits in French.

Currently, the Government of Québec is in violation of First Nations constitutional rights and obligations: Bill 96 must clearly provide that the provisions requiring students to be taught in French or to take French as a second language in high school and college do not apply to First Nations students. Without the addition of a clear exemption, this bill will violate First Nations constitutional rights and continue to hinder First Nations students' academic success.

Additionally, we find it difficult to explain why Bill 96 neglects to consider the different reports from the different commissions and committees recommending that section 97 of the Charter be amended to expand the concept of residency to include professional residency. Once again, we seem to be disregarding the realities of these communities. As these communities are faced with a housing crisis, it is difficult to apply section 97 in practice.

In addition, for English-speaking professionals, continuing education poses a problem since the majority of trainings are only offered in French. English-speaking communities who wish to develop their own trainings in English must shoulder the cost for those trainings to be recognized by the appropriate professional order. In fact, some professionals who have completed their studies outside of Québec have experienced difficulties in having their professional diploma equivalency recognized in whole or in part in Québec. However, these professionals provide culturally appropriate services and are aware of the communities' specific issues and needs.

Bill 96 must also exempt professionals working within First Nations communities from section 32 of the Charter. The amendments to this section as set forth in Bill 96 could potentially impact the quality of care that these professionals provide.

PROPOSED AMENDMENTS

The AFNQL and RCOs invite the Minister Responsible for the French Language to take bold action in consideration of the reality of First Nations by including provisions in Bill 96 that would promote their Indigenous languages through the integration of the following proposed amendments into Bill 96. These provisions would not diminish the French language in Québec.

First, the AFNQL and RCOs request that the Legislator modernize the preamble of the Charter by updating the legislative vocabulary used to refer to First Nations and Inuit in Québec. **(Proposed amendment #1)**

Next, the AFNQL and RCOs request that the provisions on the language of instruction (Chapter VIII) and the policies of college or university-level institutions regarding the use and quality of the French language (Chapter VIII.1) not apply to the First Nations, regardless of their place of living. **(Proposed amendment #2)**

Next, the AFNQL and RCOs request that students possessing a Certificate of Indian Status issued to individuals registered on the Indian Register in accordance with the *Indian Act* (R.S.C. 1985, c. 1-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code be granted the right to receive instruction in English when it is their maternal language or second language. In effect, all provisions of the Charter requiring students to pursue kindergarten, elementary, and secondary instruction in French should not apply to First Nations students because these provisions cause unjustifiable harm to the First Nations' right to self-determination and self-government, in addition to putting the First Nations students at a disadvantage with regard to school success. **(Proposed amendment #3)**

Furthermore, the AFNQL and RCOs request that Indigenous students be allowed to study in their maternal language and be supported in their school success at the secondary level by allowing students who possess a Certificate of Indian Status issued to individuals registered on the Indian Register in accordance with the *Indian Act* (R.S.C. 1985, c. 1-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code to receive instruction in their maternal language, whether it be a traditional language or English. **(Proposed amendment #4)**

Finally, in order to adapt the standards that apply to professional orders to the linguistic context of First Nations, we propose an amendment to the second paragraph of section 97 of the Charter that expands the concept of residency to include professional residency, as

the amendment proposed by Bill 96 is insufficient; it does not cover all situations, namely professionals who reside in Québec, but outside of their community. Consequently, the associated *Regulation 10*¹ should also be amended (Viens Commission, call to action no. 12). **(Proposed amendment #5)**

¹ *Regulation to authorize professional orders to make an exception to the application of section 35 of the Charter of the French Language*, CQLR, c. C-11, r.10.

RECOMMENDATIONS

The AFNQL and RCOs have also made recommendations in order to propose amendments so that First Nations students can be exempted from the second language credit requirements and from the instructional language and literature standardized exam at the college level. (**Recommendations #1 and #2**)

Considering the Quebec government's intent to modify certain constitutional provisions, the AFNQL and RCOs are asking the government to join them in a governments-to-government dialogue, and to use this new forum as an opportunity to seek out sustainable solutions for Indigenous language protection. (**Recommendation #3**)

Furthermore, the AFNQL and RCOs have formed four recommendations concerning issues related to continuing education and equivalency recognition:

Implement the recommendations of the Committee regarding the application of the *Act to amend the Professional Code and other legislative provisions in the field of mental health and human relations* within First Nations and Inuit communities immediately (Viens Commission, call to action no. 106), and more specifically, create, recognize, and translate continuing education materials. (**Recommendation #4**)

Offer cultural competency training to health professionals, students, Québec's public service providers, and any other individual providing health-related services to First Nations (National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls (MMIWG), call for justice no. 7.4; MMIWG Supplementary report: Québec, call for justice no. 8; Truth and Reconciliation Commission (TRC), call to action no. 23). (**Recommendation #5**)

Increase the number of Indigenous professionals working in the healthcare field (Truth and Reconciliation Commission, call to action no. 23 directed at all levels of government). (**Recommendation #6**)

Create effective and well-funded opportunities to encourage Indigenous individuals to work in the health and wellness fields within their communities and provide socioeconomic incentives for this purpose. (MMIWG, call for justice no. 7.8 directed at all governments and health service providers) (**Recommendation #7**)

Finally, the AFNQL and RCOs put forth the following recommendations regarding access to information and governmental communications with the First Nations:

Require that any government correspondence to First Nations that is written in French be automatically accompanied by a translation in their Indigenous language and/or in English (Viens Commission, call to action nos. 16 and 17). Documents must be translated into English regardless of whether or not one of the parties requests it. (**Recommendation #8**)

Require governmental officials to automatically hold briefings in English when a briefing is planned for the First Nations in French. (**Recommendation #9**)

Provide First Nations organizations with the necessary funding to cover translation costs when First Nations professionals work outside of communities. (**Recommendation #10**)



1 Introduction of the Organizations

1.1 The AFNQL and its Regional Commissions and Organizations (RCOs)

Created in May 1985, the Assembly of First Nations Québec-Labrador (AFNQL) is the occasional meeting point for the Chiefs of the communities of the First Nations of Québec and Labrador.

The Assembly is made up of 43 First Nations communities of Québec and Labrador and represents ten nations: the Abenaki, Algonquin, Atikamekw, Cree, Huron-Wendat, Innu, Maliseet, Mi'gmaq, Mohawk, and Naskapi.

It regularly holds Chiefs' Assemblies in order to receive political mandates, arrive at common positions, and make decisions.

The AFNQL Secretariat supports the AFNQL on a political level on issues that require governmental intervention.

Over the years, the AFNQL has created RCOs: the First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission (FNQLHSSC) (1994), the First Nations Human Resources Development Commission of Québec (FNHRDCQ) (1996), the First Nations of Québec and Labrador Economic Development Commission (FNQLEDC) (1999), the First Nations of Québec and Labrador Sustainable Development Institute (FNQLSDI) (2000), and the First Nations of Québec and Labrador Youth Network (FNQLYIN) (2006).

The First Nations Education Council (FNEC) (1985), which existed before the creation of the AFNQL, is also one of the RCOs.

[See Appendix 1 for a detailed description of each RCO.]

2 Linguistic And Educational Context of Québec First Nations

2.1 First Nations of Québec

Eleven Nations occupy land in Québec: the Abenaki, Algonquin, Atikamekw, Cree, Innu, Maliseet, Mi'gmaq, Mohawk, Naskapi, Huron-Wendat, and Inuit Nations. They make up **42 First Nations communities** and **15 Inuit villages**.

2.1.1 Indigenous Languages

Promoting, preserving, and teaching Indigenous languages are vital to our Nations. Our Indigenous languages are intrinsic to our identity and culture. These cultural treasures date back millennia and must be both preserved and brought to light.

Each Nation has its own language that may be made up of several dialects. The **Indigenous languages** are Aln8ba8dwaw8gan (Abenaki), Anishnabemowin (Algonquin), iiyiyuu ayimuun (Cree), Innu Aimun (Innu), iyuw iyimuun (Naskapi), Kanien'kéhà (Mohawk), Mi'kmawisimk (Mi'gmaq), Nehirowimowin (Atikamekw), Wendat, Wolastoquey latuwewakon (Maliseet), and Inuktitut (the "**Indigenous languages**").

2.1.2 Self-Determination and Language Rights

First Nations have a right to self-determination and self-government, which includes among other things language proficiency, both in educational and cultural contexts.

Language rights include the right to use, promote, preserve, revitalize, and teach their languages in order to pass them on to the current and future generations and preserve their cultures.

These rights are Indigenous rights protected by paragraph 35(1) of the *Constitution Act, 1982*, and must be interpreted in a broad and liberal manner in the light of international law.

2.1.3 Approved Studies and Language Credits

In order to receive a Secondary School Diploma approved by the Minister of Education or a Diploma of College Studies approved by the Minister of Higher Education, students must complete second language requirements without which they are unable to receive their diplomas.²

For non-Indigenous students who attend an English-language secondary school or college, the second language is French on account of the following articles from the *Charter of the French Language*:

84. No secondary school leaving certificate may be issued to a student who does not have the speaking and writing knowledge of French required by the curricula of the Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

88.2 [...] [The language policy] of an institution that provides college or university instruction in English to the majority of its students must pertain to the teaching of French as a second language [...].

Furthermore, section 62 of Bill 96 proposes the following replacement in Section 88:

*88.3 [...] the language policy of an English-language college or university-level educational institution must pertain to:
[...] (3) the teaching of French as a second language.*

² Section 32(2) of the *Basic school regulation for preschool, elementary and secondary Education Act*, CQLR c. I-13.3, r. 8; Sections 7 and 8 of the *College Education Regulations*, CQLR c. C-29, r. 4.

Regardless of where they live, Bill 96 must, in our view, grant First Nations students the right to choose, if possible, an Indigenous language as their second language as the sections of the Charter and Bill 96 mentioned above do not apply to them.

Moreover, in order to support their school success, First Nations students whose second language is English should be exempt from having to earn second language credits because in reality that second language would be their third language.

2.2 Demographic and Socioeconomic Profile

The data used in this section come primarily from the *Québec First Nations Regional Health Survey - RHS 2015* conducted by the First Nations of Quebec and Labrador Health and Social Services Commission (FNQLHSSC).³

According to many authors, it has become apparent that factors such as access to employment, low household income, and food insecurity are impacting access to education, the number of school dropouts, and school success.⁴

It is clear from the demographic and socioeconomic profiles of the Québec First Nations that their population continues to grow and that it is also younger compared to the median age of the rest of Québec's population. According to the 2015 RHS statistics, 57.7% of members live within their community and that number is trending downward.

Two socioeconomic factors in particular, household income and employment, have a significant and systemic impact on access to education and school success.

Regarding household incomes for Québec First Nations, the results of the 2015 RHS show that the majority of Indigenous adults with children are living under the low-income cut-off. Finally, with regard to the employment rate among First Nations adults in Québec, the 2015 RHS results show that this rate stayed at the same level when compared to the 2002 RHS. The data also show a higher employment rate among adult women and that the majority of adults work within their community.

Thus, within the framework of the Charter reform, Québec lawmakers must consider these socioeconomic determinants, detrimental both in the short and long-term to the school success of Indigenous students in Québec, rather than applying provisions regarding the language of instruction and policies at college or university-level educational institutions relating to the use and quality of the French language to First Nations students with a broad stroke.

In addition to respecting the constitutional language rights of the First Nations, this would support their academic success.

³ The RHS is a unique example of demographic research designed by and for Québec First Nations that offers scientifically valid information that is both culturally and linguistically adapted to the First Nations. First Nations of Quebec and Labrador Health and Social Services Commission (FNQLHSSC), 2018.

⁴ Kirkpatrick and Tarasuk, 2009; Tyler and Lofstrom, 2009; and Duncan, Ziolo-Guest, and Kalil, 2010; OECD, 2012.

2.2.1 Population According to Place of Residence (on or off reserve)

The results of the 2015 RHS showed that the First Nations populations in Québec continue to grow and that First Nations members are residing more and more frequently outside of their community.

According to the data used by the 2015 RHS, almost 70,000 First Nations members in Québec were counted in 2016 (FIGURE 1 – See the Figures in Appendix 2), 57.7% (39,586) of whom lived on reserve while 42.2% lived off reserve.

That said, the community members living off reserve saw a higher increase (4.3% per year) compared to an increase of only 1.4% per year for community members living on reserve between 1996 and 2016.

2.2.2 Median Age⁵ According to Geographic Zone

Even though the data used in the RHS show that the Québec First Nations population was becoming older between 1996 and 2016 (FIGURES 2 and 3), the Québec First Nations remain younger when compared to the non-native population of Québec.⁶

The 2015 RHS data paint an economic portrait that illustrates a clear link with the educational success Québec First Nations youth. As we will see below, two factors in particular, household income and employment, have a significant and systemic impact on access to education and school success.⁷

2.2.3 Income and Low Household Income

The results of the 2015 RHS show that the majority of Indigenous adults with children were living below the low-income cut-off.

Although the percentage of First Nations adults (25 and older) living in households with a household income of less than \$40,000 has decreased since 2008, more than half of adults (56.3%) reported living in a household with a total income of less than \$40,000 for the previous year (FIGURE 5).

While 58.7% of women reported a household income of less than \$40,000, 54% of men reported living in a household with a total income below \$40,000 (FIGURE 6).

⁵ The median age presents a more accurate picture than the average age because it is not affected by outlying populations that are either far younger or far older.

⁶ Statistics Canada, 2016; For information purposes only: according to the data in the 2016 Census, Québec First Nations individuals were considerably younger. While the median age of non-native individuals in Québec was 41.7 years, the median age of Québec First Nations individuals was 33.1 years. Statistics Canada, 2018. In addition, the age of First Nations individuals in Quebec varies according to the place of residence (FIGURE 4).

⁷ Ferguson et al. 2007; Sisco et al. 2012. According to Statistics Canada, "The low-income measure, after tax, refers to a fixed percentage (50%) of median adjusted after-tax income of private households. The household after-tax income is adjusted by an equivalence scale to take economies of scale into account." The low-income cut-off in 2015 was \$22,133 for a one-person household and \$44,266 for a four-person household. Statistics Canada. Statistics Canada, 2016a and 2016b.

2.2.4 Employment

In terms of the employment rate among Québec First Nations adults, the 2015 RHS results show that the rate has stayed the same compared to the first RHS study in 2002. The data also show a higher employment rate among adult women (FIGURE 7) and that the majority of adults are working within their own community (FIGURE 8).⁸

2.3 THE IMPORTANCE OF INDIGENOUS LANGUAGES IN ENSURING THE CONTINUITY, REVITALIZATION, MAINTENANCE, AND THRIVING OF FIRST NATIONS LANGUAGES AND CULTURE IN QUÉBEC

As the creative vehicle for a society's collective imagination and an indispensable element in the development of principles, worldviews, and knowledge in all cultures, language is a primary criterion for educational success.⁹ As a symbol of pride and a channel for intergenerational communication in any community, maternal language attrition can be detrimental to the well-being of the members of a community that speaks it.¹⁰

According to the *UNESCO Atlas of the World's Languages in Danger*, numerous Indigenous languages in Canada are at risk of disappearing.¹¹ The UNESCO Atlas reports that three quarters of the Indigenous languages spoken in Canada are "definitely endangered," "severely endangered," or "critically endangered."¹² According to the 2015 RHS, only a minority of respondents living on reserve continue to use a First Nations language for everyday communication. These figures are particularly low among residents of urban communities.

Despite the inherent, constitutional, international, and treaty rights and despite the existence of rights in provincial and federal laws that guarantee the use and maintenance of Indigenous languages, First Nations languages and cultures in Québec and Canada have been constantly disrupted, ignored, disparaged, and silenced by policies and structures that ultimately result in the elimination and assimilation of their speakers.¹³

The continuity, revitalization, support, and development of First Nations languages and cultures in Québec is the cornerstone of educational success and community development.¹⁴

⁸For information purposes only: According to the data put out by Statistics Canada, the employment rate (for ages 15 and over) for Québec First Nations individuals was 49.4% compared to 59.5% for the non-native population. We see a similar pattern at the 25 to 64 years age range with an employment rate of 61.9% in Québec First Nations communities compared to 75.5% for non-natives. Statistics Canada, 2018.

⁹ United Nations, 2018.

¹⁰ Patrick, 2007; Skutnabb-Kangas, Nicholas and Reyhner 2016.

¹¹ UNESCO, 2010; Gabriel, 2019.

¹² UNESCO, 2010; Assembly of First Nations, 2020.

¹³ Royal Commission of Aboriginal Peoples, 1996; TRC, 2015; Public Inquiry Commission on relations between Indigenous Peoples and certain public services in Québec, 2019; UNESCO, 2020.

¹⁴ See, among others, Maurais, 1992; and Drapeau, 2011.

2.3.1 Indigenous Languages and First Nations Cultures in Québec

First Nations traditional languages are the vehicle for the expression of a unique vision of the world and an indispensable communication link between the past and the future. Through the use of traditional languages, First Nations transmit their cultures, their own theories of knowledge, their knowledge, their traditions, and their values that date back thousands of years,¹⁵

According to 2015 RHS data, a large proportion of community residents reported having knowledge of a First Nations language. Approximately 50% of respondents living in their community said they had either a medium or advanced ability to understand and speak a First Nations language. However, only one third of respondents said they were able to read (34%) and write a First Nations language (29%) (FIGURE 9 – See Annex 2).

With respect to the everyday use of a First Nations language, only four out of ten 2015 RHS respondents living in a community reported using their First Nations language on a regular basis (FIGURE 10). These proportions do not appear to vary depending on the respondent's gender or age.

According to data from the First Nations Labour and Employment Development (FNLED) survey, 43% of people working on reserve use a First Nations language as their main language in the workplace.¹⁶ It should be noted that 12% of the individuals who work outside of a community reported speaking mainly a First Nations language (FIGURE 11).¹⁷ In addition, three quarters (78%) of respondents believe that speaking a First Nations language is an asset when it comes to obtaining a job in their community, while 29% of respondents believe that having English or French as a second language is a barrier to obtaining a job outside of their community (FIGURE 12).¹⁸

2.4 LITERATURE REVIEW: FIRST NATIONS STUDENT SUCCESS, CULTURAL PRIDE AND FIRST NATIONS CONTROL OF FIRST NATION EDUCATION

For many decades now, a vast array of studies has looked at factors affecting – both negatively and positively – the educational success of First Nations students in Québec and Canada.¹⁹ Whether it is examined through a pedagogical,²⁰ sociodemographic,²¹ historical,²² epistemological-philosophical,²³ or legal lens,²⁴ both Indigenous and non-Indigenous scholars agree on the fact that reclamation, activation, and development of a

¹⁵ AFN, 2019.

¹⁶ 49% of workers working on reserve use primarily English or French at work. Not surprisingly, this proportion is higher among people working off reserve, at 88%. *First Nations Labour and Employment Development (FNLED) survey*. Preliminary data pending publication. Hereafter FNLEDS.

¹⁷ FNLEDS, forthcoming.

¹⁸ FNLEDS, forthcoming.

¹⁹ For instance, Battiste, 2002; CCL, 2009; Archambault, 2010; Fontaine, 2012; Richmond and Smith, 2012; Toulouse, 2013; Moon, 2014; Lévesque et al., 2015; Ratel, 2018.

²⁰ Maina, 1997; Moon, 2014.

²¹ Bougie and Sénécal, 2010; C.D. Howe, 2011; Canadian Centre for Policy Alternatives, 2013.

²² Cherubini, 2013.

²³ Battiste, 2013.

²⁴ Leicht, 2006; Fallon and Paquette, 2012.

culturally and linguistically appropriate education system is at the heart of what Marie Battiste labelled “the Renaissance” (2013) of First Nations knowledge in Québec and Canada.

In this section, we begin with a review of the past three decades of literature relative to inhibiting factors to educational success of First Nations students in the Canadian and Québec contexts. We then pursue with an appraisal of avenues for the advancement and educational success of First Nations students as presented in recent studies. Overall, the literature discussed herein brings to the fore the critical significance of First Nations’ life-long, holistic pedagogical approaches; the inclusion and recognition of First Nations’ knowledge, cultures, and languages in pedagogical strategies and curricula; and, most critically, a fully-fledged First Nations control of education for the flourishing and full educational success of First Nations students.²⁵

2.4.1 Factors Inhibiting First Nations Student Success

Scholarship has looked at a multiplicity of factors hindering the educational attainment of First Nations students. Issues inhibiting First Nations student success can be broadly conceived of as individual and structural or systemic.²⁶

In speaking of factors inhibiting success at the individual level, certain scholars have highlighted that cognitive learning models vary according to culture, and that First Nations students are faced with a binary opposition between a “linear,” Eurocentric epistemology versus “simultaneous” First Nations models of learning.²⁷ This distinction further emphasizes that mainstream models of individual student assessment focus primarily on quantitative indicators, such as provincial standardized tests or completion rates²⁸ that fail to tap on the rather social, experiential paths to Indigenous learning,²⁹ and thereby tend to categorize pedagogical differences as student learning failures.³⁰

Scholars have also stressed the extent to which official languages of instruction function as major inhibitors of educational success. Studies have showed, for instance, that despite Canada’s official bilingualism and ethos of multiculturalism,³¹ current learning models tend to demote and marginalize traditional languages spoken at home to the detriment of First Nations students’ second, official languages of instruction at school.³²

In so doing, this so-called “linguistic gap” offers little or no stimulus to First Nations students,³³ has a negative impact on their individual and collective self-esteem,³⁴ weakens their ties to their communities and cultures,³⁵ imposes a culture of “monolingualism” and

²⁵ Assembly of First Nations, 1972, 1988 and 2012.

²⁶ Royal Commission on Aboriginal Peoples, 1996; Archambault, 2010; National Collaborating Centre for Indigenous Health, 2017.

²⁷ Battiste, 2002; Hampton and Roy, 2002; Rodon, 2008.

²⁸ Moon, 2014.

²⁹ Battiste, 2013.

³⁰ CCL, 2009.

³¹ Leicht, 2006; Haque and Patrick, 2015.

³² Fontaine, 2012; Lévesque et al., 2015.

³³ McIvor, 2005.

³⁴ Morcom, 2013, 2014 and 2017.

³⁵ Hornberg, 1991.

assimilationism, and subsequently reinforces the decline of already endangered traditional languages.³⁶

When it comes to rather systemic factors, recent literature has ranged from meso and meta-level factors that thwart First Nations student success. Archambault³⁷ and Lévesque et al.,³⁸ for instance, pinpointed the impact of teacher and education staff turnover in Québec's First Nations educational institutions, which, coupled with chronic teacher shortages, adds up to First Nations students' endemic educational disadvantages.

By the same token, studies have also underscored the difficulties faced by First Nations' education authorities to recruit qualified teachers and education workers,³⁹ most particularly educators with training on, and awareness of, First Nations' cultures, languages, and realities.⁴⁰

Other researchers have centred on the socio-economic inequities that trample First Nations students' learning success. Poverty has been particularly showed to be a determinant of students' overall well-being and ability to learn,⁴¹ as it is linked to long-term factors of student success, such as family employment, housing, physical and mental health, isolation, food insecurity, parental support or modelling,⁴² and by directly limiting the access to cost-related aspects, such as transportation, education materials and aids, access to information and communication, etc.⁴³

Chronic, structural inequities in educational funding for First Nations education, especially in rural and isolated regions, have also been discussed as chronically affecting student success. Issues considered include the long-standing underfunding of First Nations' education infrastructure,⁴⁴ capped funding for special education and educational services,⁴⁵ the meagre financing for language, adult education, culture programming, and early learning and childcare,⁴⁶ and the outdated and archaic education funding formulas overall.⁴⁷

Lastly, but arguably most critically, a wide range of studies and reports have spotlighted the pervasive effects of colonialism as well as the intergenerational trauma engendered by Canada's Residential School System on student success.⁴⁸ The distress associated with the "total institution"⁴⁹ of the Residential School System and its ethos of colonialism, assimilationism, abuse, and racism continue to reverberate and effect the transmission of knowledge onto successive generations.⁵⁰

³⁶ Bougie, Wright and Taylor, 2003.

³⁷ 2010.

³⁸ 2015.

³⁹ Presseau et al., 2006; Cherubini et al., 2010.

⁴⁰ Taylor et al., 1993; Lévesque et al., 2015; Ratel, 2018.

⁴¹ Sisco et al., 2012.

⁴² Hankivsky, 2008; CCL, 2009; C.D. Howe, 2011; Lacour and Tissington, 2011; Treanor, 2012; NCCAH, 2017; Commission on relations between Indigenous peoples and certain public services in Québec, 2019.

⁴³ Van den Berg, 2008; Canadian Centre for Policy Alternatives, 2013.

⁴⁴ SSCAP, 2011; Parliamentary Budget Officer, 2018.

⁴⁵ Sisco et al., 2012.

⁴⁶ Goulet et al., 2001; Nguyen, 2011.

⁴⁷ Bastien, 2008; First Nations Education Council, 2009 and 2010.

⁴⁸ Among others, RCAP, 1996; Haig-Brown, 1998; Battiste, 1998, 2002 and 2013; Fallon and Paquette, 2011; Toulouse, 2013; TRC, 2015.

⁴⁹ Barman et al., 1986.

⁵⁰ Battiste, 2013; TRC, 2015.

Studies have noted the pervasive effects of forceful assimilation on parental attitudes toward education,⁵¹ on graduation rates of second and third-generation survivors,⁵² on psychosocial and collective well-being,⁵³ on the status of values, language and knowledge,⁵⁴ on household characteristics and socio-economic status,⁵⁵ on parental involvement in children's education,⁵⁶ and on the individual and collective sense of belonging,⁵⁷ among other inhibitors of First Nations student success.

2.4.2 Key Enablers of First Nations Student Success

In spite of the manifold individual and systemic obstacles affecting First Nations students throughout their school experience, scholarship has nonetheless identified and advanced a variety of avenues that have enabled, or can potentially enhance, First Nations student success and cultural pride.⁵⁸

Scholars have stressed the import of reassessing governmental priorities at both federal and provincial levels (Archambault, 2010) as a means to carve out room for what Battiste labelled "Indigenous Knowledge" at all levels of education governance.⁵⁹ Literature further conveys that albeit the attempts to advance education policies during the past decades, Indigenous Knowledge in general, and First Nations knowledge in particular, must come to be considered and embraced as part of mainstream education policies and not as a siloed or "ad hoc" agenda.⁶⁰

Scholarship has also reflected on the importance of instilling traditional language and land-based learning at early ages. Early intervention affects cultural and language revitalization⁶¹ and encourages positive self-worth, development,⁶² and school readiness.⁶³ Similarly, studies have noted how traditional languages and an education environment based on principles of experiential learning have a positive impact on students' self-esteem, cultural pride, future educational and linguistic outcomes, and graduation rates.⁶⁴

Literature in the field has further added that while bilingualism and immersion do have an impact on outcomes, First Nations learners taught in Indigenous mother tongues show lower drop-out rates, perform better overall, receive more family support, and are more likely to engage in community and cultural activities.⁶⁵ Be that as it may, studies have cautiously denoted that immersive language programs remain scattered and largely underfunded,⁶⁶ and that a distinction needs to be made between "strong" and "weak" immersive or bilingual

⁵¹ Feir, 2016.

⁵² O'Gorman and Pandey, 2015.

⁵³ Bombay et al., 2013.

⁵⁴ Blacksmith, 2011.

⁵⁵ Bougie and Sénécal, 2010.

⁵⁶ Barnes et al., 2006.

⁵⁷ Richmond and Smith, 2012; Whitley, 2014.

⁵⁸ AFN, 1988; RCAP, 1996; CCL, 2009; Toulouse, 2013; TRC, 2015.

⁵⁹ Battiste, 2008; Nguyen, 2011.

⁶⁰ Battiste, 1998; Toulouse, 2013.

⁶¹ Ball, 2007.

⁶² Nguyen, 2011.

⁶³ CCNSA, 2017.

⁶⁴ Ball, 2007; Guèvremont and Kohen, 2012; Battiste, 2013; Morcom, 2017.

⁶⁵ Freeden, 1988; Fontaine, 2012.

⁶⁶ SSCA, 2011; AFN, 2012

education, whereby the former entails the acquisition of and focus on a traditional language in a holistic environment of learning.⁶⁷

In the same vein, the creation of an environment of learning attuned with a rather holistic model of learning has been showed to be conducive to the academic success of First Nations youth.⁶⁸ Studies have showed the extent to which a strong parent-school connection,⁶⁹ cultural securitization,⁷⁰ and elder involvement⁷¹ have a positive impact on student perceptions of academic attainment and success.

Fostering student-teacher trust has been showed to have a positive effect on First Nations learners, as well. An approach based on care, empathy and cultural recognition helps to fulfil oftentimes missing affective roles.⁷² The presence of Indigenous educators has also been showed to influence academic attainment.⁷³

The integration of Indigenous Knowledge⁷⁴ into pedagogical strategies in non-Indigenous contexts has been underscored as essential for First Nations student success, teacher capacity-building, and educational systemic-level changes.⁷⁵

In addition, while calling mainstream educational strategies and measures of student success “a conceptual disconnect,” researchers have concluded that current educational attainment frameworks simply do not paint a full picture of First Nations student learning and rather reproduce an unfair and biased imagery of failure.⁷⁶ Assessment frameworks attuned to lifelong and holistic pedagogical approaches, on the opposite end, provide a more nuanced assessment and further appropriately inform policy and program change.⁷⁷

Finally, organizations and scholars alike have called for First Nations control of First Nations education as well as for a conscious shift in the collective perception of First Nations student success.⁷⁸ Critically, Fallon and Paquette⁷⁹ asserted that the emergence of a discourse on the rights of First Nations to control First Nations education still needs to move from its current abstract, management-oriented language to a self-conscious narrative of control and development of First Nations educational curricula.

⁶⁷ Morcom, 2014.

⁶⁸ Moon, 2014; Querengesser, 2014; Girard and Vallet, 2015.

⁶⁹ CCL, 2009.

⁷⁰ Richmond and Smith, 2012.

⁷¹ Toulouse, 2013.

⁷² Hampton and Roy, 2002; Peron and Côté, 2015; Moon and Berger, 2016.

⁷³ Berger, 2002.

⁷⁴ Battiste, 2002.

⁷⁵ Hampton, 1995; RCAP, 1996; Wotherspoon and Schissel, 1998; Archambault, 2010; Lévesque et al., 2015; Kim, 2016; Arousseau et al., 2021.

⁷⁶ Moon, 2014.

⁷⁷ CCL, 2019.

⁷⁸ AFN, 1972, 1988 and 2012; Battiste, 2002 and 2013; Bastien, 2008; Toulouse, 2013.

⁷⁹ 2012.

3 Recognition of First Nations Constitutional Language Rights

3.1 Existing Legislation

The *Charter of the French Language*⁸⁰ stipulates in section 97(1) that “The Indian reserves are not subject to this Act.”

In addition, section 95 provides exceptions with respect to the Agreement concerning James Bay and Northern Québec:

95. The following persons and bodies have the right to use Cree and Inuktitut and are exempt from the application of this Act, except sections 87, 88 and 96:

(a) persons qualified for benefit under the Agreement indicated in section 1 of the Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (chapter C-67), in the territories envisaged by the said Agreement;

(b) bodies to be created under the said Agreement, within the territories envisaged by the Agreement;

(c) bodies of which the members are in the majority persons referred to in subparagraph a, within the territories envisaged by the Agreement.

This section, with the necessary modifications, applies to the Naskapi of Schefferville.

The National Assembly of Québec recognizes the right of the “Amerinds and the Inuit of Québec, the first inhabitants of this land, to preserve and develop their original language and culture” in the preamble to the Charter.

3.2 Constitutional Language Rights and First Nations Student Success

The constitutional rights of First Nations must be reflected in the new wording of the *Charter of the French Language*. The exemptions provided for in sections 95 and 97 are not broad enough to ensure the full expression of constitutional language rights and to promote the educational success of First Nations in Québec.

In 1977, The National Assembly of Québec recognized the right of “the Amerinds and the Inuit of Québec, the first inhabitants of this land, to preserve and develop their original language and culture” in the preamble to the Charter, and specifically exempted reserves from its application.

However, today, more than half of First Nations students attend schools off reserve. In addition to violating their most fundamental rights, the *Charter of the French Language* is a barrier to First Nations educational success. Many students are forced to attend school in French, whereas their mother tongue is an Indigenous language or English. Many are

⁸⁰ This remains unchanged in Bill 96.

unable to obtain secondary and college degrees because of second-language credits in French.

Bill 96 should clearly provide those provisions requiring students to be educated in French or to take second-language courses in French at the secondary and college levels are not applicable to First Nations students. Without the inclusion of a clear exemption, First Nations constitutional rights and their academic success will continue to be constrained.

Protection by paragraph 35(1) of the Indigenous right to self-government was upheld by Canadian courts, specifically the *Campbell*⁸¹ and *Coon Come* decisions where the Court of Appeal of Québec ruled that section 35 introduces a “third component” to the functioning of Canadian federalism which should be considered in the division of powers, between provincial legislatures and the Canadian Parliament.⁸² The federal government also acknowledged “the inherent right of self-government as an existing Indigenous right under section 35 of *The Constitution Act, 1982*.”⁸³ The right to self-determination and self-government must be interpreted in the light of the *United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*,⁸⁴ which provides in section 14 that:

Indigenous peoples have the right to establish and control their educational systems and institutions providing education in their own languages, in a manner appropriate to their cultural methods of teaching and learning.

States shall, in conjunction with Indigenous peoples, take effective measures, in order for Indigenous individuals, particularly children, including those living outside their communities, to have access, when possible, to an education in their own culture and provided in their own language.

Education is a key element of self-government and the right to self-determination. Competence in education stems in part from the right to education, which includes the right to make decisions about education such as the control of traditional knowledge and pedagogical development. First Nations education, language, and culture competencies must offer a choice in the language of instruction. Because of its constitutional nature, this inherent right cannot be modified or reduced through provincial legislation, cannot be limited to reservations, and must apply to education received off reserve to the extent possible. This means that First Nations have the right to choose the language of instruction, either English or French.

In addition, First Nations have the right to choose an Indigenous language as a second language, whether on or off reserve. As recognized by the Government of Canada in the *Indigenous Languages Act*,⁸⁵ Indigenous rights protected by subsection 35(1) of *The Constitution Act, 1982* include language rights, which include the right of First Nations to “to

⁸¹ *Campbell v. British Columbia*, [2000] 4 CNRL 1 (BC SC), 189 DLR (4e) 333.

⁸² *Canada (Attorney General) v. Coon Come*, [1991] CNLR 922 (QC CQ), p. 23.

⁸³ Indigenous and Northern Affairs Canada, *The Government of Canada's Approach to Implementation of the Inherent Right and the Negotiation of Aboriginal Self-Government*, Hull, online: <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/eng/1100100031843/1539869205136>

⁸⁴ In *114957 Canada Ltd. (Spraytech, Sparge Corporation) v. Hudson (Town)*, [2001] 2 S.C.R. 241, the Supreme Court of Canada made it clear that principles established in international law, even those that are not binding on Canada, can be legitimately considered in interpreting domestic law.

⁸⁵ *Indigenous Languages Act*, L.C. 2019, c. 23, s. 6.

revitalize, use, develop and transmit to future generations their [...] languages[...].”⁸⁶ In the Côté decision, the Supreme Court of Canada confirmed that “to ensure the continuity of aboriginal practices, customs and traditions, a substantive aboriginal right will normally include the incidental right to teach such a practice, custom and tradition to a younger generation.”⁸⁷

As Gabriel Poliquin argues, the Crown, federal as well as provincial, has a positive obligation to promote the survival of Indigenous languages by providing First Nations with the means to revitalize their languages to the extent possible,⁸⁸ including through the revision of their laws and policies so as not to interfere with the revitalization of Indigenous languages. If this is not the case for all fundamental rights, official languages jurisprudence confirms that language rights protected by the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* create a positive obligation on the Crown’s part. In *R. v. Beaulac*, Judge Bastarache stated that, by their very nature, language rights are not negative or passive rights; they can only be exercised if the means are provided. This is consistent with the notion favoured in the area of international law that the freedom to choose is meaningless in the absence of the duty of the State to take positive steps to implement language guarantees.⁸⁹

In the context of official languages, the state must put in place remedial measures to address the inequality between English and French. In the context of Indigenous languages, the objective is rather to ensure the survival of Indigenous languages in order to repair the wrongs that have been caused by the assimilationist policies of Canada and the provinces. At the very least, the federal and provincial governments must not set up barriers to the survival and preservation of Indigenous languages.

3.3 Off-Reserve

Following the principle of constitutionalism and the rule of law, the current wording of the Charter is an infringement of the Indigenous rights of First Nations and hinders their educational success. The provisions on the language of instruction (Chapter VIII) and on the policies of college and university institutions with respect to the employment and quality of the French language (Chapter VIII.1) should not be applicable to First Nations, whether on or off reserve.

No provisions of the Charter that require students to continue their preschool, primary, and secondary education in French should be applicable to First Nations students. These provisions are an infringement on the right of First Nations to self-determination and self-government and undermine their educational success.

Moreover, the provisions of the Charter that force students attending an English-speaking college to take French as a second language should not be applicable to First Nations students to the extent that these provisions prevent them from choosing a traditional language as a second language and, therefore, unjustly violates their language rights protected by subsection 35(1) of *The Constitution Act, 1982*, in addition to hindering their educational success.

⁸⁶ *United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*, Section 13.

⁸⁷ *R. v. Côté*, [1996] 3 S.C.C. 139, p.176. See also *R. v. Sioui* [1987] S.C.R. 1722 (CA) and *R. v. Sioui* [1985] S.C.R. 83-722 (C.S.).

⁸⁸ Poliquin, 2013, p. 585.

⁸⁹ *R. v. Beaulac* (1999) 1 S.C.R. para. 20.

4 Proposed Amendments to Bill 96 Concerning Constitutional Language Rights And First Nations School Success

This section contains proposed amendments to Bill 96 that would protect the constitutional language rights and the educational success of First Nations.

First, the AFNQL and RCOs recommend that the Legislator modernize the preamble to the Charter by updating the legislative vocabulary used to designate First Nations and Inuit in Québec. **(Proposed amendment # 1)**

The AFNQL and RCOs recommend that the provisions on the language of instruction (Chapter VIII) and on the policies of college and university institutions with respect to employment and quality of the French language (Chapter VIII.1) should not be applicable to First Nations, regardless of where they live. **(Proposed amendment # 2)**

The AFNQL and RCOs recommend that students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the *Indian Act* (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code be granted the right to receive instruction in English when it is their maternal language or second language. All provisions of the Charter that require students to continue their preschool, primary, and secondary education in French must not be applicable to First Nations students. These provisions are an infringement on the right of First Nations to self-determination and self-government and undermine their educational success. **(Proposed amendment # 3)**

In addition, the AFNQL and RCOs are calling for Indigenous students to be allowed to study in their maternal language and to promote their academic achievement at the secondary level, specifically, students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the *Indian Act* (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code to study in their maternal language, be it their traditional language or English. **(Proposed amendment # 4)**

Finally, in order to adapt the standards applicable to professional orders to the linguistic context of First Nations, it is proposed that the second paragraph of section 97 of the Charter be amended to extend the concept of residence to that of professional residence, since the amendment as suggested by Bill 96 is not sufficient; it does not cover all situations, namely professionals who reside in Québec but off reserve. The Regulations⁹⁰ should also be amended accordingly. **(Proposed amendment # 5)**

The AFNQL and RCOs also recommend amendments so that Indigenous students benefit from an exemption from the second language unit requirement for Indigenous students at the college level and an exemption from the uniform language of instruction and literature test for Indigenous students at the college level. **(Recommendations # 1 and # 2)**

⁹⁰ Regulation to authorize professional orders to make an exception to the application of section 35 of the Charter of the French language, R.S.Q., c. C-11, r.10.

4.1 **Proposed Amendment # 1: Modernization of the preamble to the Charter of the French Language and descriptive terminology applicable to First Nations and Inuit of Québec**

4.1.1 Proposed Amendment # 1

To modernize the terms used to describe First Nations, it is proposed to amend the preamble of the Charter by replacing the fourth paragraph with the following:

*In a nation-to-nation relationship, the National Assembly recognizes the right of **First Nations and Inuit in Québec** to teach, value, and defend their language and culture of origin.*

4.2 **Proposed Amendment # 2: Exemption of First Nations members from the application of Chapter VIII and Chapter VIII.1 of the Charter of the French Language**

4.2.1 Exemption from the Application of Chapter VIII for Members of First Nations

Currently, the non-application of the *Charter of the French Language* is restricted to a physical place, the Indian reserve, and not to individuals that are members of First Nations (with the exception of section 88).

The objective of the proposal is to extend, in the *Charter of the French Language*, the exception to individuals, where they benefit from education off reserve (“*required to exempt from the application of the provisions of this chapter in respect of,*” Chapter VIII of the *Charter of the French Language*).

It is proposed to replace section 87 with the following text:

Except as provided in section 88, a school body is required to exempt students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation’s local government membership code from the application of the provisions of this chapter.

In like manner, it is proposed to repeal the second paragraph of section 97 of the Charter.

In view of the amendment to section 87, it is no longer necessary, in our view, for the government to regulate the power of exception provided for in the Regulation adopted under the second paragraph of section 97 and, therefore, calls for the repeal of the *Regulation respecting the language of instruction of children residing on Indian reserves*.

Under this proposed amendment, a secondary student would no longer be required to have to a minimum knowledge of spoken and written French as stipulated in the curricula of the Minister of Education and Higher Education:

84. No secondary school leaving certificate may be issued to a student who does not have oral and written knowledge of French required by the curricula of the Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

It should be noted, however, that the following proposed amendments concerning Indigenous secondary students would remain necessary in order to remove the language of instruction and second language unit requirements for obtaining a secondary school diploma by a student or adult.

4.2.2 Exemption from the Application of Chapter VIII.1 to Members of First Nations

It is proposed to add, after section 88.3 of the Charter, section 88.4 as follows:

Chapter VIII.1 of the Charter does not apply to students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code.

The objective of the proposed amendment is for Indigenous students to be able to enjoy an exemption from the application of the general policies provided for in Chapter VIII.1 in order to guarantee their specific rights. Without such an exemption, these two obstacles to First Nations constitutional language rights would persist in this chapter:

1. In the case of an institution that provides college or university instruction in French to the majority of its students, the language policy does not allow for the language of instruction, including the language of manuals and other instructional tools, the language of learning assessment instruments, the language of communication used by the administration of the institution in its official texts and documents as well as in any other form of communication, the quality of French and the command of the French language among the students, the teaching staff, especially upon hiring, and other staff members, and the language of work, to be an Indigenous language or English; and
2. In the case of an institution that provides college or university instruction in English to the majority of its students, the language policy must pertain to the teaching of French as a second language, the language used by the administration of the institution in its written communications with the civil administration and legal persons established in Québec, and the implementation of the policy and the monitoring of its application, whereas the second language in some Indigenous communities is a traditional language or English.

4.3 **Proposed Amendment # 3: Allow Indigenous students to receive instruction in their mother tongue or second language**

In order to allow First Nations students to receive instruction in English when it is their mother tongue or second language, the AFNQL and RCOs propose amending section 73 of the Charter by adding the following paragraph:

(6); students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

In the current version, section 73 of the Charter reads as follows:

73. *May receive instruction in English, at the request of one of their parents:*
- (1) a child whose father or mother is a Canadian citizen and received elementary instruction in English in Canada, provided that that instruction constitutes the major part of the elementary instruction he or she received in Canada;*
 - (2) a child whose father or mother is a Canadian citizen and who has received or is receiving elementary or secondary instruction in English in Canada, and the brothers and sisters of that child, provided that that instruction constitutes the major part of the elementary or secondary instruction received by the child in Canada;*
 - (3) (subparagraph repealed);*
 - (4) (paragraph repealed);*
 - (5) (paragraph repealed).*

The AFNQL and RCOs suggest attributing the right to receive English education to the student's Indian status. Thus, this right would no longer be based on proof of education in English in Canada from a parent.

4.4 **Proposed Amendment # 4: Allow Indigenous students to study in their maternal language to promote their academic success at the secondary level**

4.4.1 Proposed Amendment # 4

To allow students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the *Indian Act* (R.S.C., 1985) 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code to study in their maternal language, be it their traditional language or English, it is proposed that Bill 96 amend paragraph 1 of subparagraph 1 of section 32 of the *Basic school regulation for preschool, elementary and secondary education* (Chapter I-13.3, r. 8), and thus promote their academic success by adding the following wording at the end:

, which are evaluated according to the second language requirements for a student holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

4.4.2 Additional Corresponding Changes

Other corresponding regulatory changes must be made in order to pursue this objective:

It is proposed that Bill 96 amend paragraph 2 of subparagraph 1 of section 32 of the *Basic school regulation for preschool, elementary and secondary education* (Chapter I-13.3, r. 8), by adding the following wording at the end:

, except students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

It is proposed that Bill 96 amend paragraph 1 of subparagraph 1 of section 30 of the *Basic adult general education regulation* (Chapter I-13.3, r. 9), by adding the following wording at the end:

, which are evaluated according to the second language requirements for a student holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

It is proposed that Bill 96 amend paragraph 2 of subparagraph 1 of section 30 of the *Basic adult general education regulation* (Chapter I-13.3, r. 9), by adding the following wording at the end:

except students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

It is proposed that Bill 96 amend paragraph 1 of subparagraph 1 of section 2.1 of the *College Education Regulations* (Chapter C-29, r. 4), by adding the following wording at the end:

, which are evaluated according to the second language requirements for a student holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

It is proposed that Bill 96 amend paragraph 2 of subparagraph 1 of section 2.1 of the *College Education Regulations* (Chapter C-29, r. 4), by adding the following wording at the end:

except students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

4.4.3 Explanatory Notes to Proposed Amendment # 4

These amendments would have the effect that the language of instruction would become a requirement for second language units and would create an exemption from the requirement for second language units (at the secondary level) for students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the *Indian Act* (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code.

The French language should be evaluated as a second language (if the mother tongue is a traditional language or English) and Indigenous students should be exempted from the units required for the actual second language of instruction.

In the pursuit of this objective, section 32 of *Basic school regulation for preschool, elementary and secondary education* should be amended as follows:

32. The Minister shall award a Secondary School Diploma to students who earn at least 54 credits at the Secondary IV or V level. Among those credits, there must be at least 20 credits at the Secondary V level and the following credits:

- (1) 6 credits in Secondary V language of instruction, **which are evaluated according to the second language requirements for a student holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;***
- (2) 4 credits in Secondary V second language, **unless the student holds a certificate of Indian status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;***
- (3) 4 credits in Secondary IV mathematics;*
- (4) 4 credits in Secondary IV science and technology or 6 credits in Secondary IV applied science and technology;*
- (5) 4 credits in Secondary IV history;*
- (6) 2 credits in Secondary IV arts education; and*
- (7) 2 credits in Secondary V ethics and religious culture or physical education and health.*

Credits earned in a vocational training program leading to a Diploma of Vocational Studies or to an Attestation of Vocational Specialization are taken into account when awarding the Secondary School Diploma.

Section 30 of the *Basic adult general education regulation* (Chapter I-13.3, r. 9) should also be amended:

30. The Minister shall award a Secondary School Diploma to adults who earn at least 54 credits at the Secondary IV or V level including at least 20 credits at the Secondary V level, and among those 54 credits, the following credits:

- (1) 12 credits in language of instruction, including at least 6 at the Secondary V level, **which are evaluated according to the second language requirements for a student holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5)) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;**
- (2) 8 credits in second language, including at least 4 at the Secondary V level, **unless the student holds a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5)) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;**
- (3) 4 credits in a Secondary IV or Secondary V program of studies established by the Minister in the subject area of Social Sciences;
- (4) 8 credits in a Secondary IV or Secondary V program of studies established by the Minister in the subject area of Mathematics, Science and Technology, including 4 in mathematics.

The number of credits earned in language of instruction and in second language may not exceed 36.

Credits earned at the Secondary IV and V levels are taken into account when awarding the diploma, that is, credits earned for elective subjects in general education programs or a vocational training program leading to a Diploma of Vocational Studies or in a vocational training program leading to an Attestation of Vocational Specialization, and the equivalent learning recognized in accordance with section 250 of the Education Act (chapter I-13.3).

Holders of a Diploma of Vocational Studies or an Attestation of Vocational Specialization who earned the credits in Secondary IV language of instruction, second language and mathematics are, for the purposes of this section, deemed to have obtained the credits set out in subparagraphs 3 and 4 of the first paragraph.

Adults must have earned credits for at least 1 course at the Secondary IV or V level given by an adult education centre.

A concordance is also proposed with section 2.1 of the College Education Regulations:

2.1 is eligible for a program of study leading to the college diploma, the holder of the professional diploma who meets, if any, the special conditions of admission to the program established by the Minister and who has accumulated the number of units allocated by the pre-school education system, Primary and secondary education (Chapter I-13.3, r. 8) or the adult General Education System (Chapter I-13.3, r. 9) for the learning of the following subjects:

- (1) Secondary V Language of Instruction, **which are evaluated according to the second language requirements for a student holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C.**

1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

(2) *Secondary V Second Language, unless the student holds a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;*

(3) *Secondary IV Mathematics.*

A holder of a Secondary School Vocational Diploma who satisfies the conditions of admission established by the Minister may also be admitted to a program of technical studies leading to the Diploma of College Studies. The conditions of admission are established for each program of studies to ensure continuity of training and are based on the vocational training received at the secondary level.

5 Adaptation of the Standards Applicable to Professional Orders to the Linguistic Context of First Nations

5.1 Background

The work of the *Public Inquiry Commission on relations between Indigenous Peoples and certain public services in Québec: listening, reconciliation and progress* (hereinafter the Viens Commission) has highlighted the language barriers facing communities.⁹¹ To this end, the report of the Laurent Commission presents language as an obstacle to the recruitment of professionals called upon to practise in the community.⁹²

As mentioned above, the first paragraph of section 97 of the Charter states that Indian reserves are not subject to its application. However, professional orders are subject to its application.

Nevertheless, the second paragraph of section 97 states that:

The Government, by regulation, shall determine the cases, conditions and circumstances where or whereunder an agency or body contemplated in the Schedule is authorized to make an exception to the application of one or several provisions of this Act in respect of a person who resides or has resided on a reserve, a settlement in which a native community lives or on Category I and Category I-N lands within the meaning of the Act respecting the land regime in the James Bay and New Québec territories. A list of the professional orders is provided in the Annex.

In the 1990s, the *Regulation to authorize professional orders to make an exception to the application of section 35 of the Charter of the French language*⁹³ enacted under section 97 of the Charter was adopted. This regulation creates an exception from the application of

⁹¹CERP, 2019, p.249. Hereinafter Viens Commission.

⁹²*Ibid.*, p. 253.

⁹³R.S.Q., C. C-11, r.10.

section 35 of the Charter in respect of “a person who resides or has resided on a reserve, in a settlement in which a native community lives or on Category I and Category I-N lands within the meaning of the Act respecting the land regime in the James Bay and New Québec territories,” provided that they meet two criteria:

*“(1) the person declares under oath to the Bureau of the professional order that he resides or has resided on a reserve, in a settlement in which a native community lives or on Category I and Category I-N lands; and
(2) the person, despite the fact that he does not have knowledge of the French language appropriate to the practice of his profession, fulfils all the other terms and conditions for the issue of a permit provided for in the Professional Code and, where applicable, in the Act constituting the professional order.”*

Therefore, even if professional orders are subject to the Charter, they may exempt a professional who resides or has resided on a reserve, in an establishment where a native community lives or on Category I or I-N lands for the purposes of section 35 of the Charter.⁹⁴ Furthermore, section 68 of Bill 96 amends section 97 by adding wording at the end of the second paragraph, which reads as follows:

“In addition, the Government may determine by regulation the cases, conditions and circumstances in which a professional order is authorized to depart from the first paragraph of section 35 in respect of a person who resides outside Québec and practises his profession in Québec solely on such a reserve, settlement or lands.”

In our view, this change, while significant, does not go far enough. This amendment does not take into account the various reports previously tabled with the government, which require an extension of the scope of section 97. These reports find that the requirement to reside or have resided on reserve for the application of the exemption to section 35 of the Charter is too restrictive. Moreover, in 2016, the Committee on the Application of Bill 21 in Aboriginal Communities, appointed by the then Minister of Justice and the Minister Responsible for Indigenous Affairs, addressed the issues raised by the implementation of Bill 21⁹⁵ and the underlying issue of enforcement difficulties in Indigenous communities.⁹⁶ This committee tabled their report in 2016. The report entitled “Solutions Adapted to First Nations and Inuit Communities to Support the Application of Bill 21” lists all of the issues that First Nations are experiencing with this bill and identifies avenues for solutions. Among the committee’s recommendations is a recommendation specifically addressed to Anglophone communities.

In the report, the committee recommended facilitating the practice of English-speaking professionals in Indigenous Anglophone communities (Recommendation 5). These reports

⁹⁴ Viens Commission, p.253.

⁹⁵ Bill 21 (*An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions in the field of mental health and human relations*) amended the *Professional Code* to reserve certain activities for professionals who are members of a professional order. Although the objective behind Bill 21 is laudable, the provisions of this bill raise several issues for Indigenous communities, particularly because of difficulties in recruiting and retaining staff. This Act has had the effect of reducing the pool of workers who may be qualified to exercise the responsibilities of the Director of Youth Protection. See the *Report of the Committee on the Application of Bill 21*.

⁹⁶ Report of the Committee on the Application of Bill 21, Québec Office des Professions du Québec, 2016, p. v. Hereafter *Report of the Committee on the Application of Bill 21*.

find that “the condition that one must reside or have resided in the community in order for the exception to section 35 of the *Charter of the French Language* to apply is too restrictive.” This is why it recommends:

- *Optimizing the application of the exception to section 35 of the Charter of the French Language;*
- *Broadening the concept of residency to include that of professional domicile with respect to the exception to section 35 of the Charter of the French Language.*

Similarly, the report by the Viens Commission (in call to action No. 12) recommends implementing Recommendation 5 for the implementation of Bill 21 in Indigenous communities.

First Nations are experiencing significant population growth and are thriving populations in Québec, throughout the province.⁹⁷ With a population of 65,000 in 2001, the First Nations population in Québec is expected to reach 93,000 in 2026.⁹⁸ Over the next five years, the AFNQL predicts that nearly 9,400 houses will have to be built to meet the needs of this growing demographic.⁹⁹ Communities are facing a housing crisis, and some professionals, both Indigenous and non-Indigenous, must reside off reserve (Québec or outside of Québec) while practising on reserve. On the other hand, not all professionals who wish to move to a community with their families can benefit from the exception and are only able to practise there.¹⁰⁰ This amendment suggested by Bill 96 does not consider the realities that Indigenous people are experiencing and the problems they face daily.

This is why we recommend expanding the concept of residence to include that of professional residence.

5.2 Proposed Amendment to Adapt the Standards Applicable to Professional Orders to the Linguistic Context of First Nations

5.2.1 Proposed Amendment # 5

It is proposed that the second paragraph of section 97 of the Charter be amended to extend the concept of residence to that of professional residence, since the amendment as suggested by Bill 96 is not sufficient; it does not cover all situations, namely professionals who reside in Québec but off reserve. The *Regulation*¹⁰¹ should also be amended accordingly.

⁹⁷ FNQLHSSC, 2017, p.9

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ *Report of the Committee on the Application of Bill 21*, p. 26.

¹⁰¹ *Regulation to authorize professional orders to make an exception to the application of section 35 of the Charter of the French language*, R.S.Q., c. C-11, r.10.

5.3 Recommendation # 1: Exemption from the requirement for second-language units for Indigenous students at the college level

5.3.1 Recommendation # 1

It is proposed that Bill 96 amend paragraph 2 of section 7 of the *College Education Regulations* (Chapter C-29, r. 4), by adding the following wording at the end:

except students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

It is proposed that Bill 96 amend paragraph 2 of section 8 of the *College Education Regulations* (Chapter C-29, r. 4), by adding the following wording at the end:

except students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

5.3.2 Explanatory Notes to Proposed Amendment #5

As with the requirements for a secondary diploma for a student or adult, sections 7 and 8 of the *College Education System Regulations* would be amended as follows:

7. The component of general education that is common to all programs shall comprise the following subject areas for the number of credits indicated:

- (1) *Language of Instruction and Literature, 7 1/3 credits;*
- (2) *Second Language, 2 credits, **unless the student holds a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;***
- (3) *Philosophy or Humanities, 4 1/3 credits;*
- (4) *Physical Education, 3 credits.*

The Minister shall determine the objectives and standards for each component. It may determine some or all of the learning activities aimed at achieving these objectives and standards.

8. The component of general education that is specific to each program shall comprise the following subject areas for the number of credits indicated:

- (1) *Language of Instruction and Literature, 2 credits;*
- (2) *Second Language, 2 credits, **unless the student holds a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person***

recognized by the First Nation's local government membership code;

(3) Philosophy or Humanities, 2 credits.

The Minister shall determine the objectives and standards for each subject area, and the college shall determine the learning activities.

5.4 Recommendation # 2: Exemption from the uniform language of instruction and literature test for Indigenous students at the college level

Section 26 of the *College Education System Regulations* provides for the Minister's discretion to impose examinations.

26. The Minister may, for all subject areas included in the component of general education provided for in section 7, impose a uniform examination and may require that the passing of such examination be a condition for awarding the Diploma of College Studies.

The college shall ensure the administration of any examination referred to in the first paragraph.

We recommend that the responsible Minister exercise this authority to exempt students with a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the *Indian Act* (R.S.C., 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code from uniform language of instruction examinations (English or French).

5.5 Recommendation # 3: Creating sustainable Indigenous language protection solutions in a constitutional context

Considering the Quebec government's intent to modify certain constitutional provisions, the AFNQL and RCOs are asking the government to join them in a governments-to-government dialogue, and to use this new forum as an opportunity to seek out sustainable solutions for Indigenous language protection.

6 Issues Related to Continuing Education and Equivalency Recognition

6.1 Context

In order to be allowed to continue their practice, professionals must keep up to date on required continuing education.¹⁰² However, continuing education poses a problem for English-language Indigenous communities since the majority of trainings are only available in French.¹⁰³ When English-language communities develop culturally appropriate trainings that are available in English, the communities must then shoulder the burden for the funding needed to get those programs recognized by the relevant professional order.¹⁰⁴ The report of the Committee on the Application of Bill 21 recommends creating, recognizing, and translating continuing education programs.

More importantly, training issues also appear on a more global scale with regard to recruiting English-language professionals.¹⁰⁵ Some English-language professionals who completed their studies outside of Québec are unable to have their professional diploma equivalency recognized in Québec. In order to be recognized and obtain a permit issued by a professional order in Québec, these employees must complete additional training to have their equivalent qualifications recognized; some of these trainings are only offered in French. Thus, a distinct inconsistency exists between section 97 of the Charter and the *Regulation* enacted pursuant to this section. These requirements have broad consequences for communities as, “if it is complicated or impossible for professionals to get their training recognized in Québec, that makes it all the more difficult for communities to entice those professionals to fill positions there.”¹⁰⁶ All the more so as few First Nations members hold a college diploma (12%) or a university degree (11%),^{107 108} and yet these members provide culturally competent services, and do so in a holistic manner in the Indigenous language.

In addition, professional orders are not aware of the issues and needs that communities are facing. Non-native professionals are not trained to intervene culturally with First Nations and Inuit. Professional orders must do more to promote the Indigenous knowledge of Indigenous professionals and invest in cultural safety as recommended by numerous commissions.¹⁰⁹ Cultural safety is a comprehensive and inclusive approach that recognizes and accounts for the historical, social, and cultural background of First Nations.¹¹⁰ It is a strength to be able to offer culturally appropriate services in a community’s Indigenous language as these cultural competencies ensure that users receive high-quality care.¹¹¹ These criteria must be taken into consideration when a candidate seeking admission to a profession applies for a permit to practice on reserve.

In the same vein, we question the amendments made to the wording of section 32 of the Charter. In our view, these amendments could limit the use of English when members or candidates who are seeking to practice a profession communicate with professional orders.

¹⁰² *Ibid.*, p. 19.

¹⁰³ FNQLHSSC, 2020, p.26. Hereinafter the *Regional Workforce*.

¹⁰⁴ *Report of the Committee on the Application of Bill 21*, p.19.

¹⁰⁵ *Regional Workforce*, p.26.

¹⁰⁶ *Regional Workforce*, p.26.

¹⁰⁷ About four in ten adults hold a Secondary School Diploma or higher.

¹⁰⁸ The professional structure of jobs held by First Nations and Inuit compared to that of the general population shows that there is a relatively lower concentration of First Nations and Inuit in higher skilled positions, such as managers (8.2% compared to 10.3%) and professionals (12% compared to 18.1%). First Nations and Inuit Labour Market Advisory Committee: Labour Market Conditions for First Nations and Inuit in Québec, 2016, p. 39.

¹⁰⁹ In particular, see the Viens Commission’s call to action no. 24, MMIWG calls to justice nos. 7.1 and 7.6, and no. 8 from the MMIWG Supplementary report: Québec.

¹¹⁰ FNQLHSSC, 2017, p.24. Hereinafter the FNCFS Report.

¹¹¹ FNQLHSSC, 2021, p.22.

At present, English-language candidates and professionals have difficulties obtaining information in English with regard to practising their profession in Québec and the necessary permits, documentation for professional practices such as guiding principles, and practice guidelines which are found on the professional orders' websites. However, these documents are essential to a professional practice in order for professionals to provide quality care. We find it difficult to explain this amendment; the scope of this section may have repercussions on the quality of care that professionals provide. Thus, Bill 96 must consider the specific context of First Nations and Inuit which is why we recommend adding an exemption for professionals working on reserve.

6.2 Recommendations

6.2.1 Recommendation # 4

Implement the recommendations of the Committee regarding the application of Bill 21 [*An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions in the field of mental health and human relations*, S.Q., c. 28] within First Nations and Inuit communities without delay, and more specifically, create, recognize, and translate continuing education materials (Viens Commission, call to action no. 106).

6.2.2 Recommendation # 5

Offer cultural competency training to health professionals, students, Québec's public service providers, and any other individual who contributes to providing health services to the First Nations (MMIWG, call for justice no. 7.4; MMIWG Supplementary report: Québec, call for justice no. 8; TRC, call to action no. 23).

6.2.3 Recommendation # 6

Increase the number of Indigenous professionals working in the healthcare field (TRC, call to action no. 23 directed at all levels of government).

6.2.4 Recommendation # 7

Create effective and well-funded opportunities to encourage Indigenous individuals to work in the health and wellness fields within their communities, and provide socioeconomic incentives for this purpose (MMIWG, call for justice no. 7.8 directed at all governments and health service providers).

7 Issues Regarding Governmental Communications and Access to Information in English and French

The AFNQL and RCOs have noted that provincial governmental officials do not always, or at least not automatically, provide documentation in English to First Nations in consultations. Since not all consultation processes are lengthy, English-language First Nations are deprived of crucial time to respond to the consultation in an informed manner.

If Bill 96 encourages governmental ministries to publish their documentation solely in French, or if it simply becomes more difficult to get access to documentation in English, this will impact consultation processes and thus First Nations themselves, and the government would not be fulfilling its duty to consult.

There are also occasions when funding from the provincial government would allow for First Nations professionals to be hired to work on or off reserve. Depending on client needs, the hired professional would ideally be bilingual (French/English), but they could also be bilingual without having mastered French or English.

Entrepreneurs in the communities who use primarily English as their working language should be able to advertise in the language of their choice, especially on reserve.

7.1 Recommendations

7.1.1 Recommendation # 8

Require that **any government correspondence to First Nations that is written in French be automatically accompanied by a translation in English**. Documents must be translated into Indigenous languages or English whether or not one of the parties requests it.

7.1.2 Recommendation # 9

The same applies to briefings held by provincial officials. These briefings are part of the consultation process and take place over the consultation period. They are useful to First Nations because they offer an opportunity to discuss, ask questions, and receive clarification.

At times simultaneous interpretation is provided, but documentation in English is not available.

The following is recommended so that First Nations have access to the same information at the same time:

Require governmental officials **to automatically hold briefings in English when a briefing is planned for First Nations in French**.

7.1.3 Recommendation # 10

Provide First Nations organizations with the necessary funding to cover the costs of translation when First Nations professionals work off reserve.

Conclusion

We cannot ignore the negative impacts that remain ongoing with the new draft of the Charter proposed by the government of Québec on First Nations, who have themselves also been pushing back for decades against assimilative measures on their respective Indigenous languages and cultures. Although we understand the objectives behind Bill 96, this bill does not do enough to recognize the diversity of Indigenous languages or consider First Nations realities. This recognition would not diminish the French language in Québec.



Annex 1

Description of Assembly of First Nations of Québec and Labrador Commissions and Organizations

A-1.1 Assembly of First Nations Québec-Labrador Secretariat

The Assembly of Chiefs created the AFNQL Secretariat, which is mandated to plan, hold and follow up on meetings, in addition to helping the Regional Chief carry out mandates entrusted by the Assembly. The Secretariat is also responsible for housing and infrastructure and for public safety and supports the First Nations of Québec and Labrador Youth Network.

A-1.2 First Nations Education Council

The First Nations Education Council (FNEC), created in 1985, is one of the oldest First Nations organizations in Québec founded by communities. It is an association of First Nations and communities: eight nations (Abenaki, Algonquin, Atikamekw, Innu, Maliseet, Mi'gmaq, Mohawk and Wendat) and 22 communities. FNEC represents and defends the interests of this collective strength by validating the experience of every nation and respecting its identity, culture and traditions. Excellence, school success, cultural pride and control of education by and for First Nations are at the heart of FNEC's mission. Its vision is for every one of its First Nations members to exercise their inherent right to and full jurisdiction over academic success. FNEC boasts a strong 35-year track record and is supported by a team of nearly 50 professionals who support school teams on the takeover of education by every member nation. FNEC's main partners include the Assembly of First Nations-education sector, regional commissions and organizations (RCOs) of the Assembly of First Nations Québec-Labrador (AFNQL), Indigenous Services Canada (ISC)-education branch, Canadian Heritage, and the Minister of Education and Higher Education which oversees the Table on First Nations and Inuit Student Success, Secrétariat aux affaires autochtones, and universities.

A-1.3 First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission

Founded in 1994 by the Chiefs of the Assembly of First Nations Québec--Labrador (AFNQL), the First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission¹⁸ (FNQLHSSC) is a non-profit organization with the mission of supporting First Nations in Québec in achieving their health, wellness, culture and self-determination goals. FNQLHSSC works closely with First Nations communities and organizations in Québec, as well as with AFNQL and other ANFQL regional commissions and organizations (RCOs). It builds partnerships with governments, community organizations, universities, hospitals,

associations and professional orders, as well as with other First Nations and Inuit organizations at both the regional and national level.

A-1.4 First Nations of Québec and Labrador Economic Development Commission (FNQLEDC)

The mission of the First Nations of Québec and Labrador Economic Development Commission (FNQLEDC) is to represent, promote, support and defend the interests of the First Nations of Québec and Labrador in socioeconomic development, thus contributing to their overall development, in consultation with all community stakeholders and in accordance with the cultures and local autonomy of the communities. The 10-person FNQLEDC team provides different types of training and support for community economic development officers (CEDOs) so that they can, in turn, assist entrepreneurs in their communities. A range of business services has been created to support entrepreneurs through every step of creating or expanding a business. Services specifically targeting youth, women and social economy entrepreneurs have also been put in place. FNQLEDC advocates for the interests of First Nations clients and communities within the federal and provincial governments and various organizations. Through its research and development mandate, FNQLEDC develops and carries out projects to support its clients and further its mission. The organization works primarily with Indigenous Services Canada (ISC), Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), Canada Economic Development, Women and Gender Equality Canada, Secrétariat à la condition féminine and Minister of Labour, Employment and Social Solidarity. It also works with First Nations organizations and agencies, including the AFNQL Council of Elected Women, Native Commercial Credit Corporation, and Québec Aboriginal Tourism. Non-Indigenous organizations are also involved in various projects.

A-1.5 First Nations Human Resources Development Commission of Québec (FNHRDCQ)

Founded in 1996, the First Nations Human Resources Development Commission of Québec (FNHRDCQ) is the regional commission that oversees development of the workforce and job market in member First Nations communities and urban First Nations populations on behalf of AFNQL. Its mission is to contribute to the personal and professional fulfilment of First Nations by actively supporting their path to employment. FNHRDCQ has four mandates: provide a full range of employment and training programs and services to all clients, support individuals in their professional development while taking into account their particular needs and aspirations, maintain a culture of efficiency and excellence through skills development and continuous improvement of organizational capacity and maintain constructive relationships with stakeholders in education, social development, economic development and the labour market to ensure a strengthening and harmonization of the collective actions. FNHRDCQ works with a number of departments and ministries at the federal level (Employment and Social Development Canada [ESDC], Service Canada and Indigenous Services Canada [ISC]) and at the provincial level (Minister of Labour, Employment and Social Solidarity, through Services Québec). It also partners with First Nations organizations: AFN technical working group on employment and training, First Nations and Inuit Labour Market Advisory Committee (FNILMAC), First Nations Adult Education School Council (FNAESC), AFNQL Secretariat and other regional commissions and organizations (RCOs).

A-1.6 First Nations of Québec and Labrador Sustainable Development Institute (FNQLSDI)

The First Nations of Québec and Labrador Sustainable Development Institute was founded in 2000. Its mission is to support the 43 First Nations communities in Québec and Labrador in applying the First Nations of Québec and Labrador Sustainable Development Strategy and to address economic, social and environmental issues they face. FNQLSDI offers First Nations a dynamic service hub that supports their efforts to improve the health of the land and its resources, develop sustainable communities and gain recognition of their rights. FNQLSDI respects priorities, needs and visions identified by the communities themselves. It also assists AFNQL with issues of common concern. FNQLSDI's areas of action include climate change, conservation and biodiversity, renewable energy and energy efficiency, forestry, waste management, language and culture, mining, comprehensive community planning, strategic and territorial planning and remediation of contaminated sites. FNQLSDI collaborates with many federal and provincial departments, including Environment and Climate Change Canada (ECCC), Canadian Heritage, Fisheries and Oceans Canada (DFO), Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Canada (CIRNAC), Natural Resources Canada (NRCAN), Canadian Wildlife Service (CWS) and Indigenous Services Canada (ISC). At the provincial level, FNQLSDI's main partners are the Minister of the Environment and the Fight Against Climate Change, the Minister of Forests, Wildlife and Parks, the Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) and Transition énergétique Québec.

Annex 2

Figure 1 – Distribution (n) of the First Nations population by residence – RHS 2015, with date from Indigenous Services Canada (INAC) 1996, 2001, 2006, 2011 and 2016

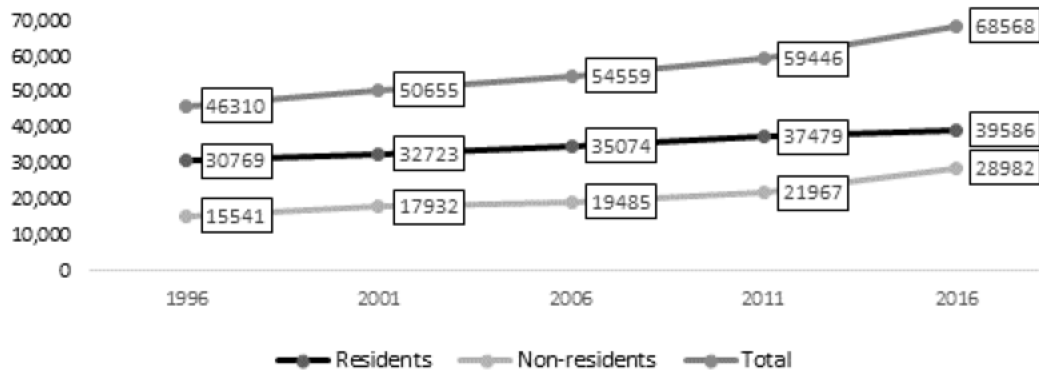


Figure 2 – Median Age According to Geographic Zone, RHS 2015

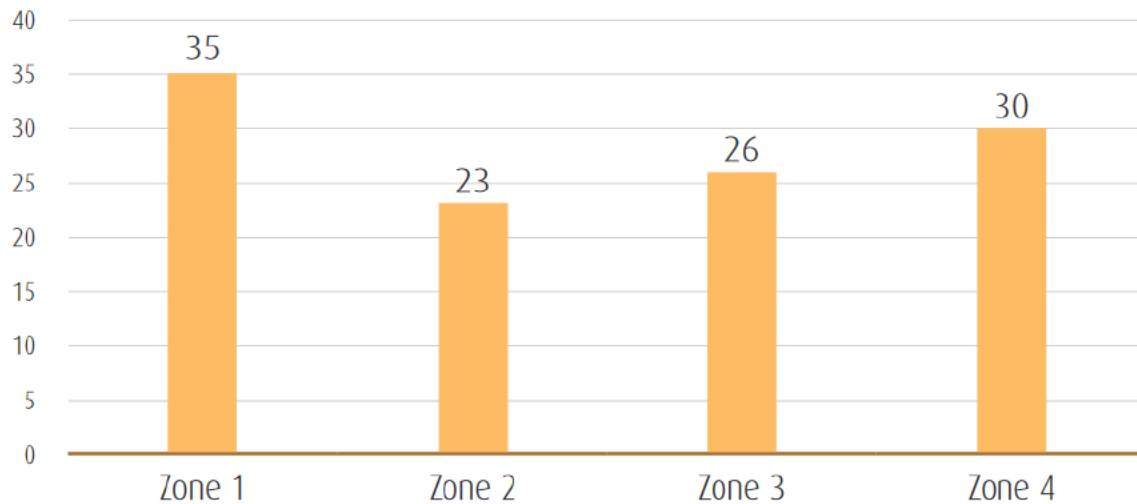


Figure 3 – Evolution of the Age Pyramid from 2002 to 2015 - RHS 2002, 2008 and 2015

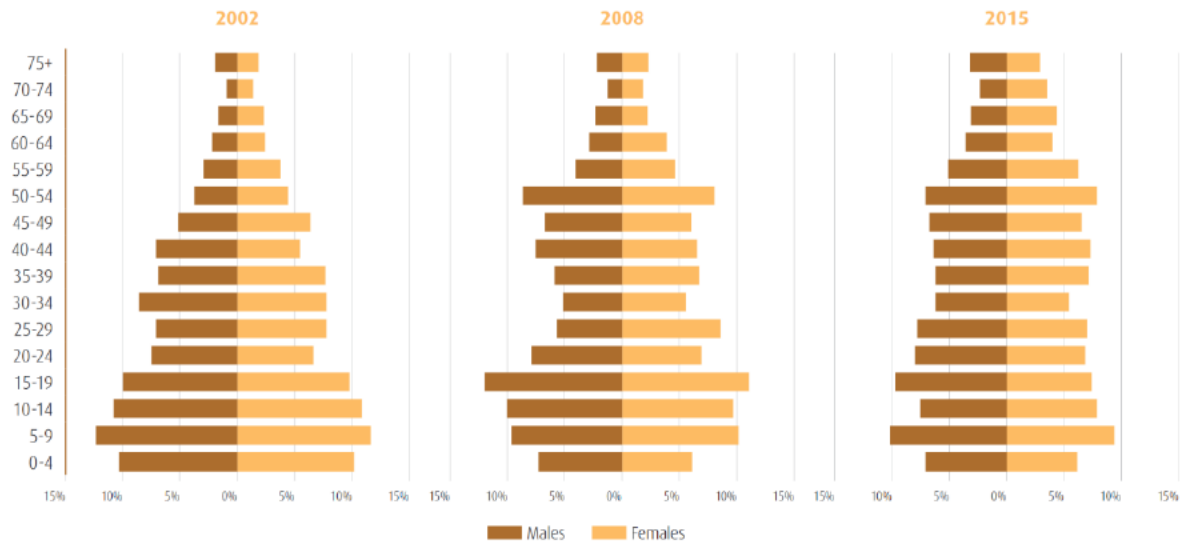
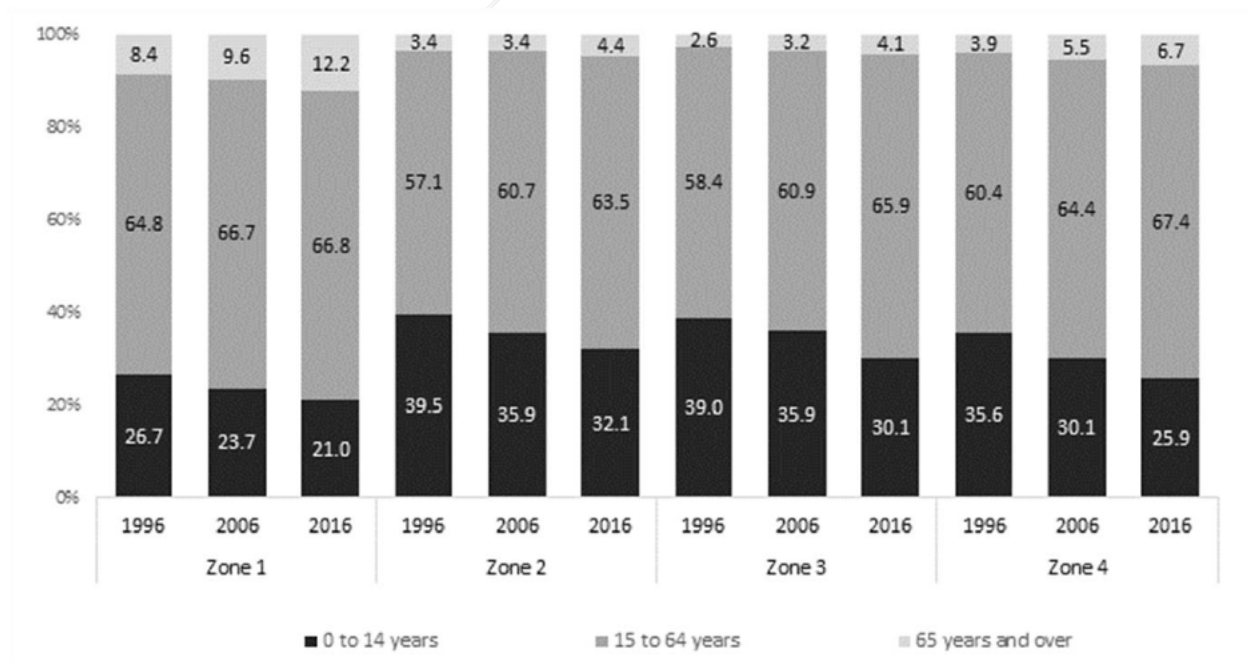


Figure 4 – Distribution (%) of population by age and geographic zone – INAC 1996, 2006 and 2016



**Figure 5 - Distribution of adults (25 years and over) by household income bracket –
RHS 2002, 2008 and 2015**

	n			%		
	2002	2008	2015	2002	2008	2015
\$0 -19,999	2,106	3,853	4,216	23.2	30.2	28.2
\$20,000 - 39,999	3,513	4,666	4,204	38.7	36.6	28.1
\$40,000 - 59,999	2,148	1,983	2,641	23.6	15.5	17.7
\$60,000 - 79,999	904	1,298	1,648	10.0	10.2	11.0
\$80,000 or more	412	966	2,250	4.5	7.6	15.0
Total	9,083	12,767	14,959	100.0	100.0	100.0

**Figure 6 – Distribution of adults (25 years and over) by household income bracket,
and by sex – RHS 2002, 2008 and 2015**

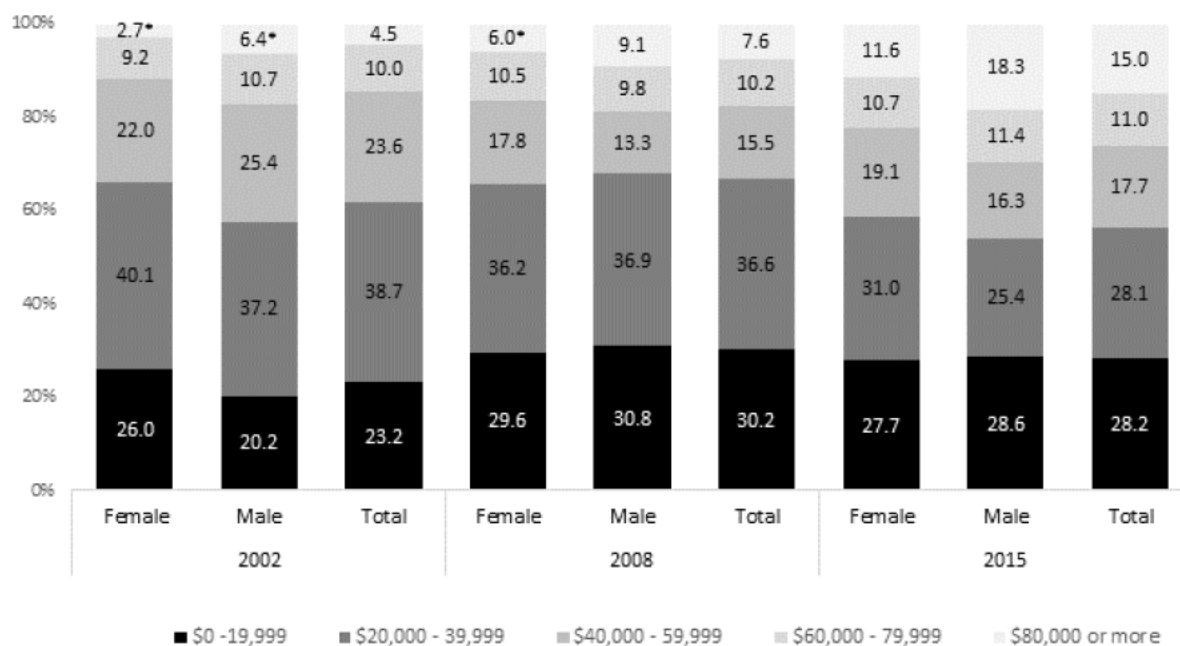


Figure 7 – Proportion of Adults Holding a Job Based on Gender – RHS 2015

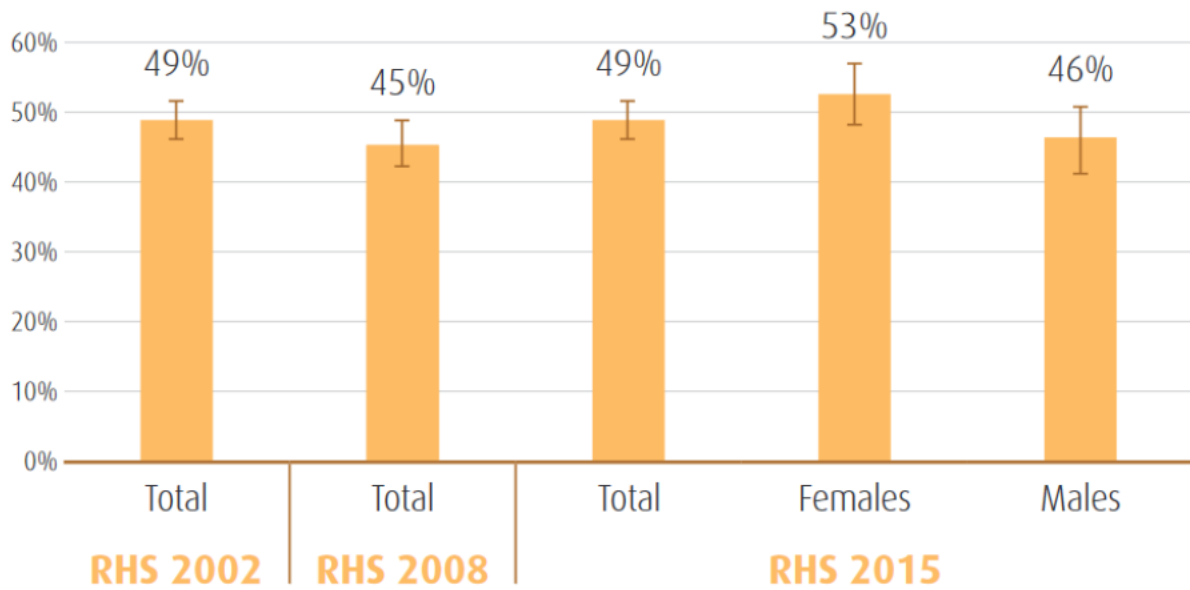


Figure 8 – Workplace Location of Adults Who are Employed – RHS 2015

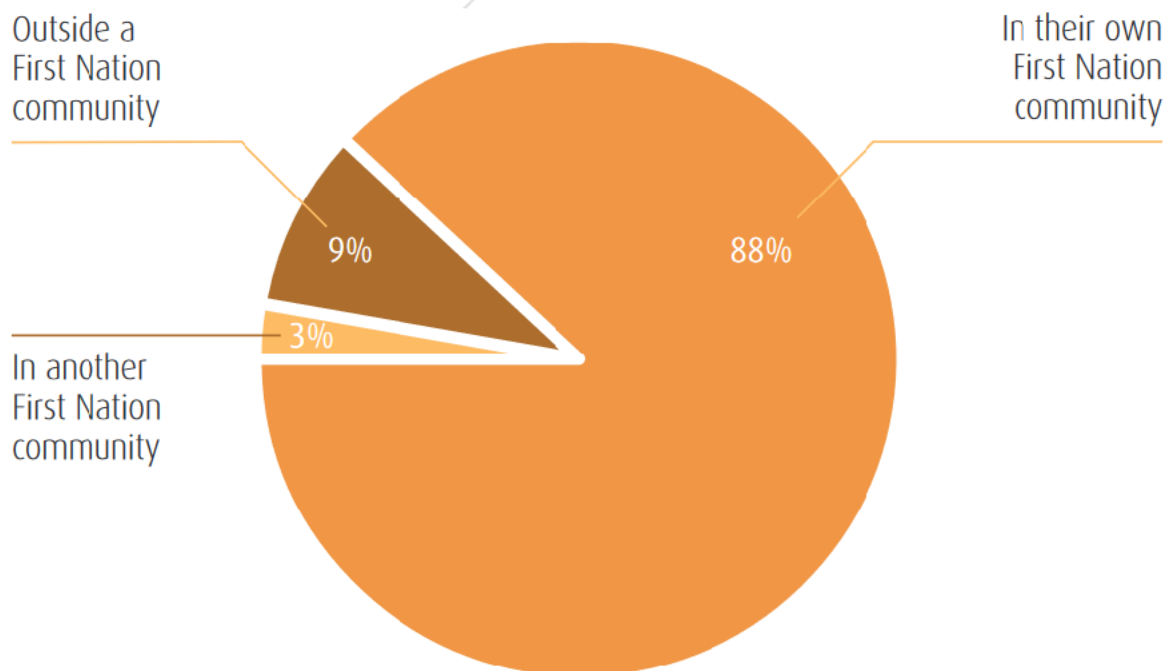


Figure 9 – Command of a First Nations Language – RHS 2015

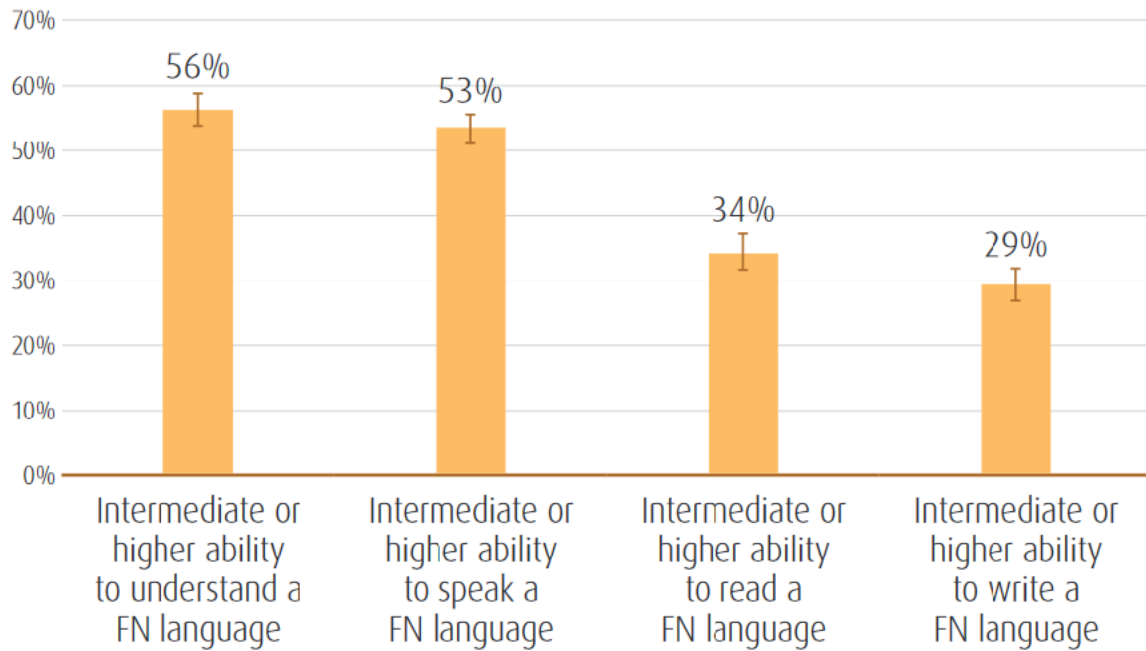
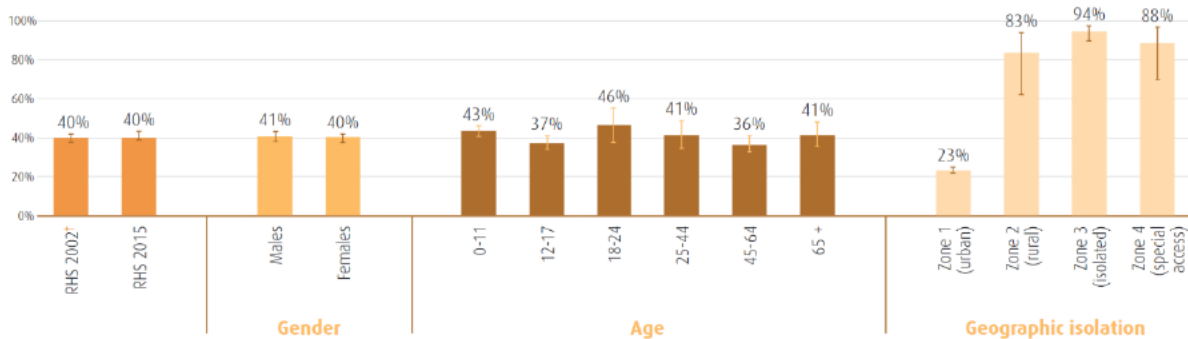
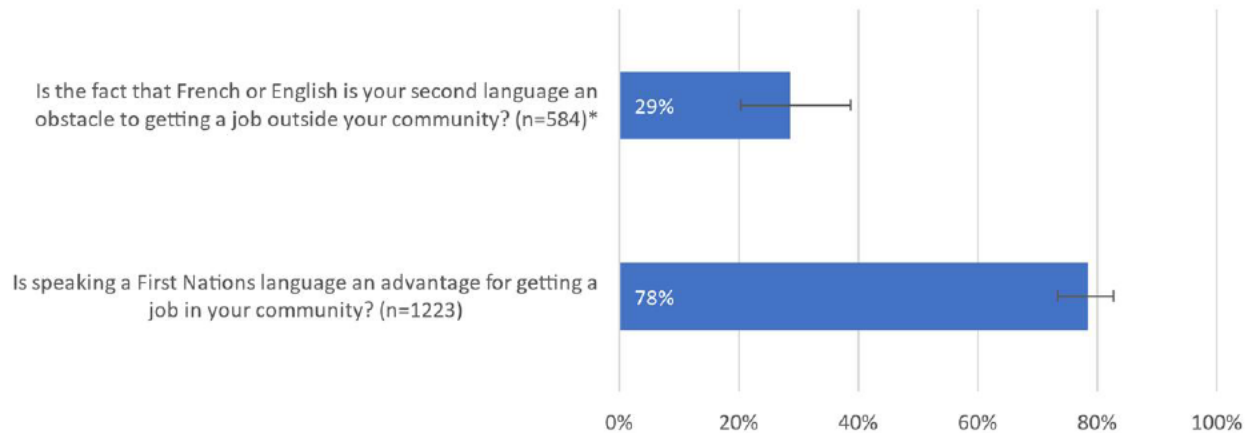


Figure 10 – First Nations Language as an Everyday Language – RHS 2015



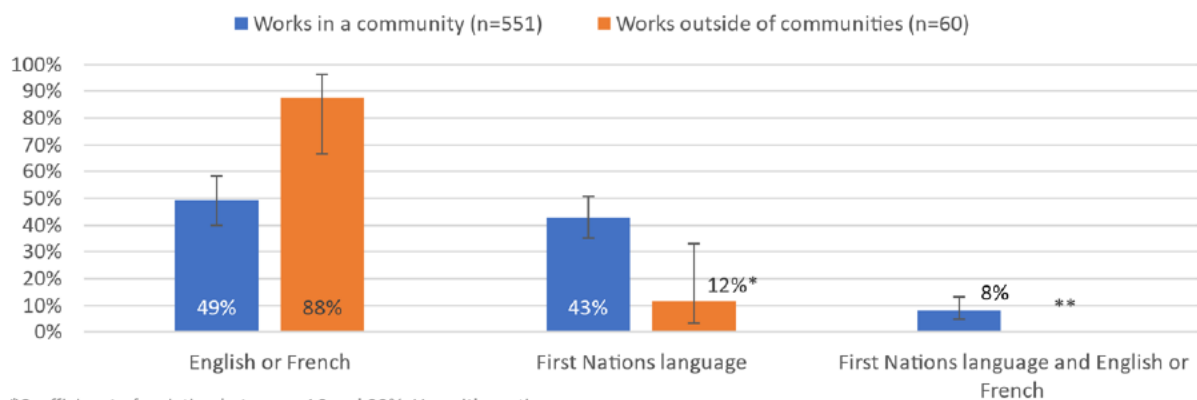
† The 2002 data only includes people ages 12 years and over.

Figure 11 – Perceived Impact of Language on Employment Prospects Inside and Outside the Community



* This question was asked exclusively of respondents for whom English or French was not their mother tongue.

Figure 12 – Distribution of Individuals According to the Language Spoken Mainly at Work



*Coefficient of variation between 16 and 33%. Use with caution.

**Unpublished data, coefficient of variation greater than 33%

BIBLIOGRAPHY

- 114957 *Canada Ltd. (Spraytech, Sparge Corporation) v. Hudson (Town)*, 2 S.C.R. 241 (CSC 2001).
- An Act respecting French, the official and common language of Québec*, Bill 96, 42nd Québec Legislature.
- Assembly of First Nations (2019). *A Guide to An Act respecting Indigenous languages: A Tool for First Nations Language Revitalization*.
- Assembly of First Nations (AFN) [formerly National Indian Brotherhood]. (1972). *Indian Control of Indian Education*.
- Assembly of First Nations. (1988). *Tradition and Education: Towards a Vision of Our Future*.
- Assembly of First Nations. (2012). *A Portrait of First Nations and Education*.
- Aurousseau, E., Couture, C., Pulido, L., Jacob, E., Lavoie, C. Duquette, C., Bizot, D., Pacmogda, P., Blouin, L. (2021). An inspiring model to support the success of Indigenous students in URBAN settings: The Petapan project. *Éducation et francophonie*, 49(1), 71-94.
- Ball, J. (2007). *Aboriginal young children's language and literacy development: Research evaluating progress, promising practices, and needs*. Canadian language and literacy networked centre of excellence.
- Barman, J., Hebert, Y., McCaskill, D. (1986). The legacy of the past: An overview. In J. Barman, Y. Hebert, D. McCaskill (eds.), *Indian Education in Canada* (Vol. 1). University of British Columbia Press.
- Barnes, R., Josefowitz, N., Cole, E. (2006). Residential schools: Impact on Aboriginal students' academic and cognitive development. *Canadian Journal of School Psychology*, 21(1-2), 18-32.
- Bastien, L. (2008). L'éducation, un enjeu majeur pour l'avenir des Premières nations. *Les cahiers du CIÉRA*. 1(1), 5-12.
- Battiste, M. (1998). Enabling the autumn seed: Toward a decolonized approach to Aboriginal knowledge, language, and education. *Canadian Journal of Native Education*, 22(1), 16-27.
- Battiste, M. (2002). *Indigenous knowledge and pedagogy in First Nations education: A literature review with recommendations*. Paper prepared for the National working group in education and the Minister of Indigenous and Northern Affairs Canada.
-

-
- Battiste, M. (2013). *Decolonizing education: Nourishing the learning spirit*. Saskatoon, Canada: Purich Publishing.
- Berger, P. (2002). *Adaptations of Euro-Canadian schools to Inuit culture in selected communities in Nunavut*. 14th Annual conference of the Arctic research consortium of the United States (ARCUS) and Arctic forum.
- Blacksmith, G. (2011). *The intergenerational legacy of the Indian residential school system in the Cree communities of Mistissini, Oujebougama, and Waswanipi: an investigative research on the experience of the James Bay Cree of Northern Québec*. Unpublished doctoral thesis.
- Bombay, A., Matheson, K., Anisman, H. (2014). The intergenerational effects of Indian Residential Schools: Implications for the concept of historical trauma. *Psychology and Counselling*, 51(3), 320-338.
- Bougie, E., Kohen, D., Guèvremont, A. (2018). Indigenous language knowledge and educational attainment among First Nations people: Trends over time. *The International Indigenous Policy Journal*, 9:4, 2-23.
- Bougie, É., Wright, S. C., & Taylor, D. M. (2003). Early heritage-language education and the abrupt shift to a dominant-language classroom: Impact on the personal and collective esteem of Inuit children in arctic Québec. *International Journal of Bilingual Education and Bilingualism*, 6, 349-373.
- C.D. Howe (2011). *Aboriginal education in Québec: A benchmarking exercise*. C.D. Howe.
- Campbell v. British Columbia*, 4 CNRL 1, 189 DLR (4e) 333 (BC CS 2000).
- Canada (A.G.) v. Coon Come*, [1991] 3 C.N.L.R. 40 (Q.C.A.)
- Canadian Centre for Policy Alternatives (CCPA). (2013). *Poverty or prosperity: Indigenous children in Canada*. CCPA.
- Canadian Council on Learning (CCL). (2009). *The State of Aboriginal Learning in Canada: A Holistic Approach To Measuring Success*. CCL.
- Charter of the French Language*, SQ c. 11 (1977).
- Cherubini (2010). An analysis of Ontario Aboriginal education policy: Critical and interpretive perspectives. *McGill Journal of Education*, 45(1), 9-26.
- Committee on the Application of Bill 21 (2016). *Solutions Adapted to First Nations and Inuit Communities to Support the Application of Bill 21*. Office des Professions du Québec.
- Drapeau, L. (Ed.). (2011). *Les langues autochtones du Québec: un patrimoine en danger*. Presses de l'Université du Québec.
- Duncan, G. J., Ziol-Guest, K. M. and Kalil, A. (2010). Early-childhood poverty and adult attainment, behavior, and health. *Child Development*, 81(1), 306-325.
-

-
- Fallon, G. and Paquette, J. (2012). A critical analysis of self-governance agreements addressing First-Nations control of education in Canada. *Canadian Journal of Educational Administration and Policy*. 132(11), 1-28.
- Feir, D. (2016). The long-term effects of forcible assimilation policy: The case of Indian boarding schools. *Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économique*, 49 (2), 433-480.
- Ferguson, H.B., Boivard, S. and Mueller, M.P. (2007). The impact of poverty on educational outcomes for children. *Paediatrics Child Health*, 12(8), 701-706.
- First Nations and Inuit Labour Market Advisory Committee. (2016). Labour Market Conditions for First Nations and Inuit in Québec.
- First Nations Education Council (FNEC). (2009). *Position paper on insufficient funding mechanisms for First Nations education*. FNEC.
- First Nations Education Council. (2010). Towards the Financial Accessibility of Lifelong Learning: A First Nations Perspective Position paper presented to the Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études.
- First Nations Education Council. (2018). *Nous parlons: enseignons, valorisons, soutenons, défendons: Portrait actuel de la situation de l'enseignement des langues ancestrales en contexte scolaire*. FNEC.
- First Nations Human Resources Development Commission of Quebec (forthcoming). First Nations Labour and Employment Development Survey (FNLEDS).
- First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission (FNQLHSSC). (2017a). *Discussion paper: First Nations and their relations with the Québec network and its public services*. The Public Inquiry Commission on relations between Indigenous Peoples and certain public services in Québec: listening, reconciliation and progress.
- First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission. (2017b). *Final report*. Consultation Process for the Reform of the First Nations Child and Family Services (FNCFS) Program. FNQLHSSC.
- First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission. (2018). *First Nations Regional Health Survey – 2015*. FNQLHSSC.
- First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission. (2020). *Final report*. Final Report Regional Inventory of Health and Social Services Human Resources in the Non-treaty First Nations Communities in Québec FNQLHSSC.
- First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission. (2021). *Discussion paper: Coroner's Public Inquest into the Death of Ms. Joyce Echaquan*. Document tabled at the Coroner's Public Inquest into the Death of Mrs. Joyce Echaquan.
-

-
- Fontaine, Shirley. (2012). *First Nations languages and improving student outcomes*. Report to the Assembly of First Nations.
- Freedon, S.M. (1988). *A Foundation for Cree Immersion Education*. Unpublished doctoral thesis.
- Gabriel, E. (2019). *Les langues autochtones: un droit fondamental à défendre*. Discussion paper prepared for the Canadian Commission for UNESCO.
- Girard, J., Vallet, M. (2015). La réussite éducative: Les solutions au-delà de l'école. In *Revue de la persévérance et de la réussite scolaires chez les premiers peuples* (Vol.1). Centre des Premières Nations Nikanite – Université du Québec à Chicoutimi.
- Goulet, L. (2001). Two teachers of Aboriginal students: Effective practice in sociohistorical realities. *Canadian Journal of Native Education*, 25(1), 68-82.
- Guèvremont, A., & Kohen, D. E. (2012). Knowledge of an Aboriginal language and school outcomes for children and adults. *International Journal of Bilingual Education and Bilingualism*, 15, 1–27.
- Haig-Brown, C. (1998). *Resistance and renewal: Surviving the Indian residential school*. Arsenal Pulp Press.
- Hampton, E. (1995). Towards a redefinition of Indian education. Dans M. Battiste & J. Barman (Eds.), *First Nations education in Canada: The circle unfolds*. University of British Columbia Press.
- Hampton, M., Roy, J. (2002). Strategies for facilitating success of First Nations students. *The Canadian Journal of Higher Education*, 32 (3).
- Hankivsky, (2008). *Cost estimates of dropping out of high school in Canada*. Canadian Council on Learning.
- Haque, E., Patrick, D. (2015). Indigenous languages and the racial hierarchisation of language policy in Canada. *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, 36(1), 27-41.
- Hornberger, N. H. (1991). Extending enrichment bilingual education: Revisiting typologies and redirecting policy. In O. García (Ed.), *Bilingual education: Focusschrift in honor of Joshua A. Fishman* (Vol. 1) (pp. 215–234). Benjamins.
- Indigenous Languages Act*, L.C. (2019).
- Indigenous Services Canada (ISC) (Formerly Indigenous and Northern Affairs Canada)(n/d). *The Government of Canada's Approach to Implementation of the Inherent Right and the Negotiation of Aboriginal Self-Government*. ISC.
- Indigenous Services Canada. (2020). *Annual Report to Parliament 2020*. Indigenous Services Canada. ISC.
-

-
- Kim, E.-A. (2015). Neo-colonialism in our Schools: Representations of Indigenous perspectives in Ontario science curricula. *McGill Journal of Education*, 50(1), 1-26.
- Kirkpatrick, S. I. and Tarasuk, V. (2009). Food insecurity and participation in community food programs among low-income Toronto families. *Canadian Journal of Public Health*, 100(2), 135-139.
- Lacour, M., Tissington, L. (2011). The effects of poverty on academic achievement. *Educational Research and Reviews*, 6(7), 522-527.
- Leicht, (2006). Canada's Native languages: The right of First Nations to educate their children in their own languages. *Constitutional Forum Constitutionnel*. 15(3), 107-121.
- Levesque, C., Polèse, G., de Juriew, D., Labrana, R. Turcotte, A. M. and Chiasson, M. (2015). *Une synthèse des connaissances sur la réussite et la persévérance scolaires des élèves autochtones au Québec et dans les autres provinces canadiennes*. Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) and Institut national de la recherche scientifique.
- Maina, F. (1997). Culturally relevant pedagogy: First Nations education in Canada. *The Canadian Journal of Native Studies*. 15(2), 293-314.
- Maurais, J. (Ed.) (1992). *Les langues autochtones du Québec*. Conseil de la langue française.
- McIvor, O. (2005). The contribution of indigenous heritage language immersion programs to healthy early childhood development. Dans C. St. Aubin (Ed.), *Compendium on Aboriginal early child development* (pp. 5–20). Canadian Child Care Federation.
- Moon, M. (2014). *Success in Indigenous education*. Unpublished doctoral thesis.
- Moon, M. and Berger, P. (2016). Indigenous student success in public schools: A "We" approach for educators. *Alberta Journal of Educational Research*, 62(1), 1-18.
- Morcom, L. (2013). *Language immersion and school success: What can I expect for my child?* Kenjegin Teg Educational Institute.
- Morcom, L. (2014). Determining the role of language and culture in First Nations schools: A comparison of the First Nations Education Act with the policy of the Assembly of First Nations. *Canadian Journal of Educational Administration and Policy*, 163, 1-27.
- Morcom, L. (2017). Self-esteem and cultural identity in Aboriginal language immersion kindergarteners. *Journal of Language, Identity & Education*, 16(6), 365-380.
- National Collaborating Centre for Indigenous Health (NCCIH). (2017). *Education as a social determinant of First Nations, Inuit and Métis health*. NCCIH.
- National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls (2019a) (MMIWG). *Reclaiming Power and Place: The Final Report of the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls*. MMIWG.
-

-
- National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls (2019b). *Reclaiming Power and Place: The Final Report of the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls – Supplementary Report for Québec*. MMIWG.
- Nguyen, Mai. (2011). Closing the education gap: A case for Aboriginal childhood education in Canada, A look at the Aboriginal Headstart program. *Canadian Journal of Education* 34(3), 229-248.
- O’Gorman, M. and Pandey, M. (2015). Explaining Low High School Attainment in Northern Aboriginal Communities: An Analysis of the Aboriginal People’s Surveys. *Canadian Public Policy*, 41(4), 156-165.
- Organization for Economic Cooperation and Development (OECD). (2012). *Equity and Quality in Education - Supporting Disadvantaged Students and Schools*. OECD.
- Parliamentary Budget Officer. (2018). Federal Spending on Primary and Secondary Education on First Nations Reserves Office of the Parliamentary Budget Officer.
- Patrick, D. (2007). Aboriginal Language Endangerment in Canada. *Anthropologie et Sociétés*, 31(1), 125–141.
- Perron, M., Côté, É. (2015). Mobiliser les communautés pour la persévérance scolaire: Du diagnostic à l’action. In *Revue de la persévérance et de la réussite scolaires chez les premiers peuples* (Vol.1). Centre des Premières Nations Nikanite – Université du Québec à Chicoutimi.
- Poliquin, G. (2013). La protection d’une vitalité fragile: les droits linguistiques autochtones en vertu de l’article 35. *McGill Law Journal - Revue de droit de McGill* 58(3), 573-605.
- Presseau, A., Martineau, S., Bengévin, C. (2006). *Contribution à la compréhension du cheminement et de l’expérience scolaires de jeunes autochtones à risque ou en difficulté en vue de soutenir leur réussite et leur persévérance scolaires*. Report submitted to the Fonds québécois de recherche sur la culture et la société.
- R. v. Beaulac*, 1 S.C.R. 768 (S.C.C. 1999).
- R. v. Côté*, 3 S.C.R. 139 (1996).
- R. v. Sioui*, J.E. 83 722 (S.C.C. 1985).
- R. v. Sioui*, R.J.Q. 1722 (C.A. 1987).
- Ratel, J.-L. (2018). Sociological perspectives on Aboriginal education in Québec: from object to subject. *Cahiers de recherche sociologique*, (64), 129–147.
- Regulation to authorize professional orders to make an exception to the application of section 35 of the Charter of the French language*, QC Red. 1374/93.
- Richmond, C. and Smith, D. (2012). Sense of Belonging in the Urban School Environments of Aboriginal Youth. *The International Indigenous Policy Journal*, 3(1), 1-19.
-

-
- Rodon, T. (2008). Les étudiants autochtones à l'Université Laval: enquête sur les besoins et les problématiques. *Les cahiers du CIÉRA*, 1(1), 13-37.
- Royal Commission on Aboriginal Peoples (RCAP). (1996). *Report of the Royal Commission on Aboriginal Peoples*. RCAP.
- Sisco, A., Caron-Vuotari, M, Stonebridge, C. Sutherland, G., and Rhéaume, G. (2012). *Lessons Learned: Achieving Positive Educational Outcomes in Northern Communities*. Centre for the North.
- Skutnabb-Kangas, T., Nicholas, A. B., & Reyhner, J. (2016). Linguistic human rights and language revitalization in the USA and Canada. In *Indigenous Language Revitalization in the Americas* (pp. 181-200). Taylor and Francis.
- Standing Senate Committee on Aboriginal Peoples. (2011). *Reforming First Nations Education: From Crisis to Hope*. 41st Parliament of Canada.
- Statistics Canada. (2016a). Definition: Low-income measure after tax (LIM-AT) National Household Survey Dictionary, 2016.
- Statistics Canada. (2016b). Table 4.2: Low-income measures thresholds (LIM-AT and LIM-BT) for private households of Canada, 2015. National Household Survey Dictionary, 2016.
- Statistics Canada. (2018). *2016 Census: Québec [Province] (table). Aboriginal Population Profile*. No. 98-510-X2016001 in the Statistics Canada Catalogue.
- Taylor, D. (1993). Education in Aboriginal Communities: Dilemmas around Empowerment. *Canadian Journal of Native Education*, 20(1), 176-183.
- The Public Inquiry Commission on relations between Indigenous Peoples and certain public services in Québec: listening, reconciliation and progress (CERP). (2019). *The Public Inquiry Commission on relations between Indigenous Peoples and certain public services in Québec: listening, reconciliation and progress, Final Report*. Government of Québec.
- Toulouse, P. R. (2013). *Beyond Shadows: First Nations, Métis and Inuit Student Success*. Canadian Teachers' Federation.
- Treanor, M. (2012). *Impacts of poverty on children and young people*. Scottish Child Care Education Network.
- Truth and Reconciliation Commission of Canada (TRC). (2015). *Honouring the truth, reconciling for the future*. TRC.
- Tyler, J. H., and Lofstrom, M. (2009). Finishing high school: Alternative pathways and dropout recovery. *The Future of Children / Centre for the Future of Children*, 19(1), 77-103.
- United Nations (2007). *United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples - 61/295*. United Nations.
-

United Nations Economic and Social Council (2018). *Action Plan for the 2019 International Year of Indigenous Languages*. United Nations.

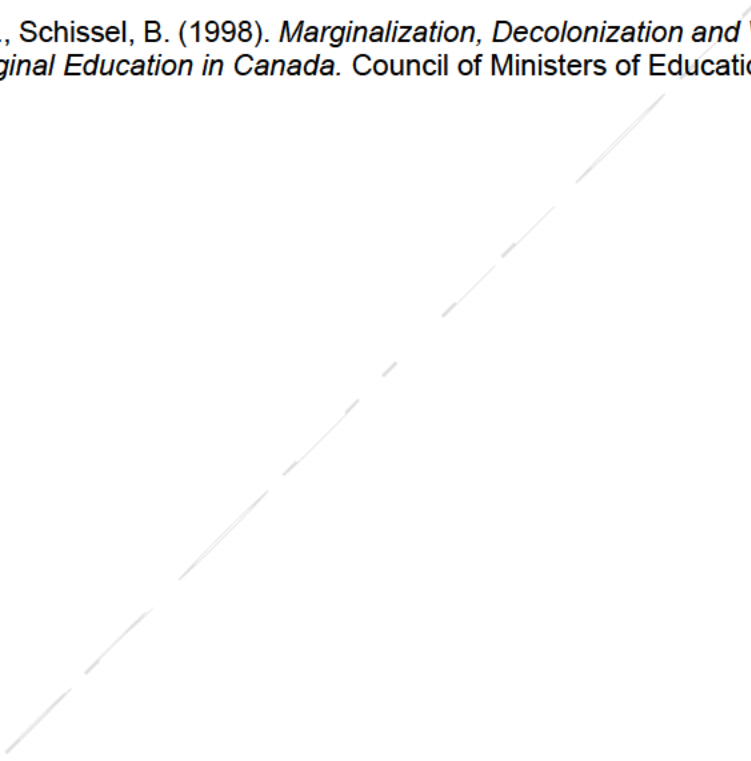
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO). (2010). *UNESCO Atlas of the World's Languages in Danger*.

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. (2020). *Los Pinos Declaration (Chapoltepek) launching. Making a Decade of Action for Indigenous Languages*.

Van der Berg, S. (2008). *Poverty and Education*. International Academy for Education and the International Institute for Educational Planning-UNESCO.

Whitley, J. (2014). Supporting educational success for Aboriginal students: Identifying key influences. *McGill Journal of Education*, 49(1), 155-181.

Wotherspoon, T., Schissel, B. (1998). *Marginalization, Decolonization and Voice: Prospects for Aboriginal Education in Canada*. Council of Ministers of Education, Canada.





PAR COURRIEL

gpicard@apnql.com

john.martin@gespapegiag.ca

Monsieur Ghislain Picard
Chef de l'APNQL

Monsieur John Martin
Chef porteur du dossier de l'éducation
Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador
Conseil en Éducation des Premières Nations
95, rue de l'Ours
Wendake (Québec) G0A 4V0

Messieurs,

Le 11 mai 2021, vous avez écrit au premier ministre, M. François Legault, relativement au projet de réforme de la *Charte de la langue française* et vous avez joint à cette lettre un document comportant un certain nombre de propositions d'amendements à cette loi. Le premier ministre nous a confié le soin de vous répondre.

D'abord, nous tenons à réitérer l'importance que nous accordons aux droits des peuples autochtones, dont celui de maintenir et de développer leur langue et leur culture d'origine et qui, comme vous le mentionnez dans votre lettre, est reconnu par le préambule de la *Charte de la langue française*. Notre gouvernement a d'ailleurs appuyé une motion le 9 juin dernier dans laquelle l'Assemblée nationale reconnaît le droit que les onze nations autochtones au Québec ont de vivre dans leurs langues ainsi que de les promouvoir et de les protéger.

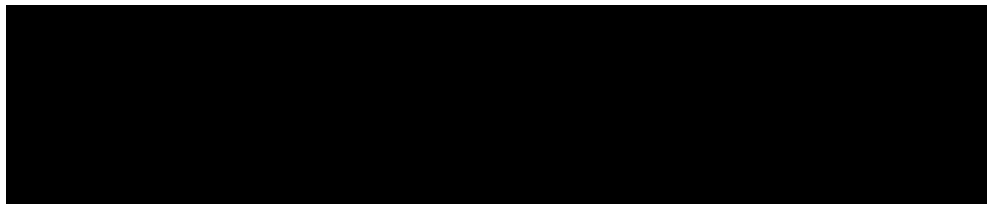
Nous désirons également vous assurer que nous sommes sensibles aux préoccupations qui sont exposées dans votre lettre, dont celles qui touchent plus particulièrement à la langue des communications avec les communautés autochtones et aux enjeux liés à la réussite scolaire des élèves des Premières Nations. Nous avons pris bonne note des propositions d'amendements à la *Charte de la langue française* qui ont été soumises par le Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN).

... 2

Un membre du personnel de notre cabinet communiquera par ailleurs avec M^{me} Sophie Guérard, adjointe à la direction du CEPN, afin d'entamer un dialogue et obtenir de plus amples précisions au sujet des positions qui sont mises de l'avant relativement à la *Charte de la langue française*.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

Le ministre de la Justice et
procureur général,



SIMON JOLIN-BARRETTE



PARTENAIRE INCONTOURNABLE POUR LA RÉUSSITE SCOLAIRE DES PREMIÈRES NATIONS

Le 24 novembre dernier, le ministre en titre responsable de la langue française annonçait une réforme de la Charte de la Langue française.

Le Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN) veut saisir cette occasion pour travailler collaborativement à l'identification et la mise en œuvre de solutions aux barrières systémiques à la réussite éducative des jeunes des Premières Nations qui émanent, entre autres, de la Charte.

Soyons partenaires dans notre ambition de donner à chaque enfant tous les outils pour atteindre leur plein potentiel. Soyons ambitieux, réécrivons l'histoire, ensemble, dans le respect de nos langues, nos cultures, notre identité et notre héritage.

Dans la poursuite et l'atteinte de ses objectifs, le CEPN dépose auprès du Ministre responsable de la langue française les propositions d'amendements suivantes à la Charte de la Langue française actuelle.

Proposition 1 : modernisation du préambule

Amendement :

Le préambule de la *Charte de la langue française* (chapitre C-11) est modifié par le remplacement quatrième alinéa par le suivant :

Dans une relation de nation à nation, l'Assemblée nationale reconnaît aux Premières nations et aux Inuit du Québec le droit d'enseigner, de valoriser et défendre leur langue et leur culture d'origine.

Proposition 2A : non-assujettissement au chapitre VIII

Amendements :

Remplacer l'article 87 par l'article suivant :

Sauf dans les cas prévus à l'article 88, un organisme scolaire est tenu de déroger à l'application des dispositions du présent chapitre à l'égard d'un élève possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les indiens (L.R.C. 1985, c. I-5).

Abroger le deuxième alinéa de l'article 97 de la loi.

La loi abroge le *Règlement sur la langue d'enseignement des enfants qui résident ou ont résidé dans une réserve indienne* (chapitre C-11, r. 8).

Proposition 2B : allégement des conditions permettant de recevoir l'enseignement en anglais

Amendement :

Modifier l'article 73 de cette loi par l'ajout du paragraphe suivant :

6° ; les élèves possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les indiens (L.R.C. 1985, c. I-5);

Proposition 3A : exemption de l'exigence relative aux unités de langue seconde (secondaire)

Amendements :

Modifier le paragraphe 2 de l'alinéa 1 de l'article 32 du *Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire* (chapitre I-13.3, r. 8) pour ajouter les mots suivants à la fin :

, sauf à l'égard d'un élève possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les indiens (L.R.C.1985, c. I-5);

Modifier le paragraphe 2 de l'alinéa 1 de l'article 30 du *Régime pédagogique de la formation générale des adultes* (chapitre I-13.3, r. 9) pour ajouter les mots suivants à la fin :

, sauf à l'égard d'un adulte possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les indiens (L.R.C.1985, c. I-5);

Modifier le paragraphe 2 de l'alinéa 1 de l'article 2.1 du *Règlement sur le régime des études collégiales* (chapitre C-29, r. 4) pour ajouter des mots suivants à la fin :

, sauf à l'égard d'un étudiant possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les indiens (L.R.C.1985, c. I-5);

Proposition 3B : la langue d'enseignement devient une exigence relative aux unités de langue seconde (secondaire)

Amendements :

Modifier le paragraphe 1 de l'alinéa 1 de l'article 32 du *Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire* (chapitre I-13.3, r. 8) pour ajouter les mots suivants à la fin :

, lesquelles sont évaluées selon les exigences d'une langue seconde pour un élève possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les indiens (L.R.C. 1985, c. I-5);

Modifier le paragraphe 1 de l'alinéa 1 de l'article 30 du *Régime pédagogique de la formation générale des adultes* (chapitre I-13.3, r. 9) pour ajouter les mots suivants à la fin :

, lesquelles sont évaluées selon les exigences d'une langue seconde pour un élève possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les indiens (L.R.C. 1985, c. I-5);

La loi modifie le paragraphe 1 de l'alinéa 1 de l'article 2.1 du *Règlement sur le régime des études collégiales* (chapitre C-29, r. 4) par l'ajout des mots suivants à la fin :

, lesquelles ont été évaluées selon les exigences d'une langue seconde pour un élève possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les indiens (L.R.C. 1985, c. I-5);

Proposition 3C : langue d'enseignement devient une exigence relative aux unités de langue seconde et exemption de l'exigence relative aux unités de langue seconde (secondaire)

Amendements :

Modifier le paragraphe 1 de l'alinéa 1 de l'article 32 du *Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire* (chapitre I-13.3, r. 8) pour ajouter les mots suivants à la fin :

, lesquelles sont évaluées selon les exigences d'une langue seconde pour un élève possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les indiens (L.R.C. 1985, c. I-5);

Modifier le paragraphe 2 de l'alinéa 1 de l'article 32 du *Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire* (chapitre I-13.3, r. 8) pour ajouter les mots suivants à la fin :

, sauf à l'égard d'un adulte possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les indiens (L.R.C. 1985, c. I-5);

Modifier le paragraphe 1 de l'alinéa 1 de l'article 30 du *Régime pédagogique de la formation générale des adultes* (chapitre I-13.3, r. 9) pour ajouter les mots suivants à la fin :

, lesquelles sont évaluées selon les exigences d'une langue seconde pour un élève possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les indiens (L.R.C. 1985, c. I-5);

Modifier le paragraphe 2 de l'alinéa 1 de l'article 30 du *Régime pédagogique de la formation générale des adultes* (chapitre I-13.3, r. 9) pour ajouter les mots suivants à la fin :

, sauf à l'égard d'un adulte possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les indiens (L.R.C. 1985, c. I-5);

Modifier le paragraphe 1 de l'alinéa 1 de l'article 2.1 du *Règlement sur le régime des études collégiales* (chapitre C-29, r. 4) pour ajouter les mots suivants à la fin :

, lesquelles sont évaluées selon les exigences d'une langue seconde pour un élève possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les indiens (L.R.C. 1985, c. I-5);

Modifier le paragraphe 2 de l'alinéa 1 de l'article 2.1 du *Règlement sur le régime des études collégiales* (chapitre C-29, r. 4) pour ajouter les mots suivants à la fin :

, sauf à l'égard d'un étudiant possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les indiens (L.R.C. 1985, c. I-5);

Proposition 4 : exemption de l'exigence relative aux unités de langue seconde (collégial)

Amendements :

Modifie le paragraphe 2 de l'alinéa 1 de l'article 7 du *Règlement sur le régime des études collégiales* (chapitre C-29, r. 4) pour ajouter les mots suivants à la fin :

,sauf à l'égard d'un étudiant possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les indiens (L.R.C. 1985, c. I-5);

La loi modifie le paragraphe 2 de l'alinéa 1 de l'article 8 du *Règlement sur le régime des études collégiales* (chapitre C-29, r. 4) pour ajouter les mots suivants à la fin :

,sauf à l'égard d'un étudiant possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les indiens (L.R.C. 1985, c. I-5);



December 17, 2021

The Honourable François Legault,
Premier of Québec
Édifice Honoré-Mercier
3rd Floor, 835 René-Lévesque Boul Est
Québec, QC G1A 1B4
Sent via email: premierministre@quebec.ca

The Honourable Simon Jolin-Barrette,
Minister Responsible for the French Language
Minister of Justice
Louis-Philippe-Pigeon Building
9th Floor, 1200 de l'Église Street
Québec, QC G1V 4M1
Sent via email: ministre@justice.gouv.qc.ca

RE: Bill 96 and its impact on the Constitutional Rights of First Nations in Quebec

Dear Premier Legault and Minister Jolin-Barrette,

I am writing to share my concerns with respect to Bill 96, *An Act respecting French, the official and common language of Québec*. This legislative process negatively affects the languages, cultures, and lives of First Nations in Quebec.

First Nations in Quebec have repeatedly expressed their outright rejection to the provisions presented in the *Charter of the French Language*, as well as those proposed in Bill 96. Both the Charter and Bill 96 infringe on First Nations' inherent, Treaty and constitutional rights as it relates to First Nations' languages and First Nations' control of First Nations education.

Two recent First Nations-in-Assembly Resolutions of the Assembly of First Nations Quebec-Labrador (AFNQL) have called for:

- The non-application of Bill 96 to First Nations; and
- The creation of a special commission of Quebec's National Assembly.

The above requests made by the AFNQL are both reasonable and fair and I wholeheartedly support them.

.../2



ASSEMBLY OF FIRST NATIONS / ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS
OFFICE OF THE NATIONAL CHIEF / BUREAU DE LA CHEFFE NATIONALE

Both the *Act respecting the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples* in 2021, and the *Act respecting Indigenous Languages* in 2019, provides that federal and provincial legislation must respect First Nations' sovereignty and jurisdiction over First Nations languages.

I support the AFNQL Chiefs' Assembly in their requests for:

- The establishment of a special joint commission of the National Assembly of Quebec, which would allow for dialogue between First Nations and the Government of Quebec on decisions affecting First Nations;
- The Minister Responsible for the French Language to include provisions in Bill 96 that would promote Indigenous languages through the integration of proposed amendments into Bill 96; and,
- First Nations exemption from the second language credit requirements and the language and literature standardized exam, allowing First Nations students to continue to study in their maternal and second language and protecting the language rights of any First Nations student living on and off-reserve.

Ninankamon!

Wishing you Peace beyond all understanding,

[Redacted Signature]
National Chief RoseAnne Archibald

Copy: Chief Ghislain Picard, Assembly of First Nations Quebec-Labrador
Chiefs-in-Assembly, Assembly of First Nations Quebec-Labrador
Ian Lafrenière, Minister Responsible for Indigenous Affairs
Denis Gros-Louis, General Director, First Nations Education Council

Attachment (1)

21.09.27 - Document Concerning Bill 96- AFNQL and RCOs

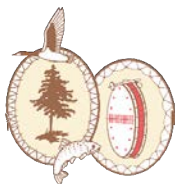
Élèves sur le territoire conventionné

Commissions scolaires crie, Kativik et École des Naskapis

– Formation générale des jeunes –

	Commission scolaire crie	Commission scolaire Kativik	École des Naskapis*
Nb d'élèves (2015-2016)	4 387	3 249	238
Langues	Langue d'enseignement autochtone jusqu'en 3 ^e année du primaire. L'intégration d'une seconde langue d'enseignement à la discrétion des organisations et communautés.		
Régime pédagogique	Pas obligatoirement appliqué. Les matières peuvent être adaptées. La CSK a obtenu plusieurs dérogations quant à l'utilisation des programmes en vigueur.		
Diplôme	Diplôme d'études secondaires (DES)	DES ou Attestation d'études de niveau secondaire	DES

Source : document de présentation **L'éducation des Autochtones au Québec**, Présentation de la Direction des services aux autochtones et développement nordique, Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Juin 2018



This letter outlines some of the main concerns of the Cree Nation in relation to Bill 96, and suggests possible solutions for your consideration. These concerns and solutions are summarized in the following section, and developed at greater length in the subsequent sections of this letter.

A. SUMMARY

1. The treaty relationship and the nation-to-nation partnership between the Cree Nation and Québec expressed in the JBNQA, the *Paix des Braves*² and numerous related agreements are of critical importance to the social, cultural, economic and political development of both, and must be actively protected and promoted.
2. The Cree Nation understands the concerns of the Government of Québec for the protection of the French language because we share many of the same concerns for our own Cree language, *iyyiyuu ayimuun*.
3. The Cree Nation supports the objective of Bill 96 to protect the French language insofar as it does not
 - (a) adversely affect the rights of the Cree Nation, including our treaty rights under the JBNQA and related agreements, our aboriginal rights, and our rights under the laws of Québec and Canada and international agreements; or
 - (b) compromise the social, cultural, economic and political development of the Cree Nation.
4. In its current form, Bill 96 would adversely affect the rights of the Crees of Eeyou Istchee, including, in particular, in respect of education:
 - (a) the new requirement for English-language colleges to give priority admission to students declared eligible to receive instruction in English³ would restrict the access of Cree students to these colleges in Québec, as they do not generally possess a declaration of eligibility, given their statutory right under the *Charter*⁴ to receive instruction in English;
 - (b) the new requirement that the grant of a Diploma of College Studies be conditional on passing an examination to evaluate the student's knowledge of French does not apply to students who have received college instruction in

² *Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec*, approved by le Gouvernement du Québec on 20 March 2002 by Order in Council 289-2002.

³ Bill 96, section 62, proposing new section 88.3 of the *Charter*.

⁴ *Charter*, sections 88, 95.

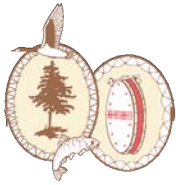


English and have been declared eligible to receive instruction in English.⁵ As drafted, this requirement would penalize Cree students as they do not generally possess the declaration of eligibility, for the reason mentioned above;

- (c) the new requirement that all students at English-language colleges pass a minimum of three courses in French, or three French courses in addition to the current two courses, in order to receive a Diploma of College Studies⁶ would impose a disproportionately heavy burden on Cree students, for whom French is usually their third language. It would also prolong the length of their college studies and, most importantly, compromise their academic performance;
 - (d) taken together, these restrictions would hamper the access of Cree students to English-language colleges in Québec. They would also hinder the ability of Cree students to complete their program of colleges studies with success, and hence to access the university programs, and the careers, of their choice;
 - (e) these restrictions would in effect oblige Cree students to pursue higher studies outside Québec, a significant loss both for the Cree Nation and for Québec;
 - (f) these restrictions would compromise the efforts of the Cree Nation over many years to build the capacity of Cree youth to assume progressively more complex and responsible technical and professional positions in the service of the Cree Nation;
 - (g) these restrictions therefore pose a real threat to the social, cultural, economic and political development of the Cree Nation.
5. The *Charter* already provides a mechanism that could, with slight adjustment, address these concerns. Section 97 empowers the Government, by regulation, to determine the cases, conditions and circumstances where an agency or body contemplated in the Schedule is authorized to make an exception to the application of one or several provisions of the *Charter* in respect of a person who resides or has resided on the Category I lands of the Cree communities of Eeyou Istchee.
6. At present, the Schedule to the *Charter* does not include college-level educational institutions. A technical amendment would therefore be required to include such institutions in the Schedule.

⁵ Bill 96, section 58, proposing new section 88.0.12 of the *Charter*.

⁶ Bill 96, section 58, proposing new section 88.0.2 of *Charter*, as amended in committee on 23 February 2022.



7. Once this amendment is in place, the Government could proceed, in consultation with the Cree Nation Government, to prepare a regulation to determine the conditions for the exemptions needed to address the issues outlined above.
8. Other concerns exist as well. For example, Section 18 of the JBNQA enshrines the treaty right of the Crees to the administration of justice adapted to their culture, language and way of life.⁷ The Crees therefore expect that the provisions of Bill 96 relating to the administration of justice will be implemented in compliance with the letter and spirit of the JBNQA. This will necessarily entail the appointment of judges to the Itinerant Court serving the Cree communities who are able to speak English.

B. CONTEXT

The JBNQA and the *Paix des braves* have enabled the Crees and Québec to build a strong nation-to-nation relationship characterized by cooperation, partnership and mutual respect. These Agreements, together with the *Cree-Québec Governance Agreement* of 2012, recognize the right of self-government of the Cree Nation and promote greater autonomy and responsibility on the part of the Crees for our development.

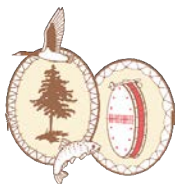
It should be noted at the outset that the JBNQA is a treaty and land claim agreement within the meaning of sections 25, 35 and 52 of the *Constitution Act, 1982*.⁸ As such, the JBNQA, including the provisions of Section 16 on education for the Crees and Section 18 on the administration of justice for the Crees, take precedence over any other Act, including the *Charter*, as amended by Bill 96, to the extent of any conflict or inconsistency.

The JBNQA and its related Agreements provide the foundation upon which the Crees and Québec have built a strong and enduring partnership. They have enabled us to achieve together extraordinary advances in local and regional government, environmental protection, health and social services, education, justice, police, and economic and community development for the benefit both of the Crees of Eeyou Istchee and of Québec as a whole.

The Cree Nation attaches great importance to our relationship with Québec. It is central to the social, cultural, economic and political development both of the Crees and of Québec. It was Québec's recognition of the strategic importance of this relationship, and of the traditional Cree territory of Eeyou Istchee (which accounts for about one-half of Québec's hydroelectric production), that led Québec to enter into the JBNQA and the *Paix des braves*.

⁷ JBNQA, par. 18.0.7, 18.0.15, 18.0.17, 18.0.23, 18.0.36.

⁸ Schedule B to the *Canada Act 1982*, 1982, c. 11 (U.K.).



C. CREE LANGUAGE AND CULTURE – CONCERNS AND CHALLENGES

The Cree Nation is willing to support the objective of Bill 96 to protect and promote the use of French in Québec, provided that it does not have adverse effects on Cree rights, whether treaty, aboriginal or statutory, and does not pose a threat to the social, cultural, economic and political development of the Cree Nation. The corollary is that Québec should, in the spirit of our Nation-to-Nation relationship and mutual respect, support the development of the Cree Nation, in all its dimensions, including cultural, educational, social, economic and political development.

We understand the concerns of the Government about the challenges facing the use of French, the language of a minority in predominantly English-speaking North America. If we understand these concerns, it is because we share them for our own Cree language, *iyyiyuu ayimuun*.

These linguistic and cultural concerns of the Cree Nation are not new. They led over the years to special treaty arrangements in the JBNQA, including the provision of governmental, health, social, educational, justice and police services in the Cree language. These special arrangements under the JBNQA are reflected, in part, in the *Charter*.⁹ It is of fundamental importance to the Cree Nation that nothing in Bill 96 should limit or adversely affect these special treaty and *Charter* arrangements.

These concerns are heightened at this time of reckoning with the history of Indigenous-European relations in Canada. It is a history of colonization, displacement, forced assimilation, and residential schools. The discovery over the past year of many hundreds of graves of Indigenous children at former residential schools has reopened old wounds and compounded the suffering of Indigenous people. The Truth and Reconciliation Commission has documented much of this abusive history.¹⁰ For its part, the Viens Commission has recognized the existence of institutionalized discrimination against Indigenous persons in the provision of certain public services in Québec.¹¹

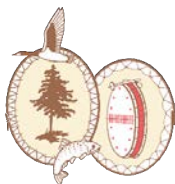
Concerns for the vitality of the Cree language and culture remain very much alive today. They prompted the Cree Nation Government in 2019 to adopt Bill 1, the *Cree Language Act of Eeyou Istchee*,¹² the very first law it adopted after the *Agreement on Cree Nation*

⁹ Sections 88, 95-97.

¹⁰ <https://nctr.ca/records/reports/>.

¹¹ https://www.cerp.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport/Final_report.pdf.

¹² <https://www.cngov.ca/wp-content/uploads/2019/09/cng-cree-language-act-final-sep-17-19.pdf>.



Governance between the Crees of Eeyou Istchee and the Government of Canada and the Cree Constitution came into effect by federal statute.¹³

The *Cree Language Act* recognizes the Cree language as a key component of our constitutionally protected aboriginal and treaty rights. The Act itself, and its adoption by the Cree Nation Government as an exercise of self-determination, are consistent with and protected by the provisions of the *United Nations Declaration on the Rights of Indigenous People* (UNDRIP).¹⁴

These provisions of UNDRIP address, among other things, Indigenous self-determination and institutions, the prohibition against forced assimilation, the right to develop and transmit Indigenous languages and culture, the mandate requiring States to take effective measures to ensure that Indigenous peoples can understand and be understood in legal and administrative proceedings, and Indigenous control of educational systems and institutions.¹⁵

The Cree Nation was intensively involved in the development of UNDRIP. It reflects, in part, the special protective regime negotiated by the Crees many years earlier in the JBNQA treaty of 1975. The JBNQA and the special arrangements set out in sections 88, 95 and 96 of the *Charter* anticipate in some ways the provisions of UNDRIP. These instruments establish fundamental principles to govern nation-to-nation relations, including those between the Crees and Québec.

The *Cree Language Act* outlines a number of measures, some mandatory and some collaborative, to protect and promote the use of the Cree language in Eeyou Istchee. We are proud of the success that our efforts over decades have achieved: the large majority of the Eenuu/Eeyou speak Cree, both at home and at work.

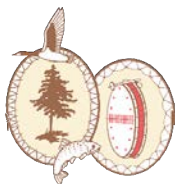
For historical reasons, including the long presence in Eeyou Istchee of the Hudson's Bay Company, Anglican missionaries and the federal government, English is the second language of most Crees. But *iyyiyuu ayimuun* (Cree) remains the dominant language in Eeyou Istchee, an exceptional accomplishment in view of the pressures to assimilate in Canada.

Meetings of the Council of the Cree Nation Government and of the councils of the Cree First Nations are conducted almost entirely in Cree and livestreamed to the Cree

¹³ *Cree Nation of Eeyou Istchee Governance Agreement Act*, S.C. 2018, c. 4, s. 1.

¹⁴ <https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/declaration-on-the-rights-of-indigenous-peoples.html>.

¹⁵ Adopted by Resolution 61/295 of the United General Assembly on September 13, 2007; Preamble, articles 3, 4, 5, 8, 13, 14 and 37.



communities. Our major Cree institutions, including the Cree School Board and the Cree Board of Health and Social Services of James Bay, are expanding the use of the Cree as the language both of service to Cree clients and of work for their personnel.

As Grand Chief of the Cree Nation, I have given a special commitment to the Cree Nation to protect our Cree language and culture. I will spare no effort in working with the Cree Nation Government, the Cree First Nations, our Cree institutions and the Government of Québec to deliver on this commitment and to strengthen the vitality of Cree language and culture in Eeyou Istchee. I invite you to join with us in this effort.

D. CONCERNS

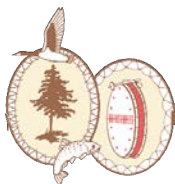
One turns now to certain concerns of the Cree Nation in relation to Bill 96. To begin, just as the French language is central to the identity and culture of the Québécois, so Indigenous languages are central to the identity and culture of the Indigenous nations of Québec. It is therefore surprising that Bill 96 does not recognize a special, official status for the languages of the First Nations and Inuit of Québec as its original inhabitants. The French and Indigenous languages of Québec face similar challenges in the dominant English-language context of North America. If French requires special protection in law, so do Indigenous languages.

It is true that the *Charter* states in its preamble “Whereas the National Assembly of Québec recognizes the right of the Amerinds and the Inuit of Québec, the first inhabitants of this land, to preserve and develop their original language and culture”. The difficulty is that neither the Charter nor any other law of Québec provides the practical mechanisms, including funding, to assist the Indigenous peoples of Québec to preserve and develop their language and culture. Bill 96 could provide an opportunity to remedy this omission.

1. Education

The *Charter* recognizes, in part, certain special language rights of the Cree Nation. For example, section 88 recognizes Cree and English as languages of instruction in the schools under the jurisdiction of the Cree School Board, while providing for the introduction of French as a language of instruction. Section 95 recognizes the right of Cree beneficiaries and Cree bodies to use Cree, and their exemption from the application of the *Charter* in the JBNQA territory. Section 96 recognizes the right of Cree bodies to communicate with the Government in a language other than French.

These provisions have formed part of the *Charter* since its original adoption in 1977. They were the object of intense negotiations between the Crees and Québec, immediately after the conclusion of the JBNQA of 1975 and its implementing legislation, the *Act approving*



the Agreement concerning James Bay and Northern Québec of 1976.¹⁶ These protections therefore form part of a legislative “package”, and Bill 96 should strengthen them, not erode them.

In its current form, however, Bill 96 would erode rather than strengthen the protections painstakingly developed for the Crees in education. It would likely hinder Cree access to post-secondary education by erecting new barriers and restricting access for Cree students to attend English-language colleges in Québec, in three ways:

1. Bill 96 imposes a new requirement for English-language colleges to give priority admission to students declared eligible to receive instruction in English.¹⁷ This requirement would apparently restrict the access of Cree students to English-language colleges in Québec, as Cree students do not generally possess a declaration of eligibility, given their statutory right under the *Charter*¹⁸ to receive instruction in English, and no English-language college exists in the JBNQA Territory.
2. Bill 96 also requires that the grant of a Diploma of College Studies be conditional on passing an examination to evaluate the student's knowledge of French. This requirement does not apply to students who have received college instruction in English *and* have been declared eligible to receive instruction in English.¹⁹ The difficulty, as noted above, is that Cree students do not generally possess such a declaration of eligibility, given their statutory eligibility under the *Charter* to receive instruction in English.
3. An amendment adopted in committee on 23 February 2022 would require *all* students at English-language colleges to pass a minimum of three courses in French in order to receive a Diploma of College Studies.²⁰ As the Fédération des Cégeps has stated, this restriction would condemn thousands of students at English-language colleges, including Cree students, to failure.²¹

¹⁶ S.Q. 1976, c. 46, now consolidated as CQLR, c. C-67.

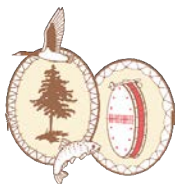
¹⁷ Bill 96, section 62, proposing new section 88.3 of *Charter*.

¹⁸ *Charter*, sections 88, 95.

¹⁹ Bill 96, section 58, proposing new section 88.0.12 of *Charter*.

²⁰ Bill 96, section 58, proposing new section 88.0.2 of *Charter*, as amended in committee on 23 February 2022.

²¹ “Crise sociale en vue, selon la Fédération des cégeps”, *Le Devoir*, March 24, 2022 (<https://www.ledevoir.com/societe/education/690483/projet-de-loi-96-crise-sociale-en-vue-selon-la-federation-des-cegeps>).



Media reports have recently indicated that the Government is prepared to adjust this requirement from three courses *in* French to three French courses.²² A formal amendment is expected shortly. This development is certainly welcome. Nevertheless, it will not fully remedy the problem for Cree cegep students.

For the large majority of these students, French is their third language, after Cree and English, and they must often take from three to five remedial French courses before starting their chosen program of studies. Requiring them to pass an additional three French courses would impose a disproportionately heavy burden on Cree students, prolong the length of their college studies and, most importantly, compromise their academic performance.

Taken together, these restrictions would hamper the access of Cree students to English-language colleges in Québec, as well as their ability to complete their program of colleges studies with success, and hence to access the university programs, and the careers, of their choice.

These restrictions would likely oblige Cree students to pursue higher studies outside Québec, at significant cost and a great loss both for the Cree Nation and for Québec. The rights of Cree students to priority admission to English-language colleges, and to receive a Diploma of College Studies without the need to take the examination for French proficiency, all without the need for a declaration of eligibility, should therefore be protected. Cree college students should also be exempt from any requirement to pass three additional French courses at colleges.

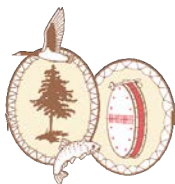
2. Capacity Building

Since the signing of the JBNQA treaty in 1975, the Cree Nation has invested enormous effort to develop the capacity of our youth. The Cree Nation Government, Cree First Nations, Cree School Board and Cree Board of Health and Social Services all recognize the critical importance of enabling Cree youth to serve the Cree Nation in positions of increasing technical and professional complexity and responsibility.

A disproportionate number of these positions are currently filled by non-Indigenous persons. While their contribution is essential, and highly valued, there is wide consensus

²²

<https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2022-04-26/reforme-de-la-loi-101/Québec-pourrait-modifier-l-amendement-controverse-des-liberaux.php#>; <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1879223/reaction-amendement-projet-loi-96-outaouais-charte-langue-francaise-college-heritage?depuisRecherche=true>; <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/bill-96-french-second-language-cegep-course-requirement-1.6432351>.



that Crees should fill a larger share of these positions over time. For that to happen, more Crees will have to complete college and university level studies. The restrictions proposed by Bill 96 outlined above are likely to frustrate this objective, threatening the social, cultural, economic and political development of the entire Cree Nation.

3. Possible Solution

The *Charter* already provides a mechanism that could, with slight adjustment, address the concerns outlined above. Section 97 empowers the Government, by regulation, to determine the cases, conditions and circumstances where an agency or body contemplated in the Schedule is authorized to make an exception to the application of one or several provisions of this Act in respect of a person who resides or has resided on the Category I lands of the Cree communities of Eeyou Istchee.

At present, the Schedule to the *Charter* does not include college-level educational institutions. A technical amendment would therefore be required to include such institutions in the Schedule.

Once this amendment is in place, the Government could proceed, in consultation with the Cree Nation Government, to prepare a regulation to determine the conditions for the exemptions needed to address the issues outlined above.

4. Administration of Justice

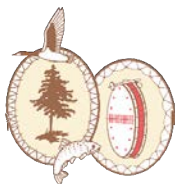
Other concerns exist as well. For example, as to the administration of justice, Bill 96 would prohibit requiring judges and adjudicators appointed by Québec to have knowledge of a language other than French. The only exception would be if the Minister of Justice and the Minister of the French Language both consider that the exercise of that office requires such knowledge and that all reasonable means have been taken to avoid imposing such a requirement.²³

The underlying principle and the general economy of Section 18 of the JBNQA require proper access to justice for the Crees.²⁴ This principle requires that the administration of justice be adapted to Cree culture and reality, and that the judges conducting court proceedings be able to communicate directly with Crees, that is, in their second language, English.

Given the cultural and linguistic reality of the Cree communities, the Government should avail itself of the mechanism contemplated in the proposed new section 12 of the *Charter*

²³ Bill 96, section 5, proposing new sections 12 and 13 of the *Charter*.

²⁴ JBNQA, par. 18.0.7, 18.0.15, 18.0.17, 18.0.23, 18.0.36.



to ensure that the judges of the Itinerant Court serving the Cree communities are able to speak English.

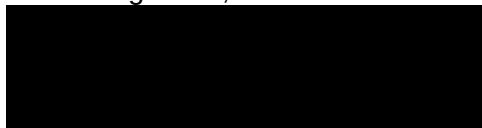
E. CONCLUSION

As drafted, Bill 96 appears to take little account of the Cree context and reality in Eeyou Istchee. Nor does it appear to take account of Cree treaty rights under the JBNQA or of Cree aboriginal rights, both inside or outside the JBNQA Territory. In its current form, Bill 96 appears likely to adversely affect Cree rights and the social, cultural, economic and political development of the Cree Nation.

Of particular concern at this time are Cree rights in relation to access to English language colleges. This is a matter of some urgency, in view of the Government's stated intention to adopt Bill 96 before the National Assembly rises in June. In order to address the concerns relating to English-language colleges, we suggest a technical amendment to Schedule I to add institutions providing college instruction so as to bring them within the scope of section 97 of the *Charter*.

I am at your disposal, Mr. Minister, to discuss in greater detail the issues outlined in this letter as well as potential solutions, all in the spirit of mutual respect and partnership expressed in the JBNQA and the *Paix des braves* and under reserve of Cree rights.

Meegwetch,

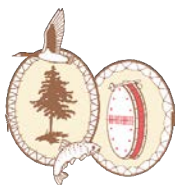


Mandy Gull-Masty
Grand Chief/Chairperson

c.c. Premier ministre François Legault
Minister Ian Lafrenière, Secrétariat aux Affaires autochtones
Cree Chiefs
Dr. Sarah Pash, Chairperson, Cree School Board
Bertie Wapachee, Chairperson, Cree Board of Health and Social Services of
James Bay



MoCreebec
Jbñ.V^{ti}



collégial afin de les faire entrer dans le champ d'application de l'article 97 de la *Charte de la langue française (Charte)*.¹

Cette lettre présente certaines des principales préoccupations de la Nation crie par rapport au Projet de loi 96 et suggère des solutions possibles pour votre considération. Ces préoccupations et solutions sont résumées dans la section suivante et développées plus en détail dans les sections subséquentes de cette lettre.

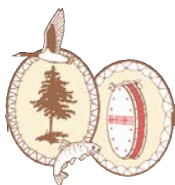
A. SOMMAIRE

1. La relation issue de traité et le partenariat de nation à nation entre la Nation crie et le Québec exprimés dans la CBJNQ, la *Paix des Braves*² et de nombreuses ententes connexes sont d'une importance cruciale pour le développement social, culturel, économique et politique des deux, et doivent être activement protégés et promus.
2. La Nation crie comprend les préoccupations du gouvernement du Québec quant à la protection de la langue française parce que nous partageons plusieurs des mêmes préoccupations pour notre propre langue crie, *iiyiyuu ayimuun*.
3. La Nation crie appuie l'objectif du Projet de loi 96 de protéger la langue française dans la mesure où
 - a) il ne porte pas atteinte aux droits de la Nation crie, y compris nos droits issus de traité en vertu de la CBJNQ et des ententes connexes, nos droits ancestraux et nos droits en vertu des lois du Québec et du Canada et des ententes internationales; et
 - b) il ne compromet pas le développement social, culturel, économique et politique de la Nation crie.
4. Dans sa forme actuelle, le Projet de loi 96 porterait atteinte aux droits des Cris d'Eeyou Istchee, notamment en matière d'éducation :
 - a) la nouvelle exigence pour les collèges anglophones d'accorder la priorité aux étudiants déclarés admissibles à recevoir un enseignement en anglais³ restreindrait l'accès des étudiants cris à ces collèges au Québec, puisqu'ils ne possèdent généralement pas de déclaration d'admissibilité, compte tenu de

¹ RLRQ, c. C-11.

² *Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec*, approuvée par le gouvernement du Québec le 20 mars 2002 par le décret n° 289-2002.

³ Projet de loi 96, article 62, qui propose un nouvel article 88.3 de la *Charte*.



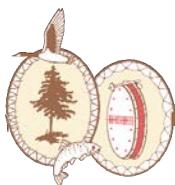
leur droit statutaire en vertu de la *Charte*⁴ de recevoir l'enseignement en anglais ;

- b) la nouvelle exigence selon laquelle l'obtention d'un diplôme d'études collégiales est conditionnelle à la réussite d'une épreuve d'évaluation des connaissances de l'étudiant en français ne s'applique pas aux étudiants qui ont reçu l'enseignement collégial en anglais et qui ont été déclarés admissibles à recevoir l'enseignement en anglais.⁵ Telle que rédigée, cette exigence pénaliserait les étudiants cris puisqu'ils ne possèdent généralement pas la déclaration d'admissibilité, pour la raison mentionnée ci-dessus ;
- c) la nouvelle exigence voulant que tous les étudiants des collèges anglophones réussissent au moins trois cours *en* français, ou trois cours *de* français en plus des deux cours actuels, pour recevoir un diplôme d'études collégiales⁶ imposerait un fardeau disproportionné aux étudiants cris, pour qui le français est habituellement la troisième langue. Cela prolongerait également la durée de leurs études collégiales et, surtout, compromettrait leur rendement scolaire ;
- d) prises ensemble, ces restrictions entraveraient l'accès des étudiants cris aux collèges anglophones du Québec. Elles nuiraient également à la capacité des étudiants cris de terminer avec succès leur programme d'études collégiales, et donc d'accéder aux programmes universitaires, et aux carrières, de leur choix ;
- e) ces restrictions obligerait en effet les étudiants cris à poursuivre des études supérieures à l'extérieur du Québec, une perte importante tant pour la Nation crie que pour le Québec ;
- f) ces restrictions compromettraient les efforts déployés par la Nation crie depuis de nombreuses années pour renforcer la capacité des jeunes Crie à assumer des postes techniques et professionnels d'une complexité et d'une responsabilité croissantes au service de la Nation crie;
- g) ces restrictions constituent donc une menace réelle au développement social, culturel, économique et politique de la Nation crie.

⁴ *Charte*, articles 88, 95.

⁵ Projet de loi n° 96, article 58, qui propose un nouvel article 88.0.12 de la *Charte*.

⁶ Projet de loi n° 96, article 58, qui propose un nouvel article 88.0.2 de la *Charte*, tel qu'amendé en commission le 23 février 2022.



5. La *Charte* prévoit déjà un mécanisme qui pourrait, moyennant un léger ajustement, répondre à ces préoccupations. L'article 97 habilite le gouvernement à fixer par règlement les cas, les conditions et les circonstances où un organisme mentionné à l'Annexe est autorisé à déroger à l'application d'une ou de plusieurs dispositions de la *Charte* à l'égard d'une personne qui réside ou a résidé sur les terres de la catégorie I des communautés cries d'Eeyou Istchee.
6. À l'heure actuelle, l'Annexe de la *Charte* ne comprend pas les établissements d'enseignement collégial. Une modification technique serait donc nécessaire pour inclure ces institutions dans l'Annexe.
7. Une fois cette modification en place, le gouvernement pourrait procéder, en consultation avec le Gouvernement de la nation crie, à l'élaboration d'un règlement afin de déterminer les conditions des exemptions nécessaires pour répondre aux enjeux décrits ci-dessus.
8. D'autres préoccupations existent également. Par exemple, le chapitre 18 de la CBJNQ consacre le droit issu de traité des Cris à une administration de la justice adaptée à leur culture, leur langue et leur mode de vie.⁷ Les Cris s'attendent donc à ce que les dispositions du Projet de loi 96 relatives à l'administration de la justice soient mises en œuvre dans le respect de la lettre et de l'esprit de la CBJNQ. Cela passera nécessairement par la nomination de juges à la Cour itinérante desservant les communautés cries capables de s'exprimer en anglais.

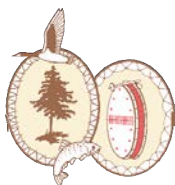
B. CONTEXTE

La CBJNQ et la *Paix des braves* ont permis aux Cris et au Québec de bâtir une solide relation de nation à nation caractérisée par la coopération, le partenariat et le respect mutuel. Ces Ententes, ainsi que l'*Entente Cris-Québec sur la gouvernance* de 2012, reconnaissent le droit à l'autonomie gouvernementale de la Nation crie et favorisent une plus grande autonomie et responsabilité des Cris pour notre développement.

Il faut noter d'emblée que la CBJNQ est un traité et un accord sur les revendications territoriales au sens des articles 25, 35 et 52 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.⁸ À ce titre, la CBJNQ, y compris les dispositions du chapitre 16 sur l'éducation des Cris et du chapitre 18 sur l'administration de la justice pour les Cris, a préséance sur toute autre loi, y compris la *Charte*, telle que modifiée par le Projet de loi 96, dans la mesure de tout conflit ou de toute incompatibilité.

⁷ CBJNQ, alinéas 18.0.7, 18.0.15, 18.0.17, 18.0.23, 18.0.36.

⁸ Annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada*, 1982, ch. 11 (R-U).



La CBJNQ et ses Ententes connexes constituent le fondement sur lequel les Cris et le Québec ont bâti un partenariat solide et durable. Elles nous ont permis de réaliser ensemble des avancées extraordinaires dans les domaines de la gouvernance locale et régionale, de la protection de l'environnement, des services de santé et des services sociaux, de l'éducation, de la justice, de la police et du développement économique et communautaire, et ce, au bénéfice tant des Cris d'Eeyou Istchee que du Québec dans son ensemble.

La Nation crie attache une grande importance à sa relation avec le Québec. Elle est au cœur du développement social, culturel, économique et politique tant des Cris que du Québec. C'est la reconnaissance par le Québec de l'importance stratégique de cette relation et du territoire traditionnel cri d'Eeyou Istchee (qui représente environ la moitié de la production hydroélectrique du Québec) qui a amené le Québec à conclure la CBJNQ et la *Paix des braves*.

C. LANGUE ET CULTURE CRIES – PREOCCUPATIONS ET DEFIS

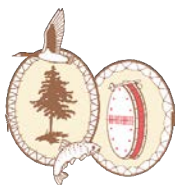
La Nation crie est disposée à appuyer l'objectif du Projet de loi 96 de protéger et de promouvoir l'usage du français au Québec, pourvu qu'il n'ait pas d'effets préjudiciables sur les droits des Cris, que ceux-ci soient issus de traité, ancestraux ou statutaires, et qu'il ne constitue pas une menace pour le développement social, culturel, économique et politique de la Nation crie. Le corollaire est que le Québec devrait, dans l'esprit de notre relation de Nation à Nation et de respect mutuel, soutenir le développement de la Nation crie, dans toutes ses dimensions, y compris son développement culturel, éducatif, social, économique et politique.

Nous comprenons les préoccupations du gouvernement quant aux défis auxquels fait face l'usage du français, la langue d'une minorité dans une Amérique du Nord à prédominance anglophone. Si nous comprenons ces préoccupations, c'est parce que nous les partageons pour notre propre langue crie, *iijiyuu ayimuun*.

Ces préoccupations linguistiques et culturelles de la Nation crie ne sont pas nouvelles. Au fil des ans, elles ont mené à des arrangements spéciaux dans le cadre du traité de la CBJNQ, notamment en ce qui concerne la prestation de services gouvernementaux, sanitaires, sociaux, éducatifs, judiciaires et policières en langue crie. Ces arrangements spéciaux en vertu de la CBJNQ sont reflétés, en partie, dans la *Charte*.⁹ Il est d'une importance fondamentale pour la Nation crie que rien dans le Projet de loi 96 ne vienne limiter ces arrangements spéciaux prévus par le traité et la *Charte* ou leur porter atteinte.

Ces préoccupations sont accentuées en ce moment de prise de conscience de l'histoire des relations autochtones-européennes au Canada. C'est une histoire de colonisation, de

⁹ Articles 88, 95-97.



déplacement, d'assimilation forcée et de pensionnats. La découverte au cours de la dernière année de plusieurs centaines de tombes d'enfants autochtones aux lieux d'anciens pensionnats a rouvert de vieilles blessures et aggravé la souffrance des peuples autochtones. La Commission de vérité et réconciliation a documenté une grande partie de cette histoire abusive.¹⁰ Pour sa part, la Commission Viens a reconnu l'existence d'une discrimination institutionnalisée envers les Autochtones dans la prestation de certains services publics au Québec.¹¹

Les préoccupations concernant la vitalité de la langue et de la culture crie demeurent très vives aujourd'hui. Elles ont incité le Gouvernement de la nation crie en 2019 à adopter le Projet de loi n° 1, *Loi sur la langue crie d'Eeyou Istchee*,¹² la toute première loi qu'il a adoptée après l'entrée en vigueur de l'*Entente sur la gouvernance de la Nation crie entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Canada* et de la *Constitution crie* par l'entremise d'une loi fédérale.¹³

La *Loi sur la langue crie* reconnaît la langue crie comme un élément clé de nos droits ancestraux et issus de traité protégés par la Constitution. La Loi elle-même et son adoption par le Gouvernement de la nation crie dans le cadre de l'exercice du droit à l'autodétermination sont conformes aux dispositions de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (DNUDPA) et sont protégés par celles-ci.¹⁴

Ces dispositions de la DNUDPA traitent, entre autres, du droit à l'autodétermination et des institutions autochtones, de l'interdiction de l'assimilation forcée, du droit de développer et de transmettre aux générations futures les langues et la culture autochtones, du mandat exigeant des États qu'ils prennent des mesures efficaces pour s'assurer que les peuples autochtones puissent comprendre et être compris dans les procédures judiciaires et administratives et du contrôle par les autochtones de leurs propres systèmes et établissements d'éducation.¹⁵

La Nation crie a participé activement à l'élaboration de la DNUDPA. Celle-ci reflète, en partie, le régime spécial de protection négocié par les Cris de nombreuses années auparavant dans le traité de la CBJNQ de 1975. La CBJNQ et les arrangements spéciaux prévus aux articles 88, 95 et 96 de la *Charte* anticipent d'une certaine manière les

¹⁰ <https://nctr.ca/documents/rapports/?lang=fr>.

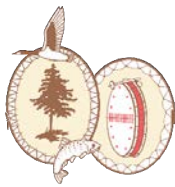
¹¹ https://www.cerp.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport/Rapport_final.pdf.

¹² <https://www.cngov.ca/wp-content/uploads/2019/09/cng-cree-language-act-final-sep-17-19.pdf>.

¹³ *Loi sur l'accord concernant la gouvernance de la nation crie d'Eeyou Istchee* (L.C. 2018, ch. 4, art. 1).

¹⁴ https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/wp-content/uploads/sites/19/2018/11/UNDRIP_F_web.pdf.

¹⁵ Adoptée par la résolution 61/295 de l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 septembre 2007; préambule, articles 3, 4, 5, 8, 13, 14 et 37.



dispositions de la DNUDPA. Ces instruments établissent des principes fondamentaux pour régir les relations de nation à nation, dont celles entre les Cris et le Québec.

La *Loi sur la langue crie* énonce un certain nombre de mesures, certaines obligatoires et d'autres collaboratives, pour protéger et promouvoir l'utilisation de la langue crie en Eeyou Istchee. Nous sommes fiers du succès que nos efforts depuis des décennies ont permis d'obtenir : la grande majorité des Eenu/Eeyou parlent le cri, tant à la maison qu'au travail.

Pour des raisons historiques, notamment la longue présence en Eeyou Istchee de la Compagnie de la Baie d'Hudson, des missionnaires anglicans et du gouvernement fédéral, l'anglais est la langue seconde de la plupart des Cris. Mais *iyyiyuu ayimuun* (le cri) demeure la langue dominante en Eeyou Istchee, une réalisation exceptionnelle compte tenu des pressions en faveur de l'assimilation au Canada.

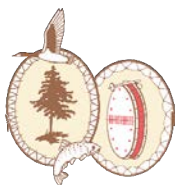
Les réunions du Conseil du Gouvernement de la nation crie et des conseils des Premières nations cries se déroulent presque entièrement en cri et sont diffusées en direct dans les communautés cries. Nos principales institutions cries, y compris la Commission scolaire crie et le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, étendent l'utilisation du cri comme langue tant de service aux clients cris que de travail pour leur personnel.

En tant que Grande chef de la Nation crie, j'ai pris un engagement spécial envers la Nation crie pour protéger notre langue et notre culture cries. Je n'épargnerai aucun effort pour travailler avec le Gouvernement de la nation crie, les Premières nations cries, nos institutions cries et le gouvernement du Québec afin de respecter cet engagement et de renforcer la vitalité de la langue et de la culture cries en Eeyou Istchee. Je vous invite à vous joindre à nous dans cet effort.

D. PREOCCUPATIONS

Passons maintenant à certaines préoccupations de la Nation crie par rapport au Projet de loi 96. Pour commencer, tout comme la langue française est au cœur de l'identité et de la culture des Québécois, les langues autochtones sont au cœur de l'identité et de la culture des nations autochtones du Québec. Il est donc surprenant que le Projet de loi 96 ne reconnaisse pas un statut spécial et officiel aux langues des Premières Nations et des Inuits du Québec en tant que ses premiers habitants. Le français et les langues autochtones du Québec font face à des défis similaires dans le contexte anglophone dominant de l'Amérique du Nord. Si le français nécessite une protection spéciale en droit, il en va de même pour les langues autochtones.

Il est vrai que la *Charte* énonce dans son préambule que « L'Assemblée nationale reconnaît aux Amérindiens et aux Inuit du Québec, descendants des premiers habitants du pays, le droit qu'ils ont de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine ».



La difficulté est que ni la *Charte* ni aucune autre loi du Québec ne prévoit les mécanismes pratiques, y compris le financement, pour aider les peuples autochtones du Québec à préserver et à développer leur langue et leur culture. Le Projet de loi 96 pourrait fournir l'occasion de remédier à cette omission.

1. Éducation

La *Charte* reconnaît, en partie, certains droits linguistiques spéciaux de la Nation crie. Par exemple, l'article 88 reconnaît le cri et l'anglais comme langues d'enseignement dans les écoles relevant de la compétence de la Commission scolaire crie, tout en prévoyant l'introduction du français comme langue d'enseignement. L'article 95 reconnaît le droit des bénéficiaires cris et des organismes cris d'utiliser le cri, ainsi que leur exemption de l'application de la *Charte* sur le territoire de la CBJNQ. L'article 96 reconnaît le droit des organismes cris de communiquer avec le gouvernement dans une langue autre que le français.

Ces dispositions et ces protections font partie de la *Charte* depuis son adoption initiale en 1977. Elles ont fait l'objet d'intenses négociations entre les Cris et le Québec, immédiatement après la conclusion de la CBJNQ de 1975 et sa loi de mise en œuvre, la *Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois* de 1976.¹⁶ Ces protections font donc partie d'un « ensemble » législatif, et le Projet de loi 96 devrait les renforcer et non leur porter atteinte.

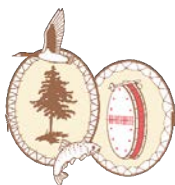
Dans sa forme actuelle, cependant, le Projet de loi 96 porterait atteinte aux protections laborieusement élaborées pour les Cris en matière d'éducation plutôt que de les renforcer. Cela entraverait vraisemblablement l'accès des Cris à l'éducation postsecondaire en érigeant de nouveaux obstacles et en limitant l'accès des étudiants cris aux collèges anglophones du Québec, et ce, de trois façons :

1. Le Projet de loi 96 impose une nouvelle exigence aux collèges anglophones d'accorder la priorité d'admission aux étudiants déclarés admissibles à recevoir l'enseignement en anglais.¹⁷ Cette exigence restreindrait vraisemblablement l'accès des étudiants cris aux collèges anglophones au Québec, puisque les étudiants cris ne possèdent généralement pas de déclaration d'admissibilité, étant donné leur droit statutaire en vertu de la *Charte*¹⁸ de recevoir l'enseignement en anglais, et qu'il n'existe aucun collège anglophone dans le Territoire de la CBJNQ.
2. Le Projet de loi 96 exige également que l'octroi d'un diplôme d'études collégiales soit conditionnel à la réussite d'un examen permettant d'évaluer les connaissances

¹⁶ L.Q. 1976, c. 46, maintenant refondu en tant que RLRQ, c. C-67.

¹⁷ Projet de loi n° 96, article 62, qui propose un nouvel article 88.3 de la *Charte*.

¹⁸ *Charte*, articles 88, 95.



de l'étudiant en français. Cette exigence ne s'applique pas aux étudiants qui ont reçu un enseignement collégial en anglais et qui ont été déclarés éligibles pour recevoir l'enseignement en anglais.¹⁹ La difficulté, comme mentionné plus haut, est que les étudiants cris ne possèdent généralement pas une telle déclaration d'admissibilité, compte tenu de leur admissibilité statutaire en vertu de la *Charte* à recevoir l'enseignement en anglais.

3. Un amendement adopté en commission le 23 février 2022 obligerait *tous* les étudiants des collèges anglophones à réussir un minimum de trois cours en français pour obtenir un diplôme d'études collégiales.²⁰ Comme l'a déclaré la Fédération des cégeps, cette restriction condamnerait à l'échec des milliers d'étudiants des collèges anglophones, dont des étudiants cris.²¹

Les médias ont récemment indiqué que le gouvernement est prêt à ajuster cette exigence de trois cours *en* français à trois cours *de* français.²² Un amendement formel est attendu sous peu. Ce développement est certainement le bienvenu. Néanmoins, il ne permettra pas de remédier entièrement au problème des étudiants cri du cégep.

Pour la grande majorité de ces étudiants, le français est leur troisième langue, après le cri et l'anglais, et ils doivent souvent suivre de trois à cinq cours de rattrapage en français avant d'entreprendre le programme d'études qu'ils ont choisi. Les obliger à réussir trois cours de français supplémentaires imposerait un fardeau disproportionné aux étudiants cris, allongerait la durée de leurs études collégiales et, surtout, compromettrait leur rendement scolaire.

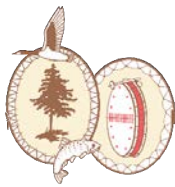
Ensemble, ces restrictions entraveraient l'accès des étudiants cris aux collèges anglophones du Québec, ainsi que leur capacité à terminer avec succès leur programme d'études collégiales et donc à accéder aux programmes universitaires et aux carrières de leur choix.

¹⁹ Projet de loi n° 96, article 58, qui propose un nouvel article 88.0.12 de la *Charte*.

²⁰ Projet de loi n° 96, article 58, qui propose un nouvel article 88.0.2 de la *Charte*, tel qu'amendé en commission le 23 février 2022.

²¹ "Crise sociale en vue, selon la Fédération des cégeps", *Le Devoir*, March 24, 2022 (<https://www.ledevoir.com/societe/education/690483/projet-de-loi-96-crise-sociale-en-vue-selon-la-federation-des-cegeps>).

²² <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2022-04-26/reforme-de-la-loi-101/quebec-pourrait-modifier-l-amendement-controverse-des-liberaux.php#>; <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1879223/reaction-amendement-projet-loi-96-outaouais-charte-langue-francaise-college-heritage?depuisRecherche=true>; <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/bill-96-french-second-language-cegep-course-requirement-1.6432351>.



Ces restrictions obligerait vraisemblablement les étudiants cris à poursuivre des études supérieures à l'extérieur du Québec, à un coût important et à grande perte tant pour la Nation crie que pour le Québec. Les droits des étudiants cris à l'admission prioritaire dans les collèges anglophones et à l'obtention d'un diplôme d'études collégiales sans avoir à passer l'examen de compétence en français, le tout sans avoir besoin d'une déclaration d'admissibilité, devraient donc être protégés. Les étudiants cris des collèges devraient également être exemptés de toute obligation de réussir trois cours de français supplémentaires dans les collèges.

2. Renforcement des capacités

Depuis la signature du traité de la CBJNQ en 1975, la Nation crie a investi d'énormes efforts pour développer la capacité de nos jeunes. Le Gouvernement de la nation crie, les Premières nations crie, la Commission scolaire crie et le Conseil cri de la santé et des services sociaux reconnaissent tous l'importance cruciale de permettre aux jeunes Crie de servir la Nation crie dans des postes techniques et professionnels d'une complexité et d'une responsabilité croissantes.

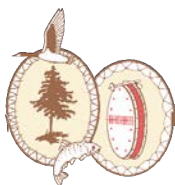
Un nombre disproportionné de ces postes sont actuellement occupés par des non-autochtones. Bien que leur contribution soit essentielle et très appréciée, il existe un large consensus sur le fait que les Crie devraient occuper une plus grande part de ces postes au fil du temps. Pour ce faire, davantage de Crie devront compléter des études collégiales et universitaires. Les restrictions proposées par le Projet de loi 96 décrites ci-dessus sont susceptibles de faire échouer cet objectif, menaçant ainsi le développement social, culturel, économique et politique de l'ensemble de la Nation crie.

3. Solution possible

La *Charte* prévoit déjà un mécanisme qui pourrait, moyennant un léger ajustement, répondre aux préoccupations exposées ci-dessus. L'article 97 habilite le gouvernement, par règlement, à fixer les cas, les conditions et les circonstances où un organisme mentionné à l'Annexe est autorisé à déroger à l'application d'une ou de plusieurs dispositions de la *Charte* à l'égard d'une personne qui réside ou a résidé sur les terres de la catégorie I des communautés crie d'Eeyou Istchee.

À l'heure actuelle, l'Annexe de la *Charte* n'inclut pas les établissements d'enseignement collégial. Une modification technique serait donc nécessaire pour inclure ces établissements dans l'Annexe.

Une fois cette modification en place, le gouvernement pourrait procéder, en consultation avec le Gouvernement de la nation crie, à l'élaboration d'un règlement afin de fixer les conditions des exemptions nécessaires pour répondre aux enjeux mentionnés ci-dessus.



4. Administration de la justice

Il existe également d'autres préoccupations. Par exemple, en matière d'administration de la justice, le Projet de loi 96 interdirait d'exiger que les juges et arbitres nommés par le Québec aient une connaissance d'une langue autre que le français. La seule exception serait si le ministre de la Justice et le ministre de la Langue française considèrent tous deux que l'exercice de cette charge requiert une telle connaissance et que tous les moyens raisonnables ont été pris pour éviter d'imposer une telle exigence.²³

Le principe sous-jacent et l'économie générale du chapitre 18 de la CBJNQ exigent un accès adéquat à la justice pour les Cris.²⁴ Ce principe exige que l'administration de la justice soit adaptée à la culture et à la réalité crie, et que les juges qui dirigent les instances judiciaires puissent communiquer directement avec les Cris, c'est-à-dire dans leur langue seconde, l'anglais.

Compte tenu de la réalité culturelle et linguistique des communautés crie, le gouvernement devrait se prévaloir du mécanisme prévu dans le nouvel article 12 de la *Charte* proposé pour s'assurer que les juges de la Cour itinérante desservant les communautés crie soient en mesure de parler anglais.

E. CONCLUSION

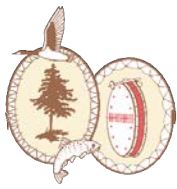
Tel qu'il est rédigé, le Projet de loi 96 semble tenir peu compte du contexte et de la réalité des Cris en Eeyou Istchee. Il ne semble pas non plus tenir compte des droits issus de traité des Cris en vertu de la CBJNQ ou des droits ancestraux des Cris, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Territoire de la CBJNQ. Dans sa forme actuelle, le Projet de loi 96 semble susceptible de porter atteinte aux droits des Cris et au développement social, culturel, économique et politique de la Nation crie.

À l'heure actuelle, les restrictions proposées quant aux droits des Cris en matière d'accès aux collèges anglophones sont particulièrement préoccupantes. Il s'agit d'une question urgente compte tenu de l'intention affichée du gouvernement d'adopter le Projet de loi 96 avant l'ajournement de l'Assemblée nationale en juin. Afin de répondre aux préoccupations relatives aux collèges anglophones, nous suggérons une modification technique à l'Annexe I pour ajouter les établissements d'enseignement collégial afin de les faire entrer dans le champ d'application de l'article 97 de la *Charte*.

Je demeure à votre disposition, monsieur le ministre, pour discuter plus en détail des enjeux soulevés dans cette lettre ainsi que des pistes de solution, le tout dans l'esprit de

²³ Projet de loi n° 96, article 5, qui propose les nouveaux articles 12 et 13 de la *Charte*.

²⁴ CBJNQ, paragraphes 18.0.7, 18.0.15, 18.0.17, 18.0.23, 18.0.36.



respect mutuel et de partenariat exprimé dans la CBJNQ et la *Paix des braves* et sous réserve des droits des Cris.

Meegwetch,

Mandy Gull-Masty
Grande chef/Présidente

c.c. Premier ministre François Legault
Ministre Ian Lafrenière, Secrétariat aux Affaires autochtones
Chefs cris
Dr Sarah Pash, Présidente, Commission scolaire crie
Bertie Wapachee, Président, Conseil cri de la santé et des services sociaux de la
Baie James

PAR COURRIEL

Le 17 mai 2022

Monsieur Ghislain Picard
communications@apnql.com
Chef
Association des Premières Nations Québec-Labrador
250, place Chef Michel Laveau, bureau 201
Wendake (Québec) G0A 4V0

Madame Kahsennenhawe Sky-Deer
Samantha.montour@mck.ca
Grand Chef
Kahnawake
Conseil Mohawk de Kahnawà:ke
Case postale 720
Kahnawake (Québec) J0L 1B0

Monsieur John Martin
John.martin@gesgapegiag.ca
Chef
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag
Case postale 1280
Maria (Québec) G0C 1Y0

Madame la Grand Chef,
Messieurs les Chefs,

La présente correspondance fait suite à la rencontre qui s'est tenu le vendredi 13 mai dernier au cours de laquelle nous avons pu échanger sur le projet de loi n° 96 ainsi que sur les préoccupations que ce projet de loi suscite chez certaines communautés autochtones.

À cet égard, vous trouverez en annexe un document reprenant quelques sujets abordés lors de cette rencontre permettant de rectifier certains éléments circulant présentement concernant le projet de loi n° 96.

...2

Nous réitérons que ce projet de loi a été élaboré de sorte qu'aucune de ses dispositions ne contrevienne au droit des Premières Nations et des Inuit d'assurer le maintien et le développement de leurs langues et cultures traditionnelles, tel que le reconnaît d'ailleurs la *Charte de la langue française* depuis 1977.

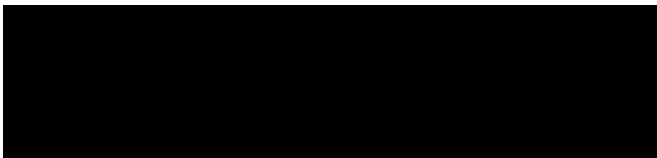
Plus largement, dans l'ensemble des secteurs d'intervention de l'État québécois, les modifications apportées par le projet de loi 96 maintiennent un statu quo à l'endroit des Autochtones et prévoient plusieurs mécanismes qui permettent à l'Administration de moduler ses interventions en regard des diverses réalités autochtones.

Comme nous l'écrivions dans notre lettre du 12 avril adressée à M. Picard, nous sommes persuadés qu'il n'y a pas d'opposition entre la promotion et la valorisation de la langue française et la protection et le développement des langues autochtones : les deux sont possibles et nécessaires.

Enfin, tel que mentionné lors de la rencontre, nous nous assurerons de répondre à toute question supplémentaire que vous pourriez nous transmettre quant au projet de loi n° 96.

Nous vous prions d'agréer nos salutations distinguées.

Le ministre de la Justice et
ministre responsable de la Langue française,



SIMON JOLIN-BARRETTE

p. j. Annexe

PRÉOCCUPATIONS DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES À L'ÉGARD DU PROJET DE LOI 96

Le projet de loi a été élaboré de sorte qu'aucune de ses dispositions ne contrevienne au droit des Premières Nations et des Inuit d'assurer le maintien et le développement de leurs langues et cultures traditionnelles, tel que le reconnaît la *Charte de la langue française* (Charte) depuis 1977 dans son Préambule (amendé) :

L'Assemblée nationale reconnaît aux Premières nations et aux Inuit au Québec, descendants des premiers habitants du pays, le droit qu'ils ont de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine.

Plus largement, dans l'ensemble des secteurs d'intervention de l'État, la Charte et les modifications apportées par le projet de loi n° 96 maintiennent un statu quo à l'endroit des enjeux linguistiques relatifs aux Autochtones et prévoient plusieurs mécanismes qui permettent à l'Administration de moduler ses interventions en regard des diverses réalités autochtones.

L'affirmation du français au Québec et la relation de nation à nation que nous construisons avec les nations autochtones du Québec ne sont pas en contradiction. Il n'y a pas d'opposition entre la promotion et la valorisation de la langue française et la protection et le développement des langues autochtones : les deux sont possibles et nécessaires.

1. Accès aux soins de santé et ordres professionnels

Contrairement à ce qui est véhiculé, le projet de loi 96 ne modifie aucun des principes ou droits prévus dans la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

Le projet de loi 96 prévoit que les soins de santé et les services sociaux continueront à être offerts dans le cadre des droits prévus à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, et ce, à toute personne d'expression anglaise.

Afin de lever toute ambiguïté à cet égard, un amendement a été apporté au projet de loi n° 96. Ainsi, le paragraphe 7 de l'article 22.5 de la Charte prévoit expressément que les dispositions de cette Charte n'ont pas pour effet d'empêcher l'utilisation d'une autre langue que le français pour l'application de l'article 15 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

2. Ordres professionnels

En ce qui a trait aux services offerts par les membres des ordres professionnels, l'obligation pour tout membre de posséder une connaissance du français appropriée à l'exercice de sa profession était déjà prévue à l'article 35 de la Charte.

Un amendement a par ailleurs été apporté par le projet de loi n° 96 au deuxième alinéa de l'article 97 de la Charte afin de permettre au gouvernement d'adopter un règlement autorisant, dans certaines circonstances, un ordre professionnel à déroger à l'article 35 de cette Charte à l'égard de professionnels qui ne résident pas au Québec.

3. Éducation et enseignement supérieur

En ce qui concerne l'enseignement primaire et secondaire, le projet de loi n° 96 n'apporte aucune modification touchant les communautés autochtones. Les exemptions qui y sont prévues en ce qui a trait à l'usage des langues autochtones et de l'inuktitut dans l'enseignement [art. 87 et 88] ainsi que celles relatives aux réserves indiennes [art. 97] sont maintenues.

Au niveau collégial, l'étudiant autochtone bénéficiant du statut d'ayant droit qui fréquente un cégep anglophone pourra être exempté de l'épreuve uniforme de français [art. 88.0.12 de la Charte]. Il pourra par ailleurs bénéficier de la priorisation qui sera accordée aux ayants droit en regard de l'admissibilité dans les cégeps anglophones [art. 88.2, par. 8 de la Charte].

En ce qui a trait aux exigences relatives à la connaissance du français pour la diplomation des étudiants qui fréquentent le réseau scolaire collégial, un amendement visant à faire en sorte que les ayants droit puissent substituer les exigences relatives à la réussite de trois cours en français par la réussite de trois cours de français a été déposé. Les étudiants autochtones bénéficiant de ce statut pourront donc choisir de suivre trois cours de plus de français, à leur niveau, plutôt que de suivre trois cours en français.

Nous réitérons que la réussite éducative des jeunes autochtones est une question de première importance pour le gouvernement. D'ailleurs, le gouvernement a annoncé en novembre 2021 un investissement de 19,4 M\$ pour la réussite et la persévérance des élèves autochtones et travaille à cette fin avec la Table sur la réussite éducative des élèves Inuit et des Premières Nations.

4. Accès à la justice

La loi ne vise en aucun cas à retirer quelque droit que ce soit en matière de droits linguistiques constitutionnels, en matière de législation et de justice. Toute personne pourra par ailleurs continuer de s'adresser en français ou en anglais devant les tribunaux.

5. Pouvoirs d'inspection et d'enquête de l'Office québécois de la langue française

Dans un premier temps, il importe de souligner que l'OQLF ne fait actuellement pas de fouilles, de perquisitions, ni de saisies et que le nouvel article ne le permet pas plus.

L'Office a des pouvoirs d'enquête et d'inspection qui rejoignent ceux d'autres entités, telles que la *Régie de l'assurance maladie* par exemple. En outre, précisons que ces inspections peuvent uniquement avoir lieu dans les endroits où s'exerce une activité régie par la Charte.

Québec, le 23 mars 2023

Madame Sarah Aloupa
Présidente de Kativik Ilisarniliriniq
Monsieur Pita Aatami
Président de la Société Makivik
Kativik Ilisarniliriniq
Société Makivik
Case postale 179
Kuukkuaq (Québec) J0M 1C0

Madame la Présidente,
Monsieur le Président,

Le 6 décembre 2022, vous avez écrit au premier ministre, M. François Legault, afin d'exposer vos préoccupations au sujet de l'application de la Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français. Le premier ministre nous a confié le soin de vous répondre.

Nous désirons d'abord vous assurer que nous sommes sensibles aux défis auxquels font face les élèves et étudiants Inuit en ce qui a trait à leur réussite scolaire et à leur accès à l'enseignement supérieur et nous sommes attentifs aux enjeux d'ordre linguistiques en matière d'enseignement collégial posés par les récentes modifications à la Charte de langue française.

Ainsi, un comité interministériel s'est vu confier le mandat d'examiner plus spécifiquement la question de l'admissibilité des élèves autochtones à l'enseignement en anglais en vertu de la Charte de la langue française et, conséquemment, celle des exceptions et exemptions liées à cette admissibilité au collégial.

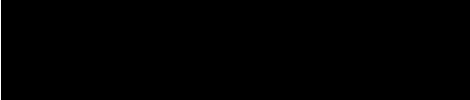
En marge des travaux menés par ce comité, une rencontre à laquelle participaient, entre autres, des représentants de cégeps anglophones et francophones ainsi que de divers organismes autochtones s'est tenue le 21 novembre 2022. Cette rencontre a permis aux organismes représentés, dont la commission scolaire Kativik Ilisarniliriniq, d'exprimer plus avant leurs préoccupations et positions à l'égard des enjeux d'ordre linguistique posés par les récentes modifications à la Charte de la langue française en matière d'enseignement collégial.

... 2

Considérant la situation unique des étudiants autochtones, le gouvernement du Québec verra à adopter les mesures qui s'imposent, notamment par la voie réglementaire, afin qu'un étudiant qui réside ou a résidé dans les territoires visés à l'article 97 de la Charte de la langue française soit réputé satisfaire aux exigences de connaissance suffisante du français pour obtenir une attestation d'études collégiales. Des mesures sont également envisagées afin qu'un tel étudiant puisse être exempté de l'épreuve uniforme de français pour obtenir un diplôme d'études collégiales, dès lors il a reçu pendant six années lors de son parcours scolaire primaire et secondaire son enseignement en anglais ou en anglais et en langue autochtone. S'agissant des préoccupations que vous avez exprimées à l'égard des dispositions de la Charte de la langue française qui requièrent la réussite d'un minimum de trois cours donnés en français ou de français pour l'obtention d'un diplôme d'études collégiales, des réflexions sont toujours en cours.

Nous tenons à réitérer l'importance que nous accordons aux droits des peuples autochtones, dont celui de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine et qui est reconnu par le préambule de la Charte de la langue française. Nous sommes soucieux de nous assurer que la volonté de faire du français la langue officielle et commune du Québec, portée par la Charte de la langue française, continue de s'inscrire dans le respect des nations et des langues autochtones.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, Monsieur le Président, nos salutations distinguées.



Jean-François Roberge
Ministre

c. c. : Mme Pascale Déry, ministre de l'Enseignement supérieur

March 23, 2023

Sarah Aloupa
President of Kativik Ilisarniliriniq
Pita Aatami
President of the Makivvik Corporation
Kativik Ilisarniliriniq
Makivvik Corporation
P.O. Box 179
Kuukkuaq, Québec J0M 1C0

Dear Ms. Aloupa,
Dear Mr. Aatami,

We are writing to you today on behalf of Prime Minister François Legault, in response to your December 6, 2022, message to the Prime Minister expressing your concerns about the enforcement of *An Act respecting French, the official and common language of Québec*.

First, we would like to assure you that we are sensitive to the challenges Inuit students are facing when it comes to academic success and access to higher education, and that we are attentive to the language issues in college education raised by the recent amendments to the *Charter of the French Language*.

An interdepartmental committee has been tasked with more closely reviewing the eligibility of Indigenous students for English-language education under the *Charter of the French Language*, and will therefore also be looking into college eligibility exceptions and exemptions.

In addition to the work done by this committee, a meeting was held on November 21, 2022, with representatives from English-language and French-language CEGEPs and various Indigenous organizations in attendance. At this meeting, the organizations, including the Kativik Ilisarniliriniq School Board, were able to further express their concerns and positions regarding the language issues raised by recent amendments to the *Charter of the French Language* on college education.

Given the unique situation of Indigenous students, the Québec government will be ensuring that appropriate measures are taken, including passing regulations, so that students who reside or has resided in the areas referred to in section 97 of the *Charter of the French Language* will be deemed to have satisfied the requirements for sufficient knowledge of French needed to receive an Attestation of College Studies. Measures are being considered that will allow students who reside in the aforementioned areas to be exempted from the French Exit Exam after they have done six years of primary and secondary school education in English, or in English and an Indigenous language. As for the concerns that you expressed regarding the provisions of the *Charter of the French Language* that require a student to

successfully complete at least three French courses or three courses given in French to receive a Diploma of College Studies, discussions are currently ongoing.

We would like to emphasize the importance that we place on Indigenous rights, including the right of Indigenous people to preserve and develop their original language and culture, recognized in the preamble to the *Charter of the French Language*. We are striving to make sure that our commitment to making French the official and common language of Québec, as per the *Charter of the French Language*, remains respectful of Indigenous nations and languages.

Sincerely,

French original signed by

Jean-François Roberge
Ministre

Cc.: Ms. Pascale Déry, ministre de l'Enseignement supérieur

STRENGTH

PEACE

UNITY

Mohawk Council of Kahnawake



P.O. Box 720
Kahnawake Mohawk Territory J0L 1B0
OFFICE OF THE COUNCIL OF CHIEFS

Tel.: (450)632-7500
Fax: (450)638-5958
Website: www.kahnawake.com

SENT BY EMAIL AND MAIL

15, Ohiarí:ha/June 2022

The Honourable François Legault
Premier of Quebec
Ministère du Conseil exécutif
Honoré-Mercier Building
835 René-Lévesque Boulevard East 3rd Floor
Quebec City, Quebec
G1A 1B4

Re: Position of the Kanien'kehá:ka of Kahnawà:ke regarding the passage of Bill 96

Dear Premier,

On behalf of the Mohawk Council of Kahnawà:ke ("MCK"), I provide you formal notice of our community's position concerning your governments passage of Bill 96, *An Act respecting French, the official and common language of Quebec*, and our respective demands concerning its impending application and implementation.

On May 13th, 2022, I, alongside Regional Chief Ghislain Picard of the Assembly of First Nations Quebec-Labrador, and Chief John Martin of Gesgapegiag, met with Minister Jolin-Barrette and Minister Lafreniere to articulate, and explore resolve, of our concerns regarding Bill 96. However, despite strong efforts on our part, the concerns we expressed and solutions sought remained highly ignored and the meeting failed to produce any concrete resolve to our concerns.

On May 17th, 2022, our Council sent a letter to Minister Jolin-Barrette and Minister Lafreniere reiterating our concerns and calling for a withdrawal of the proposed legislation in exchange for proper engagement with Indigenous Peoples to adequately address our concerns. To our dismay, not only did the sponsoring Minister not comply with our request, he failed to simply even acknowledge our letter.

Following the passage of Bill 96 by the National Assembly on May 24th, we have witnessed several public statements and advertisements issued by the government of Quebec, characterizing concerns raised regarding the legislation as "falsehoods". I am compelled to bring to your attention, that we took offence at such actions. We have no choice but to interpret such statements as being a targeted response to concerns raised by the MCK and other Indigenous communities. We are appalled that the Quebec government would go to such extremes to characterize our legitimate concerns as "falsehoods", as if our concerns were ignorant, erroneous or over-exaggerated. It is simply disheartening and tremendously threatening to face such libel, particularly when we are seriously and reasonably aiming to raise concern with legislative actions of Quebec that will, in no uncertain terms, have real and detrimental impacts on our community, its members, and our institutions.

Throughout the latter stages of the legislative development of Bill 96, our community has held a series of community meetings to develop positions on the matter. This grassroots mobilization has not ceased and our community continues to meet regularly on this matter. The MCK will continue to advance and focus its actions in accordance with our community's collective direction.

In recent community meetings, much deliberation has taken place on varying aspects related to the legislation, and one matter has been certain for Kahnawà:ke. Bill 96 has only been the latest action to worsen an already vicious situation with the imposition of French, a colonial language to our community, on the community, its members and institutions. The MCK attempted to seek resolve by proposing actions to avoid the worsening of this situation, and was overtly ignored.

In the wake of the passage of Bill 96, the community of Kahnawà:ke is considering seriously, the unfortunate experiences and lack of regard that Quebec had taken in considering our interests throughout your government's legislative process. These experiences, coupled with decades of damage resulting from the application of Quebec's *Charter of the French Language* ("French Charter") on Indigenous Nations, has led to a reformed community position on the matter: the application of Quebec's French Charter must not be applied, in any degree, to Indigenous Nations.

If Quebec is serious about taking a respectful approach to protecting the French language, while considering the interests of Indigenous Nations in the preservation of our own languages and cultures, then creating a real and meaningful space for our languages to co-exist as opposed to language being imposed onto another, is the real and lasting solution. As such, the Kanien'kehá:ka of Kahnawà:ke demand that the government of Quebec make an immediate public commitment to remove the application of Quebec's French Charter upon Indigenous Peoples, communities and institutions, prior to June 21st, 2022.

As a Peoples who are working diligently toward the preservation and protection of our own language, Kanien'kéha, which is in a far more tenable and vulnerable state than French, the Kanien'kehá:ka of Kahnawà:ke recognize the tremendous importance of this matter. However, we also recognize that it is time for governments to abandon colonial and oppressive tactics. It is the right and responsible thing to instead opt for actions which facilitate our peaceful co-existence. It is prudent that the government of Quebec act in such a manner as to promote that peaceful co-existence.

We fully expect to hear a response from your office before June 24th, 2022.

**ON BEHALF OF THE OFFICE OF THE COUNCIL OF CHIEFS
MOHAWK COUNCIL OF KAHNWA:KE**


Øhen:ton I:iente ne Ratitsenhahenhs Kahsennenhawé Sky-Deer

Cc: National Chief Roseanne Archibald, Assembly of First Nations
Regional Chief Ghislain Picard, Assembly of First Nations Quebec-Labrador
Chiefs, Assembly of First Nations Quebec-Labrador
Prime Minister Justin Trudeau, Government of Canada
Minister Marc Miller, Crown-Indigenous Relations
Dominique Anglade, Quebec Liberal Party, Leader of the Official Opposition
Gabriel Nadeau-Dubois, Québec solidaire, Québec solidaire, Leader of the Second Opposition Group
Paul St-Pierre Plamondon, leader of the Parti Québécois
Claire Samson, MNA Conservative party of Quebec

PAR COURRIEL

Le 17 mai 2022

Monsieur Ghislain Picard
communications@apnql.com
Chef
Association des Premières Nations Québec-Labrador
250, place Chef Michel Laveau, bureau 201
Wendake (Québec) G0A 4V0

Madame Kahsennenhawe Sky-Deer
Samantha.montour@mck.ca
Grand Chef
Kahnawake
Conseil Mohawk de Kahnawà:ke
Case postale 720
Kahnawake (Québec) J0L 1B0

Monsieur John Martin
John.martin@gesgapegiag.ca
Chef
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag
Case postale 1280
Maria (Québec) G0C 1Y0

Madame la Grand Chef,
Messieurs les Chefs,

La présente correspondance fait suite à la rencontre qui s'est tenu le vendredi 13 mai dernier au cours de laquelle nous avons pu échanger sur le projet de loi n° 96 ainsi que sur les préoccupations que ce projet de loi suscite chez certaines communautés autochtones.

À cet égard, vous trouverez en annexe un document reprenant quelques sujets abordés lors de cette rencontre permettant de rectifier certains éléments circulant présentement concernant le projet de loi n° 96.

...2

Nous réitérons que ce projet de loi a été élaboré de sorte qu'aucune de ses dispositions ne contrevienne au droit des Premières Nations et des Inuit d'assurer le maintien et le développement de leurs langues et cultures traditionnelles, tel que le reconnaît d'ailleurs la *Charte de la langue française* depuis 1977.

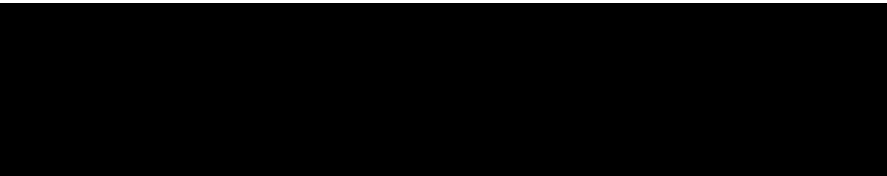
Plus largement, dans l'ensemble des secteurs d'intervention de l'État québécois, les modifications apportées par le projet de loi 96 maintiennent un statu quo à l'endroit des Autochtones et prévoient plusieurs mécanismes qui permettent à l'Administration de moduler ses interventions en regard des diverses réalités autochtones.

Comme nous l'écrivions dans notre lettre du 12 avril adressée à M. Picard, nous sommes persuadés qu'il n'y a pas d'opposition entre la promotion et la valorisation de la langue française et la protection et le développement des langues autochtones : les deux sont possibles et nécessaires.

Enfin, tel que mentionné lors de la rencontre, nous nous assurerons de répondre à toute question supplémentaire que vous pourriez nous transmettre quant au projet de loi n° 96.

Nous vous prions d'agréer nos salutations distinguées.

Le ministre de la Justice et
ministre responsable de la Langue française,



SIMON JOLIN-BARRETTE

p. j. Annexe

Dear Grand Chief,
Dear Chiefs,

This letter follows the Friday, May 13 meeting in which we discussed Bill 96 and the concerns it raises in some Indigenous communities.

Attached you will find a document addressing a few of the issues discussed at the meeting and correcting certain existing beliefs about Bill 96.

We want to emphasize that Bill 96 was drafted such that none of its provisions contravene the right of the First Nations and the Inuit to preserve and develop their traditional languages and cultures as enshrined since 1977 in the *Charter of the French language*.

More broadly, in all areas of the State's intervention, the amendments brought by Bill 96 maintain the status quo with respect to Indigenous people and provide several mechanisms enabling the civil administration to adjust its interventions based on Indigenous realities.

As noted in our April 12 letter to Mr. Picard, we are confident that there is no contradiction between promoting and enhancing the French language and protecting and developing Indigenous languages: both are possible and necessary.

Finally, as mentioned during the meeting, we are happy to answer any further questions you may have regarding Bill 96.

Sincerely,

Minister of Justice and
Minister Responsible for the French Language

SIMON JOLIN-BARRETTE

PRÉOCCUPATIONS DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES À L'ÉGARD DU PROJET DE LOI 96

Le projet de loi a été élaboré de sorte qu'aucune de ses dispositions ne contrevienne au droit des Premières Nations et des Inuit d'assurer le maintien et le développement de leurs langues et cultures traditionnelles, tel que le reconnaît la *Charte de la langue française* (Charte) depuis 1977 dans son Préambule (amendé) :

L'Assemblée nationale reconnaît aux Premières nations et aux Inuit au Québec, descendants des premiers habitants du pays, le droit qu'ils ont de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine.

Plus largement, dans l'ensemble des secteurs d'intervention de l'État, la Charte et les modifications apportées par le projet de loi n° 96 maintiennent un statu quo à l'endroit des enjeux linguistiques relatifs aux Autochtones et prévoient plusieurs mécanismes qui permettent à l'Administration de moduler ses interventions en regard des diverses réalités autochtones.

L'affirmation du français au Québec et la relation de nation à nation que nous construisons avec les nations autochtones du Québec ne sont pas en contradiction. Il n'y a pas d'opposition entre la promotion et la valorisation de la langue française et la protection et le développement des langues autochtones : les deux sont possibles et nécessaires.

1. Accès aux soins de santé

Contrairement à ce qui est véhiculé, le projet de loi 96 ne modifie aucun des principes ou droits prévus dans la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

Le projet de loi 96 prévoit que les soins de santé et les services sociaux continueront à être offerts dans le cadre des droits prévus à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, et ce, à toute personne d'expression anglaise.

Afin de lever toute ambiguïté à cet égard, un amendement a été apporté au projet de loi n° 96. Ainsi, le paragraphe 7 de l'article 22.5 de la Charte prévoit expressément que les dispositions de cette Charte n'ont pas pour effet d'empêcher l'utilisation d'une autre langue que le français pour l'application de l'article 15 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

2. Ordres professionnels

En ce qui a trait aux services offerts par les membres des ordres professionnels, l'obligation pour tout membre de posséder une connaissance du français appropriée à l'exercice de sa profession était déjà prévue à l'article 35 de la Charte.

Un amendement a par ailleurs été apporté par le projet de loi n° 96 au deuxième alinéa de l'article 97 de la Charte afin de permettre au gouvernement d'adopter un règlement autorisant, dans certaines circonstances, un ordre professionnel à déroger à l'article 35 de cette Charte à l'égard de professionnels qui ne résident pas au Québec.

3. Éducation et enseignement supérieur

En ce qui concerne l'enseignement primaire et secondaire, le projet de loi n° 96 n'apporte aucune modification touchant les communautés autochtones. Les exemptions qui y sont prévues en ce qui a trait à l'usage des langues autochtones et de l'inuktitut dans l'enseignement [art. 87 et 88] ainsi que celles relatives aux réserves indiennes [art. 97] sont maintenues.

Au niveau collégial, l'étudiant autochtone bénéficiant du statut d'ayant droit qui fréquente un cégep anglophone pourra être exempté de l'épreuve uniforme de français [art. 88.0.12 de la Charte]. Il pourra par ailleurs bénéficier de la priorisation qui sera accordée aux ayants droit en regard de l'admissibilité dans les cégeps anglophones [art. 88.2, par. 8 de la Charte].

En ce qui a trait aux exigences relatives à la connaissance du français pour la diplomation des étudiants qui fréquentent le réseau scolaire collégial, un amendement visant à faire en sorte que les ayants droit puissent substituer les exigences relatives à la réussite de trois cours en français par la réussite de trois cours de français a été déposé. Les étudiants autochtones bénéficiant de ce statut pourront donc choisir de suivre trois cours de plus de français, à leur niveau, plutôt que de suivre trois cours en français.

Nous réitérons que la réussite éducative des jeunes autochtones est une question de première importance pour le gouvernement. D'ailleurs, le gouvernement a annoncé en novembre 2021 un investissement de 19,4 M\$ pour la réussite et la persévérance des élèves autochtones et travaille à cette fin avec la Table sur la réussite éducative des élèves Inuit et des Premières Nations.

4. Accès à la justice

La loi ne vise en aucun cas à retirer quelque droit que ce soit en matière de droits linguistiques constitutionnels, en matière de législation et de justice. Toute personne pourra par ailleurs continuer de s'adresser en français ou en anglais devant les tribunaux.

5. Pouvoirs d'inspection et d'enquête de l'Office québécois de la langue française

Dans un premier temps, il importe de souligner que l'OQLF ne fait actuellement pas de fouilles, de perquisitions, ni de saisies et que le nouvel article ne le permet pas plus.

L'Office a des pouvoirs d'enquête et d'inspection qui rejoignent ceux d'autres entités, telles que la *Régie de l'assurance maladie* par exemple. En outre, précisons que ces inspections peuvent uniquement avoir lieu dans les endroits où s'exerce une activité régie par la Charte.

Québec, le 21 août 2023

Madame la Grande Cheffe Kahsennenhawe Sky-Deer
Conseil des Mohawks de Kahnawake
Bureau du conseil des chefs
Case postale 720
Kahnawake (Québec) J0L 1B0

Objet : Réponse à votre lettre du 29 juin 2023

Madame la Grande Cheffe,

Le 29 juin 2023, vous avez transmis une lettre au premier ministre, M. François Legault, ainsi qu'au ministre de la Justice, M. Simon Jolin-Barrette, relativement à la *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français*, ainsi qu'à la *Charte de la langue française* et à l'un de ses règlements d'application. À titre de ministre responsable de l'application de cette charte, il me revient de vous répondre.

Je tiens d'abord à vous assurer que j'ai prêté attention à l'ensemble de vos commentaires et préoccupations. À cet égard, je suis sensible aux défis auxquels font face les élèves des Premières Nations, particulièrement en ce qui a trait à leur réussite scolaire et à leur accès à l'enseignement supérieur.

C'est en tenant compte notamment de ces défis que le *Règlement concernant les exigences de connaissance du français nécessaires pour la délivrance d'une attestation d'études collégiales*, entré en vigueur le 27 juillet 2023, et que le projet de règlement autorisant le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie à déroger à l'application de l'article 88.0.17 de la *Charte de la langue française*, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 17 mai 2023, ont été élaborés.

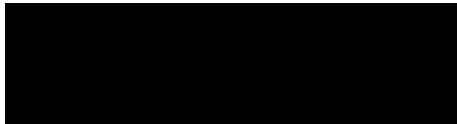
En ce qui concerne le *Règlement sur la langue d'enseignement des enfants qui résident ou ont résidé dans une réserve indienne*, il a été édicté en 1984 et n'a connu aucune modification depuis 1993. Il permet à un organisme scolaire de déroger à certaines dispositions de la *Charte de la langue française* afin que les enfants qui ont reçu leur enseignement en anglais ou dans une langue autochtone dans les territoires visés puissent poursuivre cet enseignement en anglais s'ils quittent le territoire.

... 2

Ces diverses mesures ont été conçues en considération de la situation particulière des étudiants autochtones. Elles visent à répondre aux enjeux d'ordre linguistique qui sont posés en matière d'enseignement, notamment à l'égard des élèves des Premières Nations, et plus particulièrement dans le cadre des modifications qui ont été apportées à la *Charte de langue française* en 2022.

À cet égard, je demeure soucieux de m'assurer que la volonté de faire du français la langue officielle et commune du Québec, portée par la *Charte de la langue française*, s'inscrive dans le respect des nations et des langues autochtones. C'est pourquoi les réflexions visant à concilier au mieux ces objectifs se poursuivent et je souhaite que le dialogue demeure ouvert.

Veuillez agréer, Madame la Grande Cheffe, nos salutations distinguées.



Jean-François Roberge
Ministre

Cc : M. François Legault, premier ministre du Québec
M. Simon Jolin Barrette, ministre de la Justice
M. Ghislain Picard, chef de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador
M. Gabriel Nadeau-Dubois, chef du deuxième groupe d'opposition
M. Paul St-Pierre Plamondon, chef du troisième groupe d'opposition

STRENGTH

PEACE

UNITY

Mohawk Council of Kahnawake



**P.O. Box 720
Kahnawake Mohawk Territory J0L 1B0
OFFICE OF THE COUNCIL OF CHIEFS**

**Tel.: (450)632-7500
Fax: (450)638-5958
Website: www.kahnawake.com**

29, Ohiari:ha/June 2023

The Honourable François Legault
Premier of Quebec
Ministère du Conseil exécutif
Honoré-Mercier Building
835 René-Lévesque Boulevard East 3rd Floor
Quebec City, Quebec
G1A 1B4

Mr. Simon Jolin-Barrette
Department of Justice
Louis-Philippe-Pigeon Building
1200 Church Road
9th floor
Quebec City, Quebec G1V 4M1

Re : *Kahnawà:ke's position on Quebec's Regulation Respecting the language of instruction of children residing on "Indian reserves" and An Act Respecting French, the official and common language of Quebec*

Wa'tkonnonhwerá:ton (Greetings) Premier and Mr. Jolin-Barrette,

It has come to our attention that Quebec recently enacted the *Regulation Respecting the language of instruction of children residing on Indian reserves* (the "Regulation") without informing or consulting the Mohawk Council of Kahnawà:ke ("MCK"), despite our extensive discussions with Quebec over the Bill 96 amendments and Quebec's verbal promises to continue to work with us to ensure there would be no negative impacts on our people. Moreover, in your letter of June 30, 2022, you stated that Quebec remained open to dialogue concerning the implementation of Bill 96 and that you proposed establishing a channel to discuss our concerns and propose appropriate actions in order to find a mutually satisfactory solution. Despite these assurances, one of the impacts that we had addressed in detail was that of the new requirements for CEGEP students, has been inadequately addressed unilaterally by Quebec without even informing the MCK.

It must be emphasized that we had urged Quebec in our meetings, discussions and in our letter of May 19, 2021 to Mr. Jolin-Barrette and Mr. Lafreniere, not to pass Bill 96, *An Act respecting French, the official and common language of Quebec*, before having engaged in meaningful discussions with First Nations to ensure that any French language law would respect First Nations' interests and realities. We went

to great lengths to explain the ways in which this legislation would perpetuate and reinforce barriers and, in some areas such as education, erect new ones.

In our letter of May 19, 2022, we had also warned that a piecemeal approach to addressing our concerns would not suffice. We were clear in our communication that it has been well documented that the *Charter of the French Language* (“French Charter”) has had a negative impact on First Nations Peoples and that the only solution is to exempt its entire application to all First Nations Peoples. Yet, despite our efforts to educate Quebec on its legal, moral and ethical obligations towards First Nations, it proceeded to pass Bill 96 and has now enacted piecemeal exemptions through a regulation that we have never been consulted on or informed of.

Considering our engagement in Bill 96, as well as the fact that this Regulation directly impacts our people, it is difficult to interpret the enactment of such a regulation without any consultation, let alone communication as to its enactment, as anything but a strategic or paternalistic attempt to shield itself from legal challenges and not a genuine attempt to address infringements to our rights. The United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples (“UNDRIP”) explicitly addresses such actions in article 19 which states:

States shall consult and cooperate in good faith with the indigenous peoples concerned through their own representative institutions in order to obtain their free, prior and informed consent before adopting and implementing legislative or administrative measures that may affect them.

Having not consulted with us, the resulting regulation is unjustifiably narrow as it will not apply to many First Nations students, therefore not remedying the infringements to our rights. In fact, taking this approach reveals the ongoing ignorance and racism of the Quebec government. Quite frankly, Quebec must understand our position that it does not have the authority or jurisdiction to implement this Regulation on our First Nations students. Requiring a student to reside or have resided on reserve, with criteria for residency that has not yet been explained, fails to take into consideration the various reasons that a child may have resided off reserve. These include, but are not limited to, housing shortages, issues of health, as well as social and economic reasons. In addition, it must be noted that many First Nations students are affected by the numerous historical injustices in which First Nations Peoples were subjected to forced removal from the reserve over several generations, including all the First Nations children (aged-out, current and future) in foster care.

Furthermore, the requirement to live on reserve highlights the failure of the Quebec government to understand the complexity and nuances of First Nations’ laws and traditions in individual communities. For example, in Kahnawà:ke the *Kahnawà:ke Residency Law*, K.R.L. c. R-3, states that only those on the Kahnawà:ke Kanien'kehá:ka Registry have the right to reside in the community. Consequently, some First Nation children are required to live off reserve in order for their families to live together and to respect these laws. Quebec cannot and should not attempt to impose requirements of residency. First Nations Peoples’ rights to language and education are not reserve land-based rights and therefore this criterium is nonsensical and unsuitable.

It must also be noted that the obligation to have lived on reserve ignores the historic-political realities of the colonial dispossession of lands and forced (re)settlements. Referencing “reserves” erroneously limits the geographical area and legal sources in which First Nations People have rights to a colonially imposed boundaries and land base. Reserves were created by the federal government; however, First

Nations People continue to claim and assert rights to their traditional and unceded territories far beyond the boundaries of these “reserves”. Requiring a First Nations student to have lived on reserve further perpetuates the colonial narrative that reserves are the only lands for which First Nations have an interest in and silences the ongoing fight for the rights to and recognition of our traditional lands.

The other criteria for the exemption relate to the languages of instruction of these students. The languages of instruction should not be factored into the exemptions for First Nations students, as any exemptions should be solely on the basis that the student is First Nations. These criteria completely fail to capture the reasons why First Nations students should be exempted, which is that First Nations Peoples should not be subject to French language laws, regardless of where they have lived or what language they have learned. The exemption should be based on their identity and rights as First Nations People and not an illogical narrow criterion which captures a fraction of those whose rights are being unjustifiably infringed.

The importance of language and education has been repeatedly flagged by provincial, national and international bodies. As early as 1996, the Report of the Royal Commission on Aboriginal Peoples recommended that:

3.5.23 Canada’s post-secondary institutions recognize Aboriginal languages on a basis equal to other “modern” languages, for the purpose of granting credits for entrance requirements, fulfilment of second language requirements, and general course credits.

Internationally, it is well recognized that education and language have been tools of assimilation and cultural genocide and that, in order to right the wrongs of colonization, First Nations should not only no longer be forced to learn colonial languages, but governments need to actively remove barriers within their systems and support First Nations inherent right to protect and revitalize First Nations languages. It is also recognized that First Nations should have the right to control their education systems in ways that support their language and culture. Moreover, it is well established that education is an important part in improving economic and social conditions. For example, all of these issues are addressed by UNDRIP:

Article 13

1. Indigenous peoples have the right to revitalize, use, develop and transmit to future generations their histories, languages, oral traditions, philosophies, writing systems and literatures, and to designate and retain their own names for communities, places and persons.
2. States shall take effective measures to ensure that this right is protected and also to ensure that indigenous peoples can understand and be understood in political, legal and administrative proceedings, where necessary through the provision of interpretation or by other appropriate means.

Article 14

1. Indigenous peoples have the right to establish and control their educational systems and institutions providing education in their own languages, in a manner appropriate to their cultural methods of teaching and learning.

2. Indigenous individuals, particularly children, have the right to all levels and forms of education of the State without discrimination.

3. States shall, in conjunction with indigenous peoples, take effective measures, in order for indigenous individuals, particularly children, including those living outside their communities, to have access, when possible, to an education in their own culture and provided in their own language.

Article 21

1. Indigenous peoples have the right, without discrimination, to the improvement of their economic and social conditions, including, inter alia, in the areas of education, employment, vocational training and retraining, housing, sanitation, health and social security.

2. States shall take effective measures and, where appropriate, special measures to ensure continuing improvement of their economic and social conditions. Particular attention shall be paid to the rights and special needs of indigenous elders, women, youth, children and persons with disabilities.

Not only has Quebec failed to ensure that the application of French Charter does not come at the expense of First Nations students, even with an exemption through the Regulation, First Nations students will still be forced to successfully complete three French courses at the CEGEP level. Prior to the Bill 96 amendments the requirements had been the successful completion of two courses, which was already a burden on the academic success of First Nations students, as was indicated to Quebec in our various communications. As a result, Quebec continues to attempt to force a second colonial language on these students, resulting in impeding the success of First Nations students.

As you are aware, jurisdiction in areas of language, culture and education is of the sole exclusive jurisdiction of First Nations' governments based on our inherent rights. While Quebec notoriously refuses to recognize these rights and endorse UNDRIP, Canadian constitutional law applies to provincial laws and regulations. Pursuant to section 91(24) of the *Constitution Act*, 1867, only the federal government can legislate on "Indians and lands reserved for the Indians". In addition to being invalid based in our inherent rights, the Regulation is also *ultra vires* as the subject matter within it falls squarely within the legislative powers of the federal government in Canadian law. Moreover, all Canadian laws must comply with s. 35(1) of the *Constitution Act*, 1982. The infringements created by the French Charter to aboriginal rights are not only not remedied by this Regulation, but rather, continue to unjustifiably infringe on our rights with the extremely flawed residency and language requirements. The lack of consultation or even communication with First Nations regarding the drafting and enactment of this Regulation is clearly inconsistent with the honour of the Crown.

Limiting the growth and preservation of a person's culture and language by displacing and replacing it with a foreign culture is a continuance of cultural genocide in which the Quebec government is actively participating in. As First Nations People who are inflicted with these acts, we understand your perspective in the need to preserve your mother tongue, and the importance that education plays in those efforts. We continue to believe that it is possible for Quebec to protect and promote the French language, without further attempts to subjugate First Nations through colonial laws and institutions. As such, we will not stop our fight to ensure that First Nations CEGEP students are exempted from

all provisions of the French Charter regardless of where they reside or their language of education. This sentiment to continue this fight for our students and their futures stems from our community. As stated in our previous letters, our community met repeatedly to address the issue of Bill 96 and have agreed upon a clear position that these amendments and the French Charter must not apply to any First Nations person.

We should be given the space to flourish our identities, as born Kanien'kehá:ka (Mohawk) and who we would like to be in our lives in whatever career path we choose. It should not be restricted in any way, at any points in our lives in which there ought to be a choice.

In the interest of peace and cooperation, it is imperative that we meet immediately to discuss the legislative amendments required to the law. You must understand that this discussion is required, not only for the Regulation, but to adequately exempt First Nations Peoples from the entire French Charter in order to prevent any further harms or animosity. Your failure to honor your expressed commitment to find mutually satisfactory solutions (letter dated June 30, 2022) and to engage meaningfully and meet with our Council will prove, once again that the Quebec Government is dismissive of our concerns.

In peace and friendship,

**ON BEHALF OF THE OFFICE OF THE COUNCIL OF CHIEFS
MOHAWK COUNCIL OF KAHNWA:KE**



Ohen:ton I:iente ne Kautsenhaenhs Kahsennenhawe Sky-Deer

Cc: Regional Chief Ghislain Picard, Assembly of First Nations Quebec-Labrador
Chiefs, Assembly of First Nations Quebec-Labrador
Prime Minister Justin Trudeau, Government of Canada
Minister Marc Miller, Crown-Indigenous Relations
Gabriel Nadeau-Dubois, Québec solidaire, Québec solidaire, Leader of the Second Opposition Group
Paul St-Pierre Plamondon, leader of the Parti Québécois
Claire Samson, MNA Conservative party of Quebec

Québec, le 10 août 2023

Chef John Martin
Conseil en éducation des Premières Nations
50, boulevard Bastien
Wendake (Québec) G0A 4V0

Monsieur le Chef,

Le 12 juin 2023, vous m'avez adressé une lettre portant sur deux projets de règlement, soit le projet de règlement concernant les exigences de connaissance du français nécessaires pour la délivrance d'une attestation d'études collégiales, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 3 mai 2023, et le projet de règlement autorisant le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie à déroger à l'application de l'article 88.0.17 de la *Charte de la langue française*, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 17 mai 2023.

Vos commentaires s'inscrivent dans le cadre de la période de consultation prévue par la *Loi sur les règlements*, laquelle a pris fin, dans le cas du projet de règlement relatif à la délivrance d'une attestation d'études collégiales, le 17 juin 2023, et dans le cas du projet de règlement portant sur la dérogation relative au diplôme d'études collégiales, le 1^{er} juillet 2023.

Soyez assuré que j'ai pris connaissance avec attention des commentaires transmis relativement à ces deux projets de règlements ainsi que de la mention voulant que ceux-ci ne modifient aucunement les motifs de contestation formulés et qu'ils ne comportent aucune admission quant à la validité des articles de la *Charte de la langue française* qui sont mis en cause dans le pourvoi en contrôle judiciaire déposé devant la Cour supérieure du Québec le 20 avril 2023.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef, l'expression de mes salutations distinguées,



Jean-François Roberge
Ministre

c.c. : Chef Ghislain Picard, chef régional de l'APNQL
M^{me} Pascale Déry, ministre de l'Éducation supérieur
M. Ian Lafrenière, ministre responsable des Relations avec les
Premières Nations et les Inuit



March 7, 2024

WITHOUT PREJUDICE

Jean-François Roberge, M.N.A.
Minister of the French Language
800 D'Youville St, 13th floor
Quebec, Quebec G1R 3P4

Subject: Follow-up on the June 12, 2023 letter and request for exemption from the French language for a Diploma of Collegial Studies set out in section 88.0.17 of the *Charter of the French Language*, which comes into effect on July 1, 2024.

Dear Minister,

On July 12, 2023, following the publication in the *Gazette officielle* of the draft regulations to enact the *Regulation respecting the French knowledge requirements for the issue of an Attestation of College Studies* and the *Règlement autorisant le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie à déroger l'application de l'article 88.0.17 de la Charte de la langue française* (the regulation authorizing the Minister of Higher Education, Research, and Science and Technology to waive the application of section 88.0.17 of the *Charter of the French Language*, known as the '**Règlement concernant les DEC**' or the regulation concerning DSC), I sent you my comments on this subject, on behalf of the Chiefs Committee of the First Nations Education Council (**FNEC**). Please see the attached correspondence.

When the final texts were published in the *Gazette officielle*, I noticed that you had not taken my comments into consideration at all.

I'm writing to you again today as a matter of urgency, as one of the new French-language requirements for a Diploma of Collegial Studies (DSC) introduced by Law 14 – namely the successful completion of three French courses or in French as required under section 88.0.17 of the *Charter of the French Language* (the *Charter*) – comes into effect on July 1, 2024. If nothing changes before then, these new requirements will have devastating consequences on the college and career success of many of our Learners. We must act quickly.

...2

As mentioned in my June 12, 2023 letter, the FNEC, with the Assembly of First Nations Quebec-Labrador (**AFNQL**), is a plaintiff in an application for judicial review before the Superior Court of Québec, in which the FNEC is challenging the constitutionality of several provisions of the *Charter* in court file number 200-17-034684-233. This constitutional challenge includes new sections 88.0.2, 88.0.17 of the *Charter of the French Language* and by incidental effect the *Règlement sur les DEC*. These provisions, as well as other contested provisions, unjustifiably infringe on Aboriginal rights to self-government and self-determination in education and the right to language, as well the right to equality of Indigenous learners. The plaintiffs' position, let us recall, is that the government's regulatory and discretionary approach, based on the Learner's place of residence, which rests notably on *Règlement sur les DEC*, is fundamentally incompatible with our Learners' ancestral rights and does not remedy the infringements observed.

Please be advised that this letter is in no way intended to modify the grounds for challenging the provisions of Law 14 invoked by the FNEC in this legal proceeding and, consequently, does not include any admission as to the validity of the new sections 88.0.2 and 88.0.17 of the *Charter* and *Règlement sur les DEC*.

In addition to the comments I shared with you in my June 12 letter, the *Règlement sur les DEC* does not provide any exemptions for Indigenous learners concerning the new requirements for three French courses or three courses in French, referred to in sections 88.0.2 and 88.0.17 of the *Charter* that will enter into force on July 1, 2024.

Unless your government adopts a real exemption measure for all Indigenous learners before then, many of our students receiving their college education in English will have to pass three courses in French to obtain their college diplomas, even if French is only their second or even third language. This will undoubtedly have a devastating impact on our Learners' college-level and professional success, since successful completion of compulsory French as a second language courses is already a major obstacle to obtaining their DEC.

Under Section 88.0.2, paragraph 2 of the *Charter* an institution “may allow a student declared eligible to receive instruction in English in accordance with Section I to substitute three courses in French for those three courses given in French”. However, this exceptional measure does not consider the context of Indigenous Learners.

Firstly, it overlooks the fact that for many Indigenous Learners, French is only a third language, and that learning our ancestral languages is the priority for a substantial proportion of our Learners who have not yet acquired proficiency in these languages.

Secondly, many of our students have never obtained a declaration of eligibility to “receive instruction in English pursuant to Section I” but have nevertheless received primary or secondary instruction in English and/or a First Nations language. In fact, when they reside or have resided on a reserve, these students do not need to obtain such a declaration to receive primary and

secondary education in English, even when they do part of their schooling in provincial schools. In such cases, they can avail themselves of the exceptions provided for in the *Regulation respecting the language of instruction of children residing on Indian reserves*, CQLR c C-11, r 8 (**Regulation 8**).

Clearly, the need to obtain a declaration of eligibility to "receive instruction in English in accordance with Section I" creates undue administrative burdens and adds further obstacles to the academic and professional success of our English-language Learners at the college level.

Beyond the administrative burden, it is even impossible for many students who have pursued their primary and secondary education in English and/or an Indigenous language to obtain this declaration, since they do not meet the requirements of Section I referred to in section 88.0.2 of the *Charter*, having attended a school on a reserve or having qualified for instruction in English in accordance with the *Regulation respecting the language of instruction of children residing on Indian reserves*, RLRQ, C-11, r 8.

The Chiefs Committee, the FNEC and all education directors are very concerned about this situation. The coming into force on July 1st of the requirements of section 88.0.17 of the *Charter* will have a definite impact on the choices of Indigenous Learners at the college level, and on the educational and administrative organization of CEGEPs and colleges, including Kiuna Institution.

In order to remedy this situation, which infringes on the ancestral rights of our Learners, we ask you to confirm, by May 15, 2024 at the latest, that Quebec will amend the *Règlement sur les DEC* so that a total exemption for Indigenous Learners from the application of section 88.0.17 of the *Charter*, including the new requirements for three courses in French or in French, comes into effect no later than June 30, 2024.

As stated in the *Document concerning Bill 96* submitted by the AFNQL during the special consultations on Bill 96, which became Law 14, we believe it is essential that Indigenous Learners be automatically exempted from the application of section 88. 0.17, if they hold a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the *Indian Act* (R.S.C. 1985, c. I-5), or are members of a community according to its membership rules. In other words, such an exemption should be linked to the Learner's Indigenous identity and membership, regardless of their place of residence, and without depending on the exercise of ministerial discretion, as provided for in the current *Règlement sur les DEC*.

Finally, we wish to reiterate that the regulatory and administrative approach is completely inappropriate when it comes to our ancestral language rights and our right to self-determination and self-government in matters of education. You must understand that such measures will not satisfy us in the long term, but we consider them necessary in the interim to avoid serious and irreparable harm to our students' college success as of next school year.

The FNEC Secretariat will contact you promptly to arrange a meeting between now and March 31 to discuss this request.

Sincerely,



Councillor John Martin
Member of the FNEC Chiefs Committee

c.c.: Chief Ghislain Picard, AFNQL Regional Chief
Members of the FNEC Chiefs Committee
Ian Lafrenière, Minister Responsible for Relations with the First Nations and the Inuit
Pascale Déry, Minister of Higher Education
Denis Gros-Louis, FNEC Director General

Att.: Letter from John Martin to Minister Jean-François Roberge dated June 12, 2023.



CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW

BUREAU DU GRAND CHEF

290, rue St-Joseph, C.P. 848
La Tuque (Québec) G9X 3P6

Nitaskinan, le 25 avril 2024

Monsieur Jean-François Roberge
Ministre de la Langue française
Ministère de la Langue française
875, Grande-Allée Est, 3^e étage, secteur 500
Québec (Québec) G1R 4Y8
Par courriel : ministre@mlf.gouv.qc.ca

Monsieur Bernard Drainville
Ministre de l'Éducation
Ministère de l'Éducation
Édifice Marie-Guyart 1035, rue De La Chevrotière, 16^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5
Par courriel : ministre@education.gouv.qc.ca

Objet : Demande de rencontre pour discuter des enjeux de réussite scolaire des étudiants Atikamekw au niveau postsecondaire, concernant les exigences relatives à la langue française

Monsieur le Ministre Roberge,
Monsieur le Ministre Drainville,

Nous demandons une rencontre pour aborder un problème sérieux qui affecte la réussite scolaire de nos élèves atikamekw au niveau postsecondaire : les défis provoqués par les exigences en matière de la langue française et de la culture québécoise dans le curriculum.

En effet, les lois, règlements, programmes et politiques actuels du gouvernement du Québec et des institutions québécoises en matière d'éducation créent des embûches majeures à la réussite éducative, académique et professionnelle de nos jeunes, notamment par les dispositions relatives à la langue d'enseignement. Ces dispositions nuisent à l'accessibilité de l'éducation pour nos étudiants et portent atteinte à leurs droits ancestraux, notamment en matière de préservation et de revitalisation de notre langue atikamekw.

En outre, les différentes normes qui accordent parfois des exemptions à des membres de certaines Premières Nations, dans certaines circonstances, mais pas à d'autres, créent une incohérence qui pénalise arbitrairement nos apprenants. Il est fondamental que tous les apprenants autochtones puissent jouir des mêmes droits, indépendamment de leur appartenance à une nation, origine ou lieu de résidence.

Nos membres nous ont fait part de leur sentiment de marginalisation et de manque de respect au sein du système éducatif québécois. Ils rapportent non seulement que leurs besoins culturels sont fréquemment ignorés, mais aussi qu'ils font face à des comportements et remarques discriminatoires de la part du corps enseignant. Cette situation met en lumière un déficit considérable de sensibilité et de compréhension quant à l'intégration efficace des membres Atikamekw dans les institutions d'enseignement.

Bien que nous reconnaissons l'importance de préserver la langue et la culture québécoise, il est crucial de rappeler que notre peuple partage ce même désir pour sa propre culture et langue. Malgré nos efforts pour apprendre votre langue et comprendre votre culture, comme en témoigne cette lettre rédigée en français, il est improbable que vous puissiez nous répondre en atikamekw. La majorité des étudiants non atikamekw sur le Nitaskinan ne sont par ailleurs jamais exposés à notre langue et culture, une intégration qui favoriserait pourtant une meilleure compréhension mutuelle et la construction de ponts entre nos peuples.

Nous sommes convaincus que nos étudiants atikamekw devraient avoir l'opportunité de choisir d'étudier leur propre langue et culture au sein de leur parcours éducatif postsecondaire. Ça serait une reconnaissance de leur patrimoine unique et jouerait un rôle crucial dans le renforcement de leur identité culturelle. En intégrant ces éléments essentiels à leur curriculum, nous faciliteront également leur réussite académique et favorisons aussi un environnement d'apprentissage plus inclusif et respectueux de leur diversité. Une telle approche contribuerait à les valoriser en tant qu'individu et à enrichir le tissu culturel de l'ensemble du système éducatif québécois.

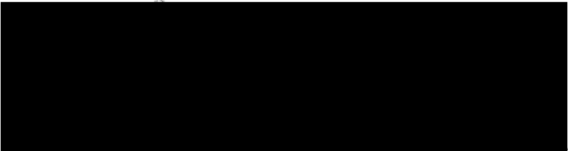
Nous demandons donc une rencontre afin d'explorer ensemble les moyens d'atteindre nos objectifs communs : la réussite scolaire des Atikamekw, leur intégration dans diverses professions et la réconciliation et compréhension mutuelle entre nos peuples.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir, Messieurs les Ministres, l'expression de notre haute considération.

Cordialement,



Constant Awashish
Grand Chef



Sipi Flamand
Chef
Conseil des Atikamekw de Manawan



Madame Vivianne Chilton
Cheffe
Conseil des Atikamekw de Wemotaci



Jean-Claude Mequish
Chef
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan

CONTEXTE

La première mouture du PL 96 ne semblait pas avoir d'impact majeur sur les étudiants autochtones. Les récents amendements ajoutent toutefois :

- L'imposition de l'épreuve uniforme de français dans les établissements anglophones pour les non-ayants droits (article 88.0.12);
- La possibilité de devoir suivre 3 cours de littérature en français pour réussir l'épreuve uniforme, 2 cours de langue seconde en français et 3 cours en français pour les étudiants francophones et allophones fréquentant un collège anglophone;
- La réussite de 3 cours en français ou de français pour les ayants droits anglophones;
- L'exigence de connaissance du français devenue conditionnelle à l'obtention d'une attestation d'études collégiales (AEC) et l'embargo sur le développement de nouvelles AEC en anglais.

Suite à une rencontre avec le ministère de la Justice (MJQ) et le secrétariat aux Affaires autochtones (SAA), il a été demandé au bureau des Relations avec les Premières Nations et les Inuit (BRPNI) de dresser un portrait de la situation des étudiants autochtones relativement aux chances de réussite, à l'accessibilité et à la rétention au collégial dans le contexte des exigences linguistiques en français – avant et après la mise en application du PL 96.

La situation du changement de réseaux entre le secondaire et le collégial, du lien entre le certificat d'admissibilité à l'enseignement en langue anglaise au primaire-secondaire et du statut d'ayant droit au collégial, ainsi que les difficultés particulières vécues par les étudiants autochtones dans le parcours collégial y sont présentées.

Des données démontrant les particularités des étudiants autochtones sont incluses. Celles-ci étant parcellaires, des cas y sont présentés. Les données présentées ne concernent que les Autochtones qui ont entamé des études postsecondaires au Québec ; elles ne doivent pas occulter la situation des Autochtones qui n'accèdent pas aux études postsecondaires au Québec ou quittent la province pour la poursuite de leurs études.

ÉTAT DE SITUATION

38 communautés sur 56 ont l'anglais comme langue seconde ou langue actuelle d'usage.

- Parmi celles-ci, on compte 13 communautés où la Charte de la langue française ne s'applique pas, et 25 communautés où les élèves sont exemptés des exigences du français en Éducation.
- Les élèves qui ont effectué au moins la moitié de leurs études en langue autochtone ou en langue anglaise peuvent se voir octroyer un certificat d'admissibilité à l'enseignement en langue anglaise (CAELA) seulement :
 - a) S'ils quittent leur communauté/territoire, et;
 - b) S'ils demandent à fréquenter une commission scolaire anglophone (CSA).

Certificat d'admissibilité à l'enseignement en langue anglaise

Les élèves autochtones peuvent arriver dans une CSA à tout moment de leur parcours. Cette dernière fait la demande du CAELA au ministère de l'Éducation qui tient compte de l'apprentissage en langue autochtone et celui en langue anglaise pour son analyse.

Si l'élève est admis sur la base de l'article 97 de la Charte de la langue française, l'obtention du CAELA doit être demandée chaque fois qu'il change de commission scolaire, (CAELA ne suit pas l'élève), contrairement aux élèves admis sur d'autres bases que l'article 97, dont les élèves anglophones.

Concernant les élèves autochtones qui ne fréquentent jamais une école d'une CSA, aucune CSA ne fait de demande pour eux. En conséquence, parmi les CAELA octroyés, peu de demandes sont faites pour des élèves autochtones.

DONNÉES

Parmi les étudiants soutenus financièrement par Kativik Ilisarniliriniq (KI) pour la poursuite des études postsecondaires, près de 15% étudient à l'extérieur du Québec. La majorité des étudiants naskapis et environ 80 % des étudiants cris (données de 2017) étudient également à l'extérieur de la province.

Le taux de passage direct du 5e secondaire (formation générale à temps plein) au collégial est 3,4 % pour les Cris, 7,1 % pour les Inuit comparativement à 70,9 % pour les allochtones.

Chez les Autochtones en milieu urbain, près du tiers des jeunes du secondaire étaient en situation de retard scolaire selon les données de 2018-2019¹. Une grande proportion d'élèves des communautés nordiques sont en situation de retard scolaire à la première année du deuxième cycle du secondaire.

- Année 2017-2018² :
 - Commission scolaire crie (CSC) : 30,3% à 59,1%
 - Kativik Ilisarniliriniq (KI) : 65,9% à 96,3%.
 - Ensemble du Québec : 17,4% à 26,3%

CONCLUSION :

Les étudiants autochtones sont dans une situation qui diffère de celles des étudiants anglophones, des étudiants issus de l'immigration ou étudiants étrangers, et des étudiants francophones. Il convient de proposer des solutions adaptées qui viendraient soutenir l'accessibilité des étudiants autochtones en Enseignement supérieur et promouvoir une approche positive pour le développement de compétences linguistiques en français et l'employabilité Autochtones. Ces solutions doivent permettre au BRPNI de réaliser son mandat d'abaisser les obstacles à la poursuite des études pour ces étudiants et doivent également permettre au MES de réaliser son engagement de favoriser l'accès à l'Enseignement supérieur et la persévérance pour tous les étudiants.

Piste de solution

- Amendement au projet loi pour la création d'une catégorie *ayants droit autochtones*, permettant aux étudiants des Premiers Peuples de se prévaloir de leurs droits linguistiques en vue d'augmenter l'accessibilité, la rétention et la réussite de cette population en Enseignement supérieur, et ce, en les exemptant des trois cours en ou de français et de l'épreuve uniforme en français s'ils fréquentent un établissement collégial anglophone, et en leur permettant de prendre part à des attestations d'études collégiales sans l'ajout d'exigences linguistiques et sans embargo sur le développement d'AEC leur étant exclusif.
- Utilisation de l'article 81 de la Charte de la langue française qui prévoit déjà que les enfants qui se trouvent en situation de difficultés d'apprentissage peuvent recevoir l'enseignement en anglais. Vu la situation précaire dans laquelle se trouve une proportion significative d'élèves autochtones, le Gouvernement peut, par règlement, définir la catégorie d'enfants visés – en l'occurrence, les Autochtones – afin qu'ils puissent recevoir l'enseignement en anglais en raison des difficultés vécues et afin de favoriser leurs chances de réussite.
 - Dans cette option, il faudra s'assurer au niveau du ministère de prioriser les AEC visant les Autochtones en ce qui a trait le ratio des AEC anglophone.
- Le ministère de l'Enseignement supérieur via son BRPNI mettra en place des initiatives visant à promouvoir une approche positive pour le développement de compétences linguistiques en français pour les étudiants autochtones. Cela pourrait se traduire notamment par le soutien à des camps d'immersion en français ou au développement de bourse explore spécifique pour les étudiants autochtones anglophones.

¹ [Comprendre et soutenir les transitions scolaires harmonieuses chez les jeunes autochtones en milieu urbain](#), RCAAQ, p. 1

² Données du tableau 14, [Bulletin statistique L'éducation des populations scolaires des communautés autochtones du Québec en 2017](#)